LA VIE INTELLECTUELLE

REVUE MENSUELLE
FÉVRIER 1950

V. I.
Face aux révolutions futures.

J. LECLERCQ
Rencontre des chrétiens et des communistes.

D. DUBARLE
Nouvelles techniques et avenir de l'homme.

Lettre pastorale du primat de Pologne

VERSANE : ***La question des Lieux Saints.***

J. DUMONTIER : ***L'économie française a peur du grand air.***

LES SIGNES DU TEMPS

Grève et contrat de travail. — La loi d'avortement au Japon. — Titisme asiatique ? — Le roman policier. — « Mon ami Vassia ». — Azimuths, etc.

LIVRES — THEATRE — CINEMA

NOS FRÈRES SÉPARÉS

H. GUILLEMIN
Karl Barth.

L. BOUYER
Du Dieu caché au Dieu révélé.

LES ÉDITIONS DU CERF . PARIS

SOMMAIRE

V. I. : *Face aux révolutions futures* 129

J. LECLERCQ : **Rencontre des chrétiens et des communistes** 131

D. DUBARLE : **Nouvelles techniques et avenir de l'homme** 142

DOCUMENTS ET CHRONIQUES

Lettre pastorale du primat de Pologne.... 164

VERSANE : La question des Lieux Saints. 174

J. DUMONTIER : L'économie française a peur du grand air 182

LES SIGNES DU TEMPS

Grève et contrat de travail (Ch. Savouillan), 193. — La Sarre entre la France et l'Allemagne (B. Feron), 198. — La loi d'avortement au Japon (Kikou-Yamata), 200. — Titisme asiatique ? (P.-A. Martel), 202. — Le roman policier (A. L.), 205. — Hollywood creuse sa tombe (Cl. Julien), 207. — Bourbakistes et autres mathématiciens (D. Dubarle), 210. — Enfin du neuf (H. Muller), 213. — « Mon ami Vassia » (J. Mouton), 214. — Azimuths (A.-Z. Serrand), 221. — Le mois de janvier, 224.

G. VENAISSIN : Paul Gadenne entre le monde et nous 226

H. GOUHIER : Théâtre 229

J.-P. CHARTIER : Cinéma 231

NOS FRÈRES SÉPARÉS

H. GUILLEMIN : **Karl Barth** 235

L. BOUYER : **Du Dieu caché au Dieu révélé** 244

Recensions de livres..... 255

Face aux révolutions futures

Aujourd'hui moins que jamais, l'homme ne peut s'abandonner sans réflexion à son élan créateur. Certes, technique et science, d'une part, organisation du monde, de l'autre, ne cessent de poursuivre leur marche, mais dans un climat de désillusion : les moralistes et les romanciers dénoncent les amertumes présentes et futures d'une civilisation trop naïvement jetée sur la voie de progrès exclusivement matériels.

Si généreuse et clairvoyante qu'elle soit, cette leçon risque malheureusement de rester stérile, par étroitesse du diagnostic. Le point de vue du moraliste ne suffit pas; il est trop celui du malade sur la douleur. Il faut lui adjoindre le point de vue du « naturaliste » convaincu que l'homme doit, à bien des égards, être l'objet d'une étude analogue à celle d'un système physique. Le temps est venu de s'inquiéter d'une discipline vraiment rationnelle se consacrant à l'analyse du possible que nous portons en nous. Ni l'indétermination des mythes poétiques, ni le vague des générosités morales ne peuvent plus suffire pour si sérieuse affaire. A la base de tout il y a un problème de physique humaine qu'on ne saurait éluder.

Les textes ici rassemblés invitent à une réflexion : qu'il s'agisse de discussions politiques, comme celles qu'évoque le chanoine Leclercq à propos des communistes, ou de réalités économiques, comme ceux dont Jacques Dumontier tente la synthèse pour la France de 1950,

leur but est d'éveiller l'esprit à l'intelligence des faits organiques de notre condition réelle. A la racine on trouvera, dessinées par le P. Dubarle, les tendances actuelles de la science et de la technique; et leur offensive vers un équilibre nouveau de l'homme avec la nature et des hommes entre eux. Quiconque veut utiliser cette poussée pour élever dans l'homme le sentiment de sa dignité et le respect de son prochain, ne peut y réussir s'il ne développe le goût de cette observation « naturaliste » et la souplesse d'imagination, dont tant de pages de cette revue disent la nécessité.

Le chrétien non plus que l'humaniste ne peut s'en dispenser. Sans doute il croit à plus grand que l'homme. Il pense que l'homme ne peut trouver en soi-même ni son salut, ni son épanouissement. Seul, son Dieu en Jésus-Christ peut soutenir la prodigieuse expansion des horizons humains tout à coup proposés. Pour autant la croissance que prend la vie devenue chrétienne ne la relève pas des responsabilités que nouent autour d'elle les lents progrès humains. Le chrétien vise à plus que l'homme. Mais la tâche humaine garde sa densité tout au long de son projet.

C'est pour ne pas garder le souci de cette intelligence réaliste et naturaliste, que le chrétien, transformant sa foi en idées générales, l'expose à n'être prise que pour une superstructure. Ainsi, trop souvent embarrassé par la dialectique marxiste, n'arrive-t-il ni à sauver ses frères de l'emprise athéiste, ni à résoudre les problèmes vrais que Marx a posés.

Contre le danger d'idéologie, les chrétiens sont mis ici en garde aussi bien par la violence de Karl Barth que par les exposés iréniques du chanoine Leclercq et du P. Dubarle : le discernement des esprits ne dispense pas d'étudier patiemment la matière humaine.

V. I.

Rencontre des chrétiens et des communistes

Au Congrès international de philosophie d'Amsterdam, en 1948, un vieux philosophe anglais disait : « Il y a ici 48 % de clergymen, autant de communistes et seulement 4 ou 5 % d'esprits libres. » Ce qu'il entendait par esprits libres étaient les esprits comme le sien.

Partout où les esprits s'affrontent, on a aujourd'hui l'impression de deux blocs, le communiste et le chrétien, ce dernier étant presque exclusivement catholique, parce que les protestants sont trop dispersés pour faire bloc. Ceux qu'on appelait autrefois rationalistes ou libre-penseurs ne sont plus que des vestiges d'une race qui s'éteint. Le philosophe dont je viens de citer l'observation avait soixante-quinze ans.

Les deux blocs s'affrontent sur tous les terrains, aussi bien scientifique et philosophique que politique et social, en passant par la littérature. Mais il semble que, dans le bloc catholique, un plus grand nombre cherchent à comprendre l'adversaire; des catholiques qui se veulent et s'estiment d'avant-garde croient trouver dans le communisme des attitudes d'avenir, alors que les communistes paraissent unanimes à ne voir dans le catholicisme que des positions du passé. Certains catholiques,

dès lors, jettent vers le communisme des regards empreints de sympathie qui aboutissent parfois à une attitude générale de sympathie, ne parlant du communisme que pour y relever des traits avantageux. Et ceci s'explique parce que le communisme se présente comme une force neuve, inspirée des besoins de notre temps, tandis que si le catholicisme recèle des puissances de renouvellement, on ne peut cependant le dire neuf.

Les communistes sont persuadés qu'ils représentent le mouvement actuel de l'histoire; l'Église, en tout cas, ne peut représenter uniquement cela. Et les communistes sont convaincus qu'ils apportent au monde la civilisation nouvelle dont il a besoin, celle qui remplacera la civilisation chrétienne, la culture nouvelle qui remplacera la culture chrétienne. Emportés par leur enthousiasme de mouvement jeune, ils se préoccupent peu de chercher dans les formes anciennes de civilisation les éléments qui pourraient être utilement intégrés au monde nouveau qu'ils forgent. Tandis que les catholiques d'esprit ouvert se préoccupent de renouvellement, les communistes n'ont pas à y songer : ils *sont* le renouvellement; une doctrine, un mouvement qui, dans sa forme actuelle du moins, n'a pas encore un demi-siècle d'âge (je situe ses débuts à Lénine), ne connaît pas le problème du renouvellement. Les chrétiens y songeaient-ils vers l'an 100 de notre ère?

Cependant, quand on suit les controverses en essayant de garder un esprit objectif, on a souvent l'impression d'un dialogue de sourds, chacun accusant l'autre de le calomnier, revendiquant pour son mouvement les mêmes qualités, et exprimant des préoccupations qui ne s'opposent pas à celles du vis-à-vis, mais qu'il reproche au vis-à-vis de méconnaître.

Ce qui s'écrit du communisme dans les milieux catholiques donne, en général, l'impression que l'objet premier du communisme est de détruire la religion. D'ailleurs, telle est bien la conception de la plupart des catholiques que je connais, et, spécialement, des membres du clergé. Comme notre préoccupation est, avant tout, religieuse, la première question que nous nous posons en présence de tout mouvement quel qu'il soit est celle de son attitude à l'égard de l'Église. Lorsqu'on parle des victoires communistes en Chine, dans des publications catholiques, la question dont on se préoccupe presque exclusivement est celle de l'attitude des communistes chinois à l'égard de l'Église en général, des missions en particulier. Je ne pense pas avoir lu nulle part l'observation que, les catholiques n'étant en Chine que 1 % de la population, la question du catholicisme doit y occuper une place fort secondaire, ... aux yeux des 99 % restant.

Quelle place le christianisme et, en particulier, le catholicisme tiennent-ils exactement dans l'optique communiste ? La question se posa pour moi, il y a plus de dix ans déjà, en lisant *La Révolution trahie* de Trotsky. Il s'agit d'un livre écrit par un des fondateurs de l'U.R.S.S., le principal collaborateur de Lénine, évincé par Staline. Il publie son livre pour démontrer que Staline a trahi la révolution et, pour cela, il en fait toute l'histoire. Il s'agit d'un communiste authentique, d'un des hommes qui connaît le mieux la question. Or, à mon grand étonnement, dans ce volume de quatre cents pages bourré de faits, il n'y a pas un mot sur la religion.

Rien ni pour ni contre; rien pour approuver ou blâmer la persécution; il n'en parle pas; dans son conflit

avec Staline et dans l'histoire de la révolution, il ne semble pas que le problème religieux attire son attention.

Certains catholiques diront sans doute : « Il cherche à endormir notre vigilance; ne nous laissons pas tromper... » Mais il ne s'agit pas d'un livre écrit pour nous; l'ouvrage est écrit par un communiste russe pour les communistes russes, et c'est en quelque sorte par hasard qu'il arrive jusqu'à nous.

D'ailleurs, quand on se donne la peine de lire de façon assez suivie les écrits communistes, on voit bien que, pour eux, le problème de la civilisation, de la justice et de tout bien tourne autour du conflit entre le capitalisme et le communisme. Le capitalisme est la source de toutes les corruptions et *le* problème, non seulement premier mais unique, l'*unum necessarium,* c'est de l'anéantir.

Chaque fois qu'ils s'en prennent à l'Église, c'est pour lui reprocher d'être au service du capitalisme. Pourtant l'Église proteste; sans condamner le capitalisme de façon absolue, elle en a condamné les abus et elle repousse avec indignation l'accusation d'en être solidaire... Dès lors les communistes peuvent-ils être de bonne foi ?? Mettons-nous à leur place : leur objectif, le seul, est de détruire le capitalisme; ils ne veulent que cela; tout le reste y est subordonné. L'Église les condamne : c'est donc que l'Église est pour le capitalisme. Et comme, sans le condamner absolument, elle prétend ne pas être à son service, mais que, par ailleurs, elle condamne absolument ceux qui mènent la lutte contre le capitalisme, on doit donc voir en elle une alliée sournoise du capitalisme.

Au surplus, lorsqu'on leur reproche leur matérialisme,

les communistes protestent violemment qu'on dénature leur pensée. Ils ne font pas de métaphysique; le matérialisme de Marx consiste simplement à dire qu'il faut songer à donner du pain aux malheureux plutôt que de leur promettre le ciel à condition de se priver de pain. En présence du malheur des classes laborieuses auxquelles le christianisme n'a pas porté remède, le communisme se dresse comme le représentant de l'aspiration à la justice et lutte pour construire un monde meilleur en faisant appel à toutes les plus hautes ressources d'abnégation qui sont en l'homme. C'est à cela que l'Église s'oppose. Pourquoi, si, vraiment, comme elle le prétend, elle aime les petits et les faibles? Puisque le capitalisme est la force qui maintient le genre humain dans le malheur et que le communisme est la seule force qui le menace, pourquoi s'opposerait-on au communisme, sinon pour défendre le capitalisme?

Tâchons de nous représenter l'état d'esprit du jeune communiste élevé en dehors de toute influence religieuse ou n'ayant reçu que cette formation religieuse superficielle d'une grande partie de nos populations. Le problème religieux que nous connaissons n'existe pas pour lui; il n'y a jamais songé; il ne sait même pas qu'il existe. On lui a toujours dit que la religion est un simple moyen d'influence politique et, pour lui, d'ailleurs, il n'y a de problèmes que politiques. On dit d'habitude : économiques; mais, en réalité, c'est de politique qu'il s'agit, car le problème concret immédiat est celui de la conquête de l'État. Arriver simplement à comprendre que la préoccupation religieuse ait de l'importance pour quelqu'un, qu'il y ait des hommes doués de personnalité pour lesquels il existe un vrai problème de vie, de relations avec Dieu, pour lesquels la question même de

l'existence de Dieu pose un problème touchant la vie réelle, arriver simplement à comprendre cela suppose déjà pour lui tout un retournement d'âme.

Un jour, j'avais causé près de deux heures avec un étudiant communiste, président d'un cercle de faculté, et j'avais essayé de lui faire comprendre nos points de vue. Je me souviens encore du ton rêveur avec lequel il me dit en terminant : « Oui, en somme, je vois : vous avez des préoccupations religieuses, alors que nous avons des préoccupations politiques. » C'était visiblement pour lui une découverte.

*
* *

L'examen objectif des faits aboutit donc à constater que l'Église et le communisme se rencontrent de biais. Le problème qui domine tous les autres pour le catholique n'existe même pas aux yeux du communiste. De face, le communisme s'oppose au capitalisme; il lui dispute le terrain qu'ils convoitent tous deux, celui des valeurs économico-politiques. Le communiste ne s'occupe de l'Église pour la combattre que dans la mesure où elle lui paraît une complice du capitalisme; mais c'est au capitalisme qu'il en veut, au capitalisme qui est, à ses yeux, une réalité redoutable, non à la religion qui n'est en elle-même qu'une bulle de savon.

Tout autre est l'esprit chrétien. L'objet du christianisme est centré sur Dieu; le message du Christ est avant tout révélation de la paternité divine, impliquant en Dieu un amour ineffable par lequel il veut sauver l'humanité; et l'aspect positif de ce salut consiste à unir l'homme à Dieu par l'infusion en lui, par la grâce de l'amour divin qui transformera toutes les perspectives

de vie. Dans la mesure où les hommes participeront à l'amour divin, un esprit de fraternité se développera en eux, éliminant la lutte des convoitises, des orgueils et des égoïsmes, pour réaliser sur terre une cité de Dieu, dominée par l'amour et conduisant à la cité éternelle où l'amour s'épanouira sans réserve dans l'unique amour répandu de Dieu à ses créatures.

Le problème chrétien est donc d'abord de la conversion des âmes au Christ, ensuite de la réalisation de la vie du Christ dans les hommes. Et c'est ici qu'apparaît la question sociale : le chrétien, dans la mesure où il l'est intensément, est un assoiffé de justice et de charité. Il réagit contre toutes les haines, les égoïsmes, les injustices, avec une vigueur mesurée à l'intensité de sa vie surnaturelle.

Le problème chrétien est donc avant tout un problème de conversion des âmes; le problème communiste, comme le problème capitaliste, un problème d'organisation économico-politique. Et quand on parle d'âmes, le mot a une résonance profondément personnelle; il s'agit d'un problème qui se pose à chacun en particulier, dans l'intimité de son être, problème de rapports de l'homme avec Dieu; tout le reste suit : « Cherchez le royaume de Dieu et sa justice; le reste vous sera donné par surcroît. »

Il est vrai que le communisme se présente aussi comme une conception de vie personnelle; que les communistes, spécialement dans les milieux intellectuels, prétendent viser à une culture de tout l'homme; mais, chez eux, le problème est nettement second. Le problème premier est celui de la transformation économico-politique de la société, et c'est de cette transformation que le reste viendra par surcroît.

La différence est donc telle qu'on ne se comprend pas d'un bord à l'autre. Quand nous parlons de conquérir les âmes, les communistes comprennent : s'emparer de l'État pour imposer un certain ordre économico-politique. Quand les communistes parlent d'établir un ordre humain nouveau, nous comprenons : convertir les âmes au matérialisme.

Lorsqu'on se rend compte de cette opposition de points de vue, il est facile de comprendre qu'on ne puisse être communiste et chrétien; l'échelle des valeurs est toute différente; et si le Saint-Siège a dû récemment intervenir pour prendre des mesures disciplinaires contre les catholiques qui se font communistes, cette intervention jette un jour douloureux sur l'inconscience de beaucoup de catholiques à l'égard des fondements même de leur foi. Pour un chrétien conscient de la portée du christianisme, il est inconcevable que la question de l'ordre économico-politique soit la première de toutes, que tout problème doive se résoudre en fonction de celui-là et qu'il soit pernicieux de tenir compte d'autre chose. D'ailleurs, en fait, dans les conditions actuelles, il est clair que le communisme considère le christianisme comme une force destructive de ce qu'il considère comme les plus hautes valeurs de l'homme, et qu'il le combat partout où il le rencontre. L'expérience des pays catholiques où les communistes arrivent au pouvoir est trop douloureuse et trop claire pour être discutée.

Cela changera-t-il un jour ? Nous n'en savons rien; le communisme est une réalité mouvante. Nous ne savons même pas combien de temps il durera encore. En tout cas, il n'a pas les promesses d'éternité que possède l'Église et, en vertu même de la dialectique de l'histoire qui lui sert de philosophie, il doit disparaître pour lais-

ser la place à d'autres formes... Le plan sur lequel nous avons à envisager le communisme est celui de l'actuel, et, sur ce plan-là, il est clair que la collaboration des catholiques et des communistes est impossible, qu'il est encore plus impossible que des catholiques deviennent purement et simplement communistes, se mettant au service du mouvement de façon inconditionnée.

Mais ceci ne justifie pas l'excès inverse, car il y en a un. Des catholiques désireux de manifester la pureté et l'intensité de leur zèle me disent parfois : « Pour moi, le premier problème est la lutte contre le communisme. » Non, le premier problème n'est pas de lutter contre qui que ce soit, mais de travailler à l'édification du royaume de Dieu; le premier problème est de former des chrétiens animés de l'esprit du Christ et que ces chrétiens se répandent dans le monde pour agir à la manière d'un ferment et travailler, dans l'esprit du Christ, à construire un monde de justice et de fraternité; et que, partout, en présence de tous les abus, les chrétiens réagissent en chrétiens, cherchant les solutions qu'inspire l'esprit du Christ.

Et je songe à cette autre formule que je trouve assez souvent dans des publications catholiques, que « le problème du monde de demain est de savoir si le monde sera communiste ou chrétien ». C'est encore accepter que le christianisme se présente sur le même plan que le communisme. Et, soit dit en passant, il ne faut pas s'étonner qu'à lire des textes de cette inspiration, les communistes en concluent que, pour faire triompher le communisme, la destruction du christianisme soit une condition nécessaire.

Mais, en tout cas, le monde de demain ne peut pas être chrétien comme il peut être communiste. Pourquoi ?

Parce que le christianisme se répand par la conversion des âmes et que les âmes se convertissent une à une. On dit que les catholiques sont actuellement quatre cent millions sur plus de deux milliards d'hommes; et, statistiquement, on appelle catholiques les baptisés. Dans ce sens il y a près de quarante millions de catholiques en France! Mais on sait bien que, si on prend catholique dans le sens plus strict de celui qui est attaché à l'Église et prêt à sacrifier quelque chose pour elle, les catholiques sont peut-être cent millions ou moins encore. Le problème concret de l'accroissement de l'Église est d'augmenter le nombre de ces chrétiens agissants et d'intensifier leur esprit chrétien. On peut ambitionner qu'ils soient cent vingt-cinq ou cent cinquante millions dans une génération ou deux; mais la conversion du genre humain et la pénétration de toute la vie humaine, collective aussi bien qu'individuelle, par la pensée chrétienne est un problème dont la solution ne peut être envisagée dans un avenir prévisible. Tandis que l'édification d'un monde communiste rentre dans les réalités prévisibles.

Le communisme cherche à s'emparer de l'État et ensuite à organiser la société selon ses principes par la force. Il peut s'emparer d'un État, puis d'un autre. En théorie, on conçoit qu'il gagne ainsi toute l'humanité. Sur ce plan, il s'oppose au capitalisme parlementaire; et il est exact de dire, de ce point de vue, que le problème du monde de demain peut être de savoir s'il sera capitaliste ou communiste; ou encore s'il ne sera pas dans la ligne d'une troisième tendance qui cherche à éliminer le capitalisme sans tomber dans le communisme, comme on le voit en Angleterre et dans les pays scandinaves.

Mais, en ce qui nous concerne, le problème premier, sur ce plan, est de purifier l'Église, de la libérer des formes temporelles auxquels trop de chrétiens la lient. On sait que les objections les plus courantes contre l'Église ne portent pas sur la divinité du Christ ou sur l'institution de l'Église par le Christ, encore moins sur la doctrine trinitaire ou sur celle de la grâce. Ce qu'on reproche surtout à l'Église, c'est le « bruit d'argent autour de l'autel », c'est que les prêtres sont trop attachés à l'argent, ou que l'Église est toujours avec les riches. Si cela est vrai, c'est une corruption; si ce sont de fausses apparences, il faut les dissiper; et on ne les dissipera pas par des discours ou des proclamations.

Il est vrai que c'est ce que je fais en ce moment. Mais je ne dispose pas d'autre moyen d'action. Si chacun de nous fait à sa place ce qu'il peut, quelque chose s'accomplira.

JACQUES LECLERCQ,
professeur à l'Université de Louvain.

Technique et avenir

1. — *Pour une science de l'anticipation.*

Rien peut-être n'importe davantage à l'avenir humain qu'une prévision sensée des expansions techniques au sein de notre univers. Le passé de deux siècles nous apprend clairement qu'il ne suffit pas, pour que tout aille bien, d'inventer de nouvelles mises en œuvre de la nature, puis d'abandonner les pouvoirs ainsi conquis à l'usage spontané des hommes, chacun, individualités ou groupements, étant libre d'en tirer le parti qui lui semble immédiatement le meilleur.

Ainsi ceux qui entrevirent le premier essor de l'industrie machiniste insistèrent à l'ordinaire sur les possibilités de prospérité ouvertes à l'humanité. Ils n'avaient pas tort de le faire. Mais bien peu semblent s'être doutés qu'en suscitant un monde de machines encore grossières et en laissant trop naïvement jouer les régulations d'une économie du profit, on allait inéluctablement vers la création d'un prolétariat.

Mais, nous-mêmes, à notre tour, sommes en temps utile pour conduire à bien des réflexions semblables à celles que nous reprochons aux hommes du passé de n'avoir pas assez faites. De nouvelles créations techni-

ques, d'une importance au moins aussi grande que celles dont nous sommes redevables au passé, sont en train de se nouer. L'évidence s'impose de l'impossibilité désormais de les abandonner à l'homme pour qu'il en fasse, au hasard, ce qu'il jugera spontanément bon d'en faire.

Tout se passe en effet comme si, une fois acquises dans leur principe, les conquêtes de l'esprit entraient en interaction avec la masse globale de l'être humain pour donner lieu à l'avenir. Ces interactions ne sont ni quelconques, ni fatales. Leur science est cependant presque entièrement à construire — du moins sur le plan de solidité auquel la science des temps modernes a entendu se hausser tout entière. Nous sommes, il est vrai, arrivés pour la première fois à un point où il semble vital d'y réussir. Car les moyens dont l'homme avait fait la conquête dans le passé : la culture de la terre, la domestication des animaux, le feu, les outils, et même les machines de nos derniers siècles, n'avaient que modérément encore puissance de réagir sur la masse humaine. La boîte de Pandore pouvait laisser échapper ses ressources sans que fussent par trop funestes — elles l'étaient déjà passablement — les éventualités qu'elles engendraient spontanément au sein d'une humanité peu consciente et toujours médiocre de cœur. Peut-être même jusqu'à présent le laisser-faire avait-il, après tout, plus de bénéfice que toute autre attitude. Par contre, l'homme d'aujourd'hui pressent que de toutes les possibilités désormais ouvertes la pire est probablement celle à laquelle conduirait l'insouciance intellectuelle. On peut savoir, et désormais il faut tâcher de savoir.

Il faut, hélas! renoncer pour l'instant à faire acte de

science véritable et sérieuse en ce domaine entrevu. Tout comme autrefois Platon rougissait de l'étroitesse des connaissances mathématiques de la Grèce d'alors, contentons-nous de rougir d'être encore si peu au fait d'une activité de l'intelligence devenue désormais nécessaire. Puis, timidement, proposons quelques confuses esquisses, en les destinant à orienter la pensée bien plus qu'à la satisfaire.

Du point de vue de la technique, la période actuelle s'avère singulièrement créatrice. Les notes qui vont suivre ne songent aucunement à en considérer toutes les réalisations, et pas même à énumérer celles qui apparaissent les plus fondamentales pour l'avenir. Elles ne tiendront explicitement compte que de deux d'entre elles : la conquête des énergies nucléaires et la construction méthodique des dispositifs de régulation automatique. La première est un fait sur lequel la bombe atomique a attiré l'attention universelle. La seconde est une donnée moins immédiatement spectaculaire. Il n'est pas dit que des deux ce ne soit elle finalement qui soit la plus importante. Ce qui est sûr, c'est que d'ores et déjà sa signification militaire apparaît vraisemblablement aussi décisive que l'est celle de la bombe.

Nous venons d'une époque au cours de laquelle se maintenait, implicitement ou non, un double postulat de la pensée. D'une part, on ne doutait pas que la science et la technique ne fassent atteindre à des ressources matérielles naturellement orientées vers des effets humains constructifs et secondairement seulement susceptibles d'effets fâcheux ou destructifs. La chaleur, la vapeur, l'électricité, les forces chimiques, tout cela était comme de soi bénéfique. En première approximation au moins, on pariait donc pour l'harmonie préétablie entre

e monde physique entr'ouvert à la technique et le nonde humain. D'autre part, on admettait également, ion tellement la bonté morale de l'homme individuel et ultivé par la civilisation acquise, mais une sorte d'état le bonté spontanée de l'être humain global. La « nature iumaine », disait-on, était foncièrement bonne.

Il serait malhonnête de penser que les faits actuels 'accommodent tout uniment à cette philosophie, dont ios premiers paragraphes blâmaient déjà la terrible briè-veté intellectuelle. C'est un fait que la découverte cientifique et le progrès technique menés de la façon a plus droite et avec une obsession tout autre que celle le détruire, ont conduit à l'isolement d'une terrible orce de destruction, bien avant qu'en puissent appa-aître les puissances constructives et humainement béné-iques.

Mais il serait, ce semble, tout autant malhonnête et iais d'adopter du coup des thèses désespérées et omme hypnotisées devant la montée des frayeurs que e présent comporte pour beaucoup d'entre nous. Une valuation raisonnable de la situation de notre humanité i imparfaite en face des moyens qui lui sont désormais lévolus est certainement l'une des besognes les plus iécessaires à notre temps. A cet égard, c'est une vérité iresque triviale que l'importance à court terme des liai-ons contractées entre les toutes récentes avancées de a technique et l'humanité en mal de combats. Nul doute ue les modernes seigneurs de la guerre ne s'en préoc-upent très attentivement, et rien n'est plus significatif ue de voir le soin avec lequel on s'efforce désormais de iréciser à l'avance les dates d'une chronologie de la ourse aux armements.

Mais nous ne sommes, en aucune circonstance, dis-

pensés d'envisager, par-delà les significations à cou terme, les significations à long terme de ce qui na aujourd'hui en nous. Or, à long terme, et même compt tenu de l'éventuelle pesée de l'immédiat sur les destin de notre humanité, la signification militaire des cor quêtes actuelles de la technique a toute chance de s révéler secondaire, en dépit des problèmes cruciaux qu de telles conquêtes nous auront obligé de poser. Pa contre, l'exploitation « pacifique » (que nous n'ident fions pas pour autant avec l'exploitation heureuse e bonne) des nouvelles ressources a toutes chances d'alle en accentuant constamment l'importance de ses effets Cette exploitation aura proportionnellement bien plus d conséquences pour l'humanité que n'en eut l'apparitio des machines au sein de l'univers artisanal d XVIIIe siècle. Ici aussi, malheureusement, les analyse risquent d'être ridiculement superficielles. En acceptan de s'y hasarder, il faut tout de suite prévenir le lecteu qu'il faudrait un bien autre effort pour satisfaire au exigences d'un véritable esprit scientifique.

2. — *L'avenir pacifique des virtualités d'aujourd'hui.*

Sans nous répandre en généralités entrons dans le v des questions à parcourir.

Au cours de cette décade de départ, l'énergie nu cléaire s'avère une ressource humaine assez difficileme praticable, circonstance qui vient assez largeme contre-balancer son caractère en théorie quasi infini. L conversion en énergie d'un seul gramme de matière su firait à fournir à toute la région parisienne — industr et usages privés réunis — les kilowatts dont elle actuellement besoin au cours d'une semaine. Mais pou

éaliser cette conversion de la matière pesante en énergie, il faut s'adresser jusqu'ici à des éléments qui demandent une extraction pénible et une métallurgie coûteuse. Il faut réaliser des dispositifs compliqués, qui ne permettent cette transformation que pour une très petite fraction de la masse du produit utilisé. Il faut accepter encore de ne récupérer cette énergie que sous sa forme la plus dégradée, chaleur à la température relativement peu élevée de quelques centaines de degrés tout au plus. Il est nécessaire enfin de parer à l'inconvénient de libérer, en même temps qu'une énergie récupérable, une considérable et très dangereuse radio-activité. Celle-ci constitue un sous-produit fort intéressant à maints égards, mais oblige à des installations de sécurité considérables. Compte tenu de tous ces handicaps matériels, les installations productrices d'énergie industrielle d'origine nucléaire apparaissent devoir être, au moins pour le proche avenir, des installations très lourdes, tout juste susceptibles de concurrencer les autres moyens de production d'énergie dont nous disposons : centrales thermiques, barrages, etc.

Il faut se demander cependant quelle allure est destinée à prendre l'évolution de cette situation. L'énergie nucléaire fait actuellement figure d'un appoint possible, mais relativement peu avantagé, aux besoins industriels. Rien cependant n'oblige de penser que nous en voyons à plus qu'à un stade grossièrement archaïque l'exploitation des possibilités nouvelles. Tout suggère au contraire que l'énergie nucléaire tendra à égaler industriellement, à venir relayer au besoin, les sources actuelles de puissance motrice de notre présent univers. Il est même possible qu'elle fasse ce relai en renouvelant largement les conditions de l'industrie, c'est-

à-dire en permettant à l'humanité de disposer, à des conditions toujours moins onéreuses, de quantités d'énergie incomparablement supérieures à celles que requièrent les fonctionnements actuels de notre civilisation.

Dès lors, beaucoup de choses seront déterminées chez l'homme tant par la valeur absolue que la ressource nouvelle est prédestinée à prendre que par sa valeur relative au sein du système des ressources énergétiques. Qui plus est, la vitesse de transition vers l'avenir sera une donnée capitale. Si, par exemple, nous allons rapidement vers une transformation radicale de l'ordre de grandeur des disponibilités énergétiques au sein de l'humanité, les conséquences de cette évolution précipitée peuvent être incalculables et éventuellement désastreuses, beaucoup plus désastreuses que celles de la bombe atomique elle-même. Il est vraisemblablement prématuré de hasarder une prévision précise quant à cette croissance des ressources en énergie provoquée par notre nouvelle conquête. Il serait peut-être sage néanmoins de penser que, dans l'état actuel des choses, l'humanité n'a pas beaucoup plus d'un siècle de travail pacifique devant elle avant de se trouver en présence d'un facteur changeant non seulement l'ordre de grandeur, mais *l'espèce* du problème industriel. Que serait-il en effet, un monde dans lequel l'homme aurait pu installer des sources d'énergie suffisant à saturer presque gratuitement toute demande ?

La portée des techniques de régulation automatique est plus difficile à faire saisir que ne l'est celle des réalisations aujourd'hui permises par les progrès de la physique nucléaire. Essayons cependant d'en donner quelq

que idée en nous étendant tout d'abord sur l'objet de es techniques. Nous connaissons tous certains dispo-itifs à fonctionnement automatique entrés maintenant lans la vie courante. Ainsi l'escalier mécanique, mis en ranle par l'action même de l'usager se dirigeant vers a première marche : cet usager coupe au passage un aisceau lumineux tombant sur une cellule photo-électri-que, et l'impulsion provoquée dans le circuit de la cel-ule photo-électrique par la variation d'éclairement u'elle subit suffit, convenablement amplifiée, à déclen-her le fonctionnement de tout l'appareil. L'industrie l'aujourd'hui fait appel à un nombre croissant de dis-positifs analogues. Récemment on pouvait voir, dans es cinémas de Paris, un film sur les machines automa-iques dont les opérations successives sont commandées ar des cames réglant le fonctionnement de chacun les organes partiels du montage. Ces machines exécu-ent leur tâche sans intervention humaine, uniquement n combinant le déplacement et le temps d'action des utils suivant des schémas calculés à l'avance et corres-ondant à la fabrication de l'objet. Elles permettent insi la fabrication en série, économique et précise, des stensiles les plus divers.

Or, on peut régler dans une machine bien autre chose ncore que des déplacements ou des temps d'action de ertaines pièces. On peut aussi régler, par exemple, des itesses, telle celle à laquelle tourne un moteur; des empératures, telle celle d'un bain électrolytique; des oltages passant par un circuit... et ainsi à l'infini. On eut, en outre, s'arranger pour que certaines de ces égulations soient réalisées par la machine elle-même, u lieu d'être comme imposées du dehors à la machine, insi qu'il en est lorsqu'elles sont comme inscrites à

l'avance dans le profil des cames qui guident la course des pièces du mécanisme. A cet effet, on adjoint à la machine un dispositif susceptible en quelque sorte de détecter ses écarts de fonctionnement et de les corriger en réagissant sur les facteurs eux-mêmes de ce fonctionnement. On a alors les servo-mécanismes de toutes sortes.

La construction des servo-mécanismes laisse à son tour apparaître une idée d'une très grande généralité : celle qu'il est possible d'asservir un processus quelconque à la production d'un effet intentionnellement prédéterminé, au besoin d'une façon entièrement indépendante des destinations propres du processus considéré. Prenons un exemple. Un avion en vol se dirige vers un objectif déterminé par le pilote. Mais il peut être détecté et repéré, soit par l'appareil acoustique, soit par le radar d'une batterie de tir antiaérien. Les renseignements recueillis par cet appareillage détecteur peuvent être transmis à un appareil de pointage automatique qui permettra à la batterie de diriger un obus au point voulu de la trajectoire présumée de l'avion. Tout ceci pourrait être fait au besoin sans intervention humaine. L'avion pris en chasse est ainsi, bien malgré lui, comme transformé par l'appareil de prise en chasse automatique, en partie intégrante d'un circuit de relations mécaniques dont la conséquence est sa destruction même. Ce circuit de relations, en dépit de ses apparences très différentes, est foncièrement analogue à celui qui intervient dans un servo-mécanisme. L'avion fournit ici les circonstances de base de fonctionnement du circuit; l'appareil de prise en chasse, du radar aux salves d'obus qui éclatent en certains points de l'es-

ace, constitue la machine à réaliser un comportement dapté à ces circonstances.

Ceci n'est qu'un exemple, et la théorie générale des égulations peut donner lieu à bien d'autres illustra-ions étonnamment variées. Toutes laissent se dessiner omme une surprenante possibilité d'assimiler les com-ortements de certains appareils aux réflexes de l'être ivant. Les analogies sont si frappantes qu'aujourd'hui es théoriciens de ces régulations mécaniques cherchent onstamment le rapprochement, très éclairant selon eux, ntre le fonctionnement des appareils qu'ils imaginent t celui du système nerveux au moyen duquel un orga-isme vivant peut élaborer ses diverses réactions.

A vrai dire, l'élaboration d'une régulation tant soit peu perfectionnée au moyen de dispositifs purement nécaniques se heurte à de nombreux et difficiles pro-lèmes, ainsi que le montre assez bien l'exemple du oste de commande de tir contre avion. Il faut résoudre ujourd'hui des problèmes de rapidité et de précision ui exigent souvent des appareillages délicats et extra-rdinairement coûteux. Mais surtout dès que les pro-lèmes posés à la machine sont tant soit peu complexes, oit en raison de la nature des données de départ, soit n raison des exigences d'élaboration à satisfaire pour ne réponse adéquate, il faut en venir à la réalisation e montages eux-mêmes d'une complexité qui les met ouvent encore hors de notre portée. L'organe central 'un poste de commande de tir devrait être, pour satis-aire aux difficultés du problème qu'il est chargé de ésoudre, un appareil d'une extrême complication, dont n ne peut réaliser aujourd'hui que des simplifications elativement grossières.

Cependant des appareils comme les grandes machines

à calculer modernes laissent prévoir ce que pourro bien être d'ici peu ces centres d'élaboration automatiqu que requièrent désormais les problèmes de régulatio que nous commençons de nous poser. On sait qu grâce à elles, il est possible d'expédier avec une relativ facilité les calculs qu'exige l'obtention d'une répons numérique à certains problèmes mathématiques, calcul dont le volume dépasserait de beaucoup les possibilité humaines. « Cerveaux électroniques », mais très rud mentaires encore, elles laissent présager la naissance d toute une variété d'appareils analogues, aux multiple destinations, susceptibles d'être reliés de bien des façon à un appareillage d'exploration des réalités à traiter e à un appareillage de commande des organes effecteur de toute sorte. Il est difficile d'indiquer désormais un limite à la puissance de ces machines d'un type si nou veau et encore à l'état d'enfance.

Nous avons donc chance de voir se développer déso mais un machinisme tout nouveau dont les possibilité peuvent transformer l'avenir. Ces possibilités sont a moins de deux sortes. Elles concernent, en premie lieu, notre actuel machinisme industriel. On voit déj s'amorcer un mouvement par lequel la régulation auto matique tend à se substituer de plus en plus à la con duite humaine des machines d'autrefois. Entre l'homm et l'exécution des tâches industrielles, un nouvel étag machiniste est en passe de s'interposer de plus en plus susceptible de réduire singulièrement la brutalité et l dispersion du travail ouvrier nécessaire aux stades encore primitifs de l'industrie.

Quand aux secondes de ces possibilités, elles résulten de l'application des idées relatives à la régulation au

faits humains, démographiques, économiques, sociologiques et même éventuellement culturels. Il semble possible un jour de définir une connaissance de certains phénomènes collectifs assez sûre pour réaliser l'auto-régulation des réactions humaines par un détour tout à fait analogue à celui qui permet l'auto-régulation des mécanismes. Nous sommes certes bien loin de tenir entre nos mains ce pouvoir, mais il n'y a rien d'absurde à en imaginer la conquête. De sorte que nous devons envisager la naissance éventuelle d'une industrie inédite : celle de la connaissance précise, et peut-être celle de la régulation des processus humains dont l'analyse détaillée dépasse les ressources « artisanales » du cerveau. Ce qui, du moins, est hors de doute, c'est que l'invention désormais assurée d'un outillage tout nouveau de la connaissance changera assez profondément certains visages de la science. Les mathématiques elles-mêmes, qui semblent la connaissance la plus indépendante des circonstances, peuvent voir leur pratique et leur orientation largement modifiées par l'intervention des relais mécaniques du travail cérébral.

Ici encore il est probablement trop tôt pour dire à quel rythme toutes ces choses se développeront, dans quelle mesure la résistance de circonstances plus ou moins lointaines se fera sentir. Mais ici non plus il n'est pas absurde de penser que dorénavant, et sauf brutale intervention de facteurs extérieurs, peu de générations de travail humain nous séparent d'une période où la majorité des tâches industrielles ne relèvera de l'homme que par l'intermédiaire de régulations automatisées et peut-être disposées suivant des étagements fort complexes. Il n'est pas absurde non plus d'envisager (à la condition toutefois, semble-t-il, d'un très considérable

effort d'invention à fournir complémentairement par l'esprit humain) que peu de temps nous sépare du moment où l'humanité sera dotée d'un véritable réseau d'industries de connaissance et peut-être d'auto-régulation humaine. Tout comme à propos de la conquête de l'énergie nucléaire, il n'est pas dit que la puissance des résultats obtenus ne finisse par constituer non seulement un facteur de variation en grandeur du problème industriel ou de certains autres problèmes humains, mais un véritable principe de changement d'espèce de ceux-ci. Que serait, par exemple, un monde dans lequel l'homme pourrait automatiser à peu près complètement les circuits de production et de distribution des biens nécessaires à la vie ?

3. — *Sur une hypothèse du monde futur.*

Les perspectives qui clôturent ce que nous venons de dire d'un côté sur l'énergie nucléaire, de l'autre sur les régulations automatiques, peuvent être rapprochées maintenant. En effectuant cette conjonction on entend ne rien faire d'autre que de proposer une sorte d'hypothèse-limite, probablement fort éloignée de ce qui sera en fait. En dépit de son caractère utopique sa considération ne laisse pas que d'être utilement instructive, précisément en permettant un premier sondage du champ des possibilités humaines liées à nos créations d'aujourd'hui. Sondage bien isolé, bien unilatéral certes, et duquel il serait vain de prétendre tirer par trop de leçons humaines. Peut-être cependant sera-t-il un jour possible de le préciser en lui-même, de le compléter par bien d'autres analogues, et d'inventorier ainsi dans une mesure raisonnable ce champ des possibilités entre

lesquelles il faudrait guider le choix humain du futur.

Imaginons donc un monde dans lequel l'homme ait réussi à se procurer, désormais sans peine considérable, des ressources énergétiques venant à saturation de tous ses besoins et, simultanément, à réaliser la plus large automatisation de ses multiples industries. Un pareil univers résoudrait en principe deux des problèmes majeurs de l'univers industriel du XIXe siècle et d'aujourd'hui encore, problèmes dont la classe ouvrière a fait jusqu'à présent les frais les plus lourds. Le premier de ces problèmes est celui de l'insuffisance des produits de l'entreprise à satisfaire les *desiderata* de tous les participants. Il est bien clair que cette insuffisance fut une des raisons du clivage entre le groupe des bénéficiaires principaux de l'effort humain et le groupe des prolétaires. Cette raison tout au moins disparaîtrait. Le second problème est celui de l'inhumanité brutale du travail machiniste de base, dont l'ouvrier et ses possibilités de culture humaine ont tant souffert. Or, ce travail de base, les régulations automatiques permettent de l'éloigner de la sphère humaine. C'est dire qu'il ne faut pas nécessairement maudire tout progrès technique, ni penser que seuls des sentiments moraux peuvent être de quelque puissance à résoudre nos difficultés. Bien au contraire, certains événements techniques peuvent soutenir merveilleusement ces sentiments de la sphère morale de l'homme et faire aboutir un effort auquel, seuls, ils s'épuiseraient inefficacement.

Ce serait cependant une très considérable erreur que de rééditer à ce propos les idéologies paresseusement idylliques dont les perspectives humaines ménagées par les premiers progrès de la science et de la technique

furent si absurdement contaminées. La naissance d'un monde comme celui-ci, si elle devait se produire, n'irait pas sans risques très graves pour l'humanité. L'un d'eux a été très bien entrevu par l'un de ceux qui a réfléchi le plus avant aux éventualités du machinisme nouveau. Dans son livre consacré à la science des régulations automatisées, N. Wiener écrit, en effet : « La révolution industrielle moderne est fatalement amenée à dévaluer le cerveau humain, à tout le moins dans ses décisions les plus simples et les plus routinières. Bien sûr, tout comme le charpentier supérieurement formé, comme le mécanicien d'élite ou le couturier de talent ont survécu à la première révolution industrielle, ainsi l'homme de science ou l'administrateur de classe suffisante peuvent survivre à la seconde. Néanmoins, à supposer celle-ci accomplie, l'homme moyen, qui ne dispose que de capacités médiocres ou de moins encore, n'a plus rien à vendre qui puisse motiver l'achat de quiconque[1]. » Quelles seraient, dans ces conditions, les possibilités d'existence des populations *moyennes* de l'univers ?

Pareille interrogation suffit à nous montrer qu'il est impossible de laisser une situation humaine évoluer en fonction de ses facteurs purement techniques. Il faut toujours tenir compte d'une exigence fondamentale de l'homme qui l'oblige d'ajuster, autant qu'il est en son pouvoir, les événements dont il est la cause aux éléments normatifs contenus dans l'état concret ou les aspirations naturelles de l'humanité. Si par hasard les événements tendaient à s'orienter en direction de l'hy-

1. *Cybernetics*, Edit. Hermann. Paris, pp. 37-38.

pothèse ici formulée, il faudrait veiller de très près à maintenir les enracinements économiques et culturels d'une très grande partie de la population du globe. Sinon l'on risquerait de voir apparaître des états sociologiques extrêmement instables (beaucoup plus encore que ceux dont nous faisons aujourd'hui l'épreuve) et peut-être convergents sur les nécessités d'une sévère auto-limitation de l'humanité sur le plan démographique. Il n'est pas impossible ainsi qu'un univers d'abondance matérielle et d'allégement des poids du labeur physique s'avère, paradoxalement, un univers profondément hostile à la mutiplication de la vie humaine.

Ce risque, bien entendu, n'est pas le seul. Il faudrait craindre également de voir se produire des déséquilibres sans issue entre nations du globe si par hasard les avances de l'une d'elles sur le chemin des nouveaux progrès possibles se faisaient trop isolément vigoureuses. Il y a bien des chances pour que, tout au long de la phase à venir de l'industrialisation de la terre, une solution (si c'en était une!) comme celle de la hiérarchisation entre nations dirigeantes et peuples coloniaux soit définitivement impossible. L'homogénéité dans le progrès matériel paraît bien peu probable. Reste à savoir entre quelles limites l'absence de cette homogénéité donnera des résultats humains tolérables et ce que devraient être les circuits de coopération harmonieuse entre les différentes parties inégalement évoluées de l'humanité.

Même chose en ce qui concerne les industrialisations de connaissance désormais possibles. Elles risquent d'être trop poursuivies, soit dans un esprit analogue à celui des doctrines du « laissez faire » qui présida à la première expansion industrielle, soit dans l'esprit tout

inverse, qu'on a vu naître en partie par réaction, et qui se traduit de nos jours par les doctrines de l'étatisation dirigiste. Le simple « laissez-faire » aurait toute chance de conduire à un terrible ravalement de la pensée humaine au niveau de la denrée commerciale associée désormais au machinisme nouveau comme le travail les bras l'a été à la machine d'autrefois, L'esprit dirigiste, qui a peut-être le plus de chances de prévaloir, à ne considérer que la situation actuelle, menacerait de transformer une pareille industrie en fauteur d'un univers administratif et policier dont il est humainement vital de ne pas laisser la fatalité se nouer.

Ceci précise peut-être l'utilité décisive qu'il faut reconnaître à l'imagination méthodique en ce domaine. A la différence de ceux qui vécurent les premiers départs du machinisme et de l'industrie, nous avons à notre disposition la leçon des expériences historiques inscrites désormais au cœur de quelques siècles d'histoire humaine. Ces expériences peuvent servir de guides relativement distincts à une prospection réfléchie du futur. Nous serions gravement négligents et coupables de n'en point tirer ces modèles d'avenir dont il faut tenter d'éclairer nos décisions, puisque nous ne pouvons plus guère laisser l'homme se construire de lui-même, et qu'il nous est demandé de substituer de plus en plus une conscience intelligente et bonne aux courants et aux poussées brutes des masses vivantes de la terre.

4. — *Limites de l'esprit et miséricorde de l'histoire.*

Sans préjudice du caractère extraordinairement superficiel des présentes considérations, tout juste ébauches confuses d'analyses qu'il faudrait soutenir par un puis-

sant effort d'élaboration, il faut insister à nouveau sur le caractère très partiel des indications qu'elles proposent. D'autres facteurs techniques sont en train de se déterminer avec une toute nouvelle puissance d'influer sur l'avenir. Mentionnons, à tout le moins, la conquête qui s'annonce dans le domaine biologique. Nous ne sommes pas encore maîtres rationnellement des phénomènes de la vie, d'une si écrasante complexité. Encore qu'il nous semble nous en rapprocher beaucoup, peut-être en sommes-nous toujours terriblement éloignés. Cependant ce que nous tenons déjà nous assure de nouvelles puissances, qu'il sera bien tentant de conjuguer avec celles que nous donnent les sciences physiques.

Qu'en sera-t-il à fortiori si le seuil de savoir et de pouvoir auquel nous nous heurtons pour l'instant encore venait à être franchi ? Cela ouvrirait-il à l'action humaine un monde d'issues nouvelles dans le temps même qu'une trop parfaite conquête de l'univers matériel nous forcerait d'en éloigner notre labeur et nos soucis ? Il se peut. A vrai dire, rien ne nous autorise à beaucoup plus qu'à rêver provisoirement, en nous disant que peut-être l'urgence est assez prochaine de convertir le rêve en pensées bien assises.

Ce dernier exemple n'est pas inutile. Il nous rappelle que l'homme porte en lui des virtualités techniques que son esprit est impuissant à circonscrire avant qu'elles se soient comme organiquement mûries au cours de son développement culturel. Au moment où nous les pressentons, nous savons d'elles tout à la fois qu'il faudrait en tenir compte dans notre étude de l'avenir et qu'il est impossible de le faire positivement. Toutes nos images du monde futur ne peuvent jamais être plus que semblables à une ébauche théâtrale où l'auteur fait déjà

évoluer quelques personnages, mais en attendant de concevoir le rôle de nouveaux protagonistes dont il sait qu'ils s'imposeront à lui, mais sans connaître encore la vérité de leur caractère. Cette situation n'est point sans répercussions sur le problème même des choix humains, pour l'éclairement desquels il semblerait souhaitable de faire un effort désormais plus méthodique.

La nature des choses impose en effet à notre esprit une limite essentielle à son pouvoir de bien décider. Ce que nous savons déjà de la technique, acquis et réalisations nouvelles tout ensemble, nous met à même de reconnaître une part de ce qui est désormais possible. Mais en mettant les choses au mieux nous n'en saisirons ainsi jamais qu'une part, dont rien ne nous assure à l'avance qu'elle suffise à nous permettre d'identifier le parti finalement le meilleur. Nous sommes un peu dans la situation d'un mathématicien qui aurait à déterminer le plus court chemin d'un point à un autre sur une surface très compliquée dont il ne connaîtrait qu'imparfaitement les singularités et les possibilités variées de connexion. Il se pourrait alors fort bien que la ligne qu'il proposerait comme solution ne soit pas, absolument parlant, la plus courte. Même il ne serait pas difficile d'imaginer une surface pleine de pièges, pour laquelle les solutions ayant apparemment le plus de chances d'être les bonnes au vu de certaines données, s'avéreraient finalement être détestables, compte tenu de tout ce qui détermine concrètement le problème.

Ainsi en est-il peut-être de nos conjectures humaines. Dans la mesure où elles essaieront de se donner méthodiquement la puissance qu'il semble si nécessaire de leur voir tenter d'acquérir, elles auront sans doute à prendre de profondes leçons de prudence. Peut-être

pourront-elles tirer secours de ces recherches théoriques le plus en plus poussées concernant la valeur des prévisions qui ne peuvent s'appuyer que sur un ensemble partiel de données. Car on peut en tirer quelque idée sur les conditions assurant un caractère *raisonnable* aux comportements adoptés en pareilles circonstances. Nous ne ferons peut-être pas mieux que de nous établir dans cette possibilité d'imparfaite valorisation de nos choix d'avenir. Mais ce serait déjà un grand progrès humain que de ne plus en rester à la passivité devant les conditionnements spontanés ou au choix fait à l'aveuglette qui caractérisent certaines décisions présentes.

Ceci dit, rappelons que l'histoire humaine ne se réduit aucunement à une dialectique de facteurs essentiels. Si ces derniers jouent un rôle qu'il serait déraisonnable de méconnaître, ils n'en sont pas moins largement associés dans l'être à une énorme masse de données en mouvement où il nous est impossible d'apercevoir autre chose qu'une situation de fait et une évolution contingente traversant de ses ruptures toutes les tentatives d'enchaînement plus nécessaires ou plus délibérées du devenir humain. Les présentes maturations scientifiques et techniques de l'esprit apparaissent dans le contexte concret de notre monde présent, avec ses potentiels géographiques, anthropologiques, politiques, etc., si complexes et ses transitions si inopinées. Comment ce contexte interviendra-t-il finalement, c'est ce que nous ne pourrons jamais déterminer tout à fait. Le cas de la civilisation due au génie grec peut nous avertir de l'immensité des effets que l'analyse est obligée de situer du côté de l'histoire dans ce qu'elle présente d'éléments bruts et jouant comme par en dessous de ce que la civilisation acquiert à l'homme, aussi bien que dans les fac-

teurs spirituels imprévisibles à la raison qui y font s
bitement irruption. Les barbares d'un côté, une lass
tude secrète du génie grec et plus encore sans dou
l'aventure chrétienne[2] de l'autre se sont conjugu
pour suspendre apparemment le cours d'un développ
ment de l'homme qui se serait poursuivi tout autreme
si la raison seule en avait été maîtresse.

On peut même choisir un exemple plus précis. Si A
chimède avait réfléchi à l'avenir de l'homme en fon
tion des connaissances auxquelles son génie solitai
avait déjà touché, quelle n'aurait pas été sa vision
la progression humaine? Après tout, pourquoi ce qu
avait conquis n'aurait-il pu être, aussitôt après lui, cet
« acquisition pour toujours » qu'un peu avant lui la m
thématique euclidienne avait réussi à être? Le glai
d'un romain inconscient trancha cependant cette poss
bilité, et là-dessus il ne nous reste plus que la possib
lité de quelque spéculation rétrospective. Ainsi de no
veaux glaives peuvent-ils trancher aujourd'hui ou d
main ce que nous pressentons pouvoir être. Bien d
traverses retarderont, étireront, distordront ce qu'u
cours uni des affaires humaines produirait en développ
ments compacts. Il n'est pas impossible que notre tem
soit pour la science et pour la technique un temps pr
liminaire à de grandes ruptures ou à une pause anal
gue à celle qui sépare l'ère des savants alexandrins
celle des chercheurs de la Renaissance. Rien certes n'e
moins sûr. Mais c'est un fait que nous commençons f
bien d'imaginer, ce qui ne serait même pas venu à
dée il y a un demi-siècle.

2. Ici l'étrange *Uchronie* que nous devons à Renouvier touch
quelque vérité, si partielle qu'elle puisse être, et partiale sa syst
matisation.

Si cela devait être, si l'histoire tout d'un coup suspendait la continuité de ce qui s'est si fortement affirmé chez l'homme d'Occident depuis plus de trois siècles, à quoi faudrait-il songer ? Piège du travail humain, inconsciemment disposé de façon à se détruire soi-même; pesanteur énorme de la matière humaine de nouveau injustement victorieuse de l'effort qui nous anime ? Il ne manquerait pas d'esprits pour tirer dans un sens ou dans l'autre la morale de l'histoire. Mais peut-être l'histoire tient-elle moins à être montée en leçons de morale qu'à fournir à l'homme, jusqu'à travers ses cataclysmes, la miséricorde que science et technique demeurent seules si inhabiles à dispenser à notre espèce. La rupture de l'univers culturel de la Grèce a permis la digestion de son acquis par des étendues humaines considérablement plus amples que ne l'étaient les cités du temps de Périclès. Elle a également permis l'abandon des attitudes qui inhibaient fatalement dans l'esprit des Grecs la naissance d'une science expérimentale. Pour un chrétien enfin, nul doute qu'elle ne fut providentiellement accordée à la première expansion du message évangélique. Qui sait ? L'humanité d'aujourd'hui a peut-être besoin d'une rupture analogue de notre univers culturel de civilisés du XXe siècle. Il ne nous appartient pas cependant d'en décider. Ce qui est sûr, c'est que nulle incidence ne nous excuse de la tâche de penser autant que nous le pouvons à ce que nous portons en nous-mêmes afin d'en bien user pour notre avenir.

D. DUBARLE.

DOCUMENTS ET CHRONIQUES

LETTRE PASTORALE DE S. Em. Mgr WYSZYNSKI, PRIMAT DE POLOGNE

Carissimi in Domino Fratres,

Voici la rentrée des classes. Vous êtes sur le point de reprendre vos travaux. C'est vrai, pour beaucoup d'entre vous, il n'y a pas eu de vacances, car d'autres occupations sacerdotales ont attiré votre zèle. Cependant ce changement même a causé une sorte de détente et vous a permis de reprendre des forces pour faire face à des tâches difficiles.

Lorsque je pense aux obstacles que vous devez surmonter, aux humiliations que vous essuyez tous les jours, mon cœur déborde de tendresse et d'amour pour vous, très chers Frères. Nous savons que vous avez besoin de notre amour pour demeurer dans l'unité et pour aguerrir vos forces. Vous voici en première ligne, voués à un labeur écrasant : soyez fiers qu'en vous appelant à des choses difficiles, Dieu vous témoigne une si grande confiance.

Au seuil de la nouvelle année scolaire, je voudrais, mes bien chers frères et hérauts de la doctrine divine, vous offrir comme viatique quelques pensées et quelques suggestions qui me semblent de la plus grande opportunité. Et d'abord vous devez assumer, intrépidement :

1) *La défense de la vérité.*

Ne perdons pas de vue le martyre que souffrent nos jeunes qui s'efforcent d'acquérir une vraie culture, la vérité, Dieu. Ils doivent surmonter une vraie crise de confiance à l'égard de leurs éducateurs, qui sont obligés, trop souvent malgré eux et en dépit de leurs convictions profondes, de professer des théories et d'énoncer des principes absolument opposés à ce que croient, pensent et professent leurs élèves. Les jeunes devinent ce drame intime qui se joue dans l'âme de leurs maîtres, ils y compatissent sincèrement. Cependant ils cessent de faire crédit à leurs paroles et se défendent instinctivement contre la violence qui leur est infligée.

Lorsque les jeunes perdent confiance en leurs éducateurs, lorsqu'ils commencent à se méfier des programmes scolaires et des manuels, lorsqu'ils finissent par croire que l'effort intellectuel peut être remplacé par l'adhésion à un parti politique, lorsqu'ils glissent dans l'apathie et dans l'indolence, il faut d'urgence entreprendre une action de sauvetage et les préserver de la ruine.

On peut, on doit même leur redonner confiance en la valeur intrinsèque de la raison humaine, qui a horreur du mensonge, le fuit instinctivement et désire la vérité avec d'autant plus d'élan, qu'elle y trouve plus difficilement accès.

Réveillez dans les jeunes le désir de la vérité et de l'amour de l'effort dans la recherche de la vérité. Au cours des siècles l'humanité se fraie le chemin à travers un vrai « maquis » d'erreurs, parfois de telle envergure, qu'elles mènent à une démence collective de mensonges. Heureusement le bon sens propre à la nature humaine éprise de vérité finit par en arriver à bout — et de nouveau brille « la lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde ». Soyez les amis des

jeunes en quête de la Vérité! Puissent-ils vous dire : « A qui irions-nous? C'est vous qui avez les paroles de la vie. »

Unissez plus intimement votre travail d'éducateurs avec la famille paroissiale. Puisque les méthodes autrefois en cours ne peuvent plus être appliquées, puisque la pédagogie cède le pas au dressage — il faut à tout prix remettre en vigueur l'influence bienfaisante et la valeur éducative de la « Famille divine ». Jusqu'à ce jour votre tâche à l'église pendant les messes et les exercices communautaires des jeunes, était relativement facile. Aujourd'hui votre rôle est autrement ardu. La jeunesse ne peut plus profiter des moyens de formation religieuse que les groupements et organisations sociales mettaient autrefois à sa portée. Livrée à elle-même, elle doit chercher toute seule et par ses propres forces comment s'acquitter de ses devoirs envers Dieu.

Même si les jeunes ne fréquentaient plus les églises en aussi grand nombre qu'autrefois, il faudrait tout de même continuer à organiser pour eux des messes et des offices, en maintenant et en intensifiant leur « climat juvénile ».

Le droit des jeunes au repos dominical et à la prière est si souvent violé! On organise d'importantes réunions pendant les heures des messes et on oblige les jeunes à y participer sous peine de douloureuses sanctions. Il leur faut du courage, voire de l'héroïsme pour remplir leurs devoirs religieux et s'acquitter de leurs obligations dominicales. On n'a même pas respecté des fêtes aussi solennelles que la Fête-Dieu en faisant violence aux sentiments religieux de notre jeunesse.

Donc, profitons de tous les rares instants ou nos jeunes peuvent venir à l'église pour leur redonner du courage, pour les calmer et pour leur inspirer des sentiments de pardon à l'égard des hommes pleins de malice. Il faut les grouper autour de l'autel, leur rendre la messe accessible, leur mettre le missel entre les

ains, leur expliquer les textes liturgiques, ranimer ur union avec le Christ eucharistique, les associer au être par une participation active aux offices. Puissent-; se sentir chez eux à l'église! Puissent-ils réaliser ı'ils y ont leur place, leurs droits, leur rôle...

En un mot, prenez pour devise : « Plus de place à église pour les jeunes, en avant » : *ad Deum qui laeti-cat juventutem...* Du coup, vous-mêmes, mes très ners frères, ainsi que les jeunes, vous vous sentirez lus étroitement unis avec la paroisse...

) « *Jesus Christus heri et hodie...* »

Notre jeunesse est tellement épuisée par le vide idéo-gique et l'indigence intellectuelle du matérialisme, ıcapable de lui inspirer aucun vrai élan ni de lui don-er aucun modèle entraînant de vie nouvelle, qu'elle eillit avant son temps, que son âme s'étiole, et qu'elle lisse peu à peu dans l'inertie et dans l'aboulie...

Il faut à tout prix sauver et préserver son noble en-ıousiasme, ce capital de l'adolescence dont bénéficie âge mûr.

Observez avec soin, *Carissimi,* ces attaques de nihi-sme, de relativisme moral et de désenchantement qui npoisonnent les générations qui montent.

La plupart de nos jeunes désirent ardemment faire ce et s'opposer victorieusement à la propagande de mpuissance : c'est le moment de bien leur mettre de-ant les yeux, en pleine lumière, celui qui est le « Verbe ı la Vie » : *Verbum Vitae.* Prêchez leur Jésus-Christ, ıns la puissance de sa parole et de ses actes, dans la alité de son travail inlassable, comme serviteur de ses ères, allant jusqu'au bout du don de soi, par une ımolation héroïque et totale. Voici le « Père du siècle tur », toujours jeune, toujours vivant, seul garant du ai progrès.

Puisse le Christ éclairer les yeux de ces adolescents

angoissés de sa lumière indéfectible! Prêchez-le dans le langage courant de tous les jours, aussi simplement qu'en parle l'Évangile, dont la fraîche éloquence est loin d'être tarie.

Que nos jeunes reprennent contact avec l'Évangile. Une fois de plus à travers les âges ils réaliseront joyeusement que personne n'est plus proche du cœur de l'homme que le « Verbe qui s'est fait chair et a habité parmi nous ». Par vos paroles, le Christ doit revivre dans tous nos frères, le Christ de toutes les vertus et toutes les vocations, notre Maître et notre Frère, à genoux devant ses disciples, serviteur jusqu'à la dernière goutte de sang, Celui qui a transformé le monde — en faisant du bien.

Telle est la seule puissance victorieuse, malgré toutes les tentatives de la presse pour l'enfermer et la sceller dans un sépulcre de silence, malgré tous ces larcins sournois qui enlèvent les crucifix de nos salles de travail.

Enflammez les cœurs de nos jeunes d'un ardent amour pour le Christ. C'est ainsi qu'elle retrouvera sa joie de vivre. C'est alors qu'elle comprendra que ni sur la terre ni au ciel nous ne saurions trouver de frère plus intime ni de chef plus magnifique que Lui, Jésus-Christ.

3) *Sol justitiae.*

Bien qu'il ait depuis longtemps apparu « ce Soleil de justice, le Christ, notre Dieu », le monde a toujours encore faim et soif de justice. Ne nous étonnons pas que la convoitise des nouveautés : *rerum novarum cupiditas* continue de régner; et que la prophétie messianique *Ex usuris et iniquitate redimet animas nostras* : « il rachètera nos âmes des mains des usuriers et du pouvoir de l'iniquité » tarde de se réaliser.

Les paroles de saint Jacques sur la question sociale ressemblent tellement à celles de Léon XIII! L'immense

effort de l'Église n'est pas arrivé à bout de la cupidité des yeux ni de l'esprit propriétaire. Bien que nous sentions les dangers de l'isolement : *vae homini soli,* nous n'avons pas su encore apprendre aux chrétiens le vrai esprit communautaire et social. Les ressources admirables de l'esprit catholique et de la communion, *in corpore Christi mystico* : dans le Corps mystique du Christ, ne réunissent pas encore tous les chrétiens en une seule grande famille.

L'Église a eu beau combattre l'usure et la corruption, l'exploitation du capitalisme moderne et l'esclavage, antique et moderne de l'homme-outil ou de l'homme-machine; elle a eu beau multiplier ses œuvres de miséricorde — elle n'a pas conquis tous les cœurs rebelles à son idéal social. A qui la faute? On juge trop vite en l'attribuant à la hiérarchie. Il faudrait demander à tous les « catholiques progressistes », qui accusent et condamnent si à la légère, où étaient-ils lorsque nos prêtres et nos évêques leur donnaient des directives pour satisfaire à la justice sociale? Nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas labourer avec nous ni arracher les mauvaises herbes dans le champ social...

Mais ce n'est pas l'heure des jérémiades! Depuis deux mille ans l'Église chante le *Magnificat,* ce manifeste de la Mère du Verbe de Vie : « Il a renversé les puissants de leur trône et il a élevé les petits; il a comblé les affamés, et les riches, il les a renvoyés les mains vides... »

Une fois de plus nous devons chanter cet hymne aux siècles futurs. Avec une telle ferveur qu'une nouvelle lumière en jaillisse! Si, il y a tant de siècles, une humble fillette d'Israël a manifesté une âme si sensible à la misère sociale, qu'elle ne l'a point oubliée à une heure solennelle de sa vie, aujourd'hui, après deux mille ans d'action du ferment évangélique, notre jeunesse doit tendre à égaler cet idéal.

Prêchez donc l'Évangile du Christ sous l'angle d'une

rédemption intégrale! L'homme, libéré de l'oppression de Satan, doit être enfant de Dieu non seulement lorsqu'il prie, mais aussi à l'école, au bureau, à la fabrique, dans le magasin... Il faut réveiller dans les jeunes le désir de la justice. Face aux déceptions que ne leur ménage pas la vie, leur montrer une voie encore meilleure. Orienter leur idéal religieux dans le sens social. Faites qu'ils désirent acquérir des vertus pour mieux servir Dieu et les prochains : « Afin qu'ils voient vos bonnes actions et glorifient le Père... » Inculquez-leur les principes de la doctrine sociale de l'Église. Puissent-ils croire que la justice est possible dès ce monde sans violence, sans prisons et camps de concentration, sans cet esclavage moderne, sans exploitation du travail humain et sans effusion de sang.

Dites aux jeunes avec l'Apôtre : « Aspirez aux dons supérieurs! Je vais vous montrer une voie encore plus excellente... (I Cor., XII, 31.)

Nos jeunes, affolés par l'horreur des luttes sociales, peuvent perdre la foi dans la justice sociale, dès ici-bas accessible. C'est un péril grave que tous voudraient éviter. Voilà pourquoi ils doivent apprendre à croire que la justice est possible, par la charité. Inculquez-leur la soif de la justice, baptisée par l'amour.

4) *Apostolat des jeunes.*

Son champ est vaste et varié. Tout d'abord face aux jeunes « sans Dieu » artificiellement et à grands frais endoctrinés dans les cellules des « mangeurs de Dieu ». Il n'en manque pas, hélas! et leur nombre peut grandir! La jeunesse catholique doit leur témoigner beaucoup de compassion et d'amour. Car ce sont des victimes de la doctrine aveugle et de la contrainte des vieux athées et arrivistes, sacrifiées par leurs parents « pour le pain quotidien ». Il ne faut pas se moquer d'eux, ni les repousser, ni les invectiver. Il faut envisager avec le

plus grand sérieux le drame intime de ces jeunes cœurs à qui on a volé Dieu. Il faut les aimer et sans cesse être prêts à voler à leur secours.

Il est vrai, nos jeunes devront défendre leur esprit à peine formé et leur volonté encore faible contre la contagion de la haine de Dieu, mais il faut qu'en même temps ils sauvegardent à tout prix leur amour pour l'homme.

L'âme des jeunes s'enflamme facilement de zèle apostolique à l'égard des camarades. Invitez-les à cultiver cet esprit de conquête! Qu'ils professent hardiment le Christ. Qu'ils répandent l'amour pour le Fils de l'Homme, qu'ils sachent porter témoignage à la beauté de la Vérité, telle que nous la donne l'Évangile, à l'honneur de la filiation divine, à la joie de vivre dans l'Église...

... Il faut que dans les maisons d'étudiants et dans les internats d'où la peur a banni la prière nos jeunes enseignent par leur exemple la fidélité envers Dieu à qui, dans ces cas-là, « il faut obéir plutôt qu'aux hommes ».

Dans les camps, pendant les exercices, les excursions et les vacances, notre jeunesse catholique doit passer l'examen de sa maturité spirituelle et défendre Dieu et sa foi contre les émissaires de l'athéisme, camouflés sous des étiquettes de progrès et de science.

5) *Vous autres : Prêtres... Éducateurs... Guides...*

Quant à vous, *carissimi Confratres,* vous ne remplirez votre tâche éminente qu'au prix d'une très grande magninimité. Ces jeunes qui vous sont confiés vous portent un message de la miséricorde divine : vous ne les aiderez qu'en vous aidant vous-mêmes. Vous ne sauriez leur donner la vérité en vivant dans le mensonge. Vous ne sauriez les sanctifier si vous n'êtes pas unis à Dieu. Vous ne sauriez les enflammer d'amour tant que

vous êtes esclaves des convoitises. Voici l'amour que Dieu vous témoigne : en servant vos frères vous êtes obligés à mieux Le servir! *Cum sancto sanctus eris...*

Commencez la grande croisade pour conquérir les âmes à l'amour de Dieu et des hommes par une guerre sans merci à vous-mêmes déclarée.

Triomphez d'abord sur vos propres champs de bataille. Gagnez de haute lutte la pleine liberté de vos esprits, de votre volonté, de vos cœurs, afin que remplis de Dieu, vous puissiez vous livrer à vos frères en humbles serviteurs.

Quelqu'un m'a écrit, il y a peu de temps : « Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de pécher... » J'ajouterai : nous ne le pouvons ni individuellement ni collectivement! Nous sommes comptables devant Dieu pour nous-mêmes — mais aussi pour nos confrères. Nous déplorons du fond de notre âme le drame secret de ces prêtres qui ont succombé sous la pression de diverses circonstances. Leur effondrement touche aussi les innocents et compromet leur mission sacerdotale. Plus ces cas douloureux se multiplient, plus nous devons nous sentir pressés par le désir de réparer. Or, nous ne saurions remédier à ce mal que par beaucoup de prières et beaucoup de travail.

En vivant pleinement de la grâce sanctifiante, par notre vie de prière et par notre exemple, nous nous efforcerons de réparer l'injustice infligée aux droits imprescriptibles de l'enseignement religieux. En nous dévouant sans limites au travail parmi nos jeunes, nous leur transmettrons le dépôt de la foi et de l'enseignement divin.

Attachons un prix immense à chaque heure d'enseignement religieux. N'est-ce point la parole de Dieu qui nous est confiée? *Velociter currit sermo eius.* Puisse notre paresse ne point perdre une seule de ces minutes précieuses! Faisons un effort inouï pour consacrer à l'enseignement religieux le plus possible de notre temps.

Organisons de telle façon toutes nos autres occupations qu'elles ne contrarient pas notre travail à l'école. Notre mission sacerdotale ne consiste-t-elle pas surtout à prêcher l'Évangile à toute créature?

Par une digne attitude, par un grand désintéressement et un grand amour de l'apostolat, efforçons-nous de gagner le respect de tous et d'obtenir pour l'enseignement religieux la place qui lui est due. Quel douloureux soulagement lorsqu'on nous prive de telle heure de religion, une heure de moins dans nos horaires trop remplis! C'est comme si on nous arrachait l'âme vivante. C'est comme si l'on nous coupait les mains prêtes à bénir! Luttons pour chaque heure de religion. Tremblons pour le sort de ces jeunes qui ont été placés dans les écoles sans religion, sans messe, sans prière en commun. Souvenons-nous des tout-petits parqués dans les jardins d'enfants païens...

Par notre zèle inlassable obtenons du Père de Lumière, pour ces âmes affamées, les richesses de la foi et de la sagesse divine. Prions surtout pour ceux qui, mutilés par l'incroyance, martyrisent les pauvres innocents qui ne veulent pas trahir leur foi!

Combien magnifique est votre tâche! Sublime combat qui ne frappe personne, mais nourrit les affamés et guérit les blessés! Que notre Dieu de paix enflamme nos cœurs d'amour, afin que vous soyez comme des torches ardentes de foi et d'espérance...

En ce Dieu de Paix, je vous bénis.

Gniezno, le 8 septembre 1949.

STEFAN WYSZYNSKI,
Archevêque métropolite
de Poznan et de Varsovie,
Primat de Pologne.

LA QUESTION DES LIEUX SAINTS

Historique.

Vieille comme l'Église et faisant partie intégrante de son histoire, la question des Lieux saint connaît un renouveau d'actualité. Après le Franc des croisades qui avait assuré la propriété de la Terre sainte aux chrétiens, le territoire palestinien passait sous la domination d'autorités musulmanes, qui, dans l'ensemble, respectaient les Lieux saints chrétiens, source de revenus. Mais les Grecs orthodoxes jouant de la vénalité des autorités locales, disputaient aux Latins, à l'intérieur des enclos dont le portier musulman détenait la clef, la garde des Lieux vénérés. La Russie se faisait, au XIXe siècle, le champion de l'Église orthodoxe et la querelle, dans une phase aiguë, se vidait sur les champs de bataille de Crimée, sans résultat définitif.

La guerre de 1914-1918, la dislocation de l'Empire ottoman, apportaient aux Latins le grand espoir de se voir réintégrés dans leurs droits. La papauté réclamait avec insistance la fixation d'un statut légitime qui respectât par priorité les droits des chrétiens latins, les adjurations des papes n'étaient pas entendues. Le territoire palestinien, placé depuis sous mandat de la Société des Nations, était confié à l'Angleterre, la France ayant, par la bouche de Clemenceau, démissionné de sa vocation de protectrice de la Terre sainte. La question du statut des Lieux saints était renvoyée à une Commission qui ne fut jamais constituée.

Depuis 1917, l'affaire s'était compliquée d'un nouvel élément. La déclaration Balfour accordant au sionisme la création d'un home national en Palestine faisait peser sur la Terre sainte une nouvelle hypothèque. Rachetant les terres aux Arabes, et développant l'immigration, dont d'atroces persécutions en Europe rendaient le recrutement facile, le sionisme se créait des droits sur le territoire. Hanté par la mystique du retour à la Terre promise, il les

revendiquait de plus en plus violemment, rendant l'administration impossible dans une ambiance de terrorisme. En 1947, les Anglais décident de remettre leur mandat aux N. U. Celles-ci l'acceptent et votaient un plan de partage le 29 novembre 1947. Le plan est refusé par les États de la Ligue arabe, et quand les Anglais, sans attendre la mise en place des organismes internationaux, se retirent le 15 mai 1948, une coalition arabe envahit le territoire.

Le conflit.

La première phase des opérations était favorable aux Arabes, qui disposaient de forces militaires organisées, alors que les Juifs ne possédaient que des organisations d'auto-défense ou terroristes. Le 29 mai, le Conseil de Sécurité demande aux belligérants d'accepter une trêve. Le comte Bernadotte est désigné comme médiateur. La trêve est effective le 11 juin.

Situation très favorable aux Arabes, qui sont à quinze kilomètres de Tel Aviv (égyptiens) près d'atteindre la mer entre Tel Aviv et Haïffa (iraquiens) et ont coupé le ravitaillement de Jérusalem (Transjordaniens à Latroun) dont ils occupent la vieille ville (Transjordaniens).

Les Juifs s'organisent pendant la trêve. Les Arabes refusent la prolongation. Les hostilités reprennent le 8 juillet, à l'avantage des Juifs (Nazareth et Ramleh).

Une deuxième trêve, imposée par le Conseil de Sécurité le 19 juillet, est fréquemment rompue par les Juifs qui, en octobre, conquièrent la Galilée nord, en novembre, le Neguev.

Des armistices successifs interviennent, stabilisant la situation sur les lignes militaires.

Depuis le 11 décembre 1948, un nouvel organisme des Nations Unies est entré en fonctions : la P. C. C. (Palestine — Conciliation — Commission)[1] qui a reçu mission de rechercher l'établissement d'une paix définitive et de présenter à l'Assemblée générale des propositions détaillées concernant un régime international permanent pour la région de Jérusalem. C'est donc à cette Commission qu'échouait la mission de définir le statut des Lieux saints. Peut-être est-il bon, avant d'étudier le régime des Lieux saints, de faire auparavant quelques remarques liminaires.

1. États-Unis, France, Turquie.

Remarques sur les Lieux saints.

1° Il n'existe pas, bien entendu, que des Lieux saints chrétiens, mais également des musulmans et des juifs. Certains Lieux saints sont communs aux trois religions.

2° La définition des Lieux saints est un peu floue. Certains lieux de peu d'importance historique sont très importants par la vénération qui s'y est attachée. Certains sont controversés (Emmaüs), et l'avancement de découvertes archéologiques peut faire découvrir de nouveaux Lieux saints. Un statut des Lieux saints complet doit donc réserver l'avenir en garantissant la possibilité de poursuivre des recherches archéologiques sur tout le territoire de Terre sainte. C'est ce que fait en partie le paragraphe 7 de la Résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre : « Que les Lieux saints, notamment Nazareth, et les sites et édifices religieux de Palestine devraient être protégés... »

3° L'organisation d'une zone internationale à Jérusalem mettra les Lieux saints sous deux régimes différents selon qu'ils sont à l'intérieur de cette zone ou à l'extérieur. De très nombreux Lieux saints chrétiens sont à l'extérieur, soit qu'ils se rattachent au Christ (Nazareth — zone juive — et la Galilée — zone arabe —, lieu de baptême), soit qu'ils se rattachent aux apôtres (Jaffa et saint Pierre). L'internationalisation de Jérusalem ne résoudra donc pas entièrement la question.

4° Les Lieux saints sont restés depuis des siècles sous le régime du *Statu quo*, qu'il est utile de définir.

Les conflits autour des Lieux saints se rapportaient à des questions de possession (dont l'un des principaux signes est celui de pouvoir entretenir et réparer les édifices, et le droit de célébrer les offices). Les autorités ottomanes fixèrent, en 1757, un *modus vivendi* qui est devenu le *Statu quo*. Il consacrait une situation en certains points plus favorable aux Grecs qu'aux Latins. L'article 14 du mandat prévoyait la nomination d'une Commission spéciale chargée d'étudier, définir et régler tous droits et réclamations concernant les Lieux saints ainsi que les différentes communautés religieuses en Palestine. Cette Commission ne fut jamais constituée, si bien que les Lieux saints sont encore actuellement sous le régime du *Statu quo*. C'est pourquoi le roi Abdallah offre si généreusement de payer les dégâts causés au Saint-Sépulcre par l'incendie récent, ce qui affirmerait son titre de propriété.

1950 ne semble pas voir se poser à nouveau la question es Lieux saints sur le fond. Aucun accord international ouveau n'a été conclu sur cet objet, et l'Assemblée géné-ale, entreprenant d'assurer la protection « conformément ux droits existants », entérine pour le moment le *Statu quo.* lais cette année va voir se réaliser une importante étape ers un statut équitable et pacifique de la Terre sainte : 'internationalisation de la zone de Jérusalem, votée le 9 novembre 1947 et le 9 décembre 1949.

'internationalisation de la zone de Jérusalem.

Schématiquement, la région internationale de Jérusalem onstitue un cercle de 6/7 kilomètres autour du rayon de a ville de Jérusalem. Elle englobe à l'est Béthanie, au sud ethléem, à l'ouest Aïn-Karim. La densité de population est très forte, surtout depuis l'afflux de réfugiés arabes, t elle ne peut subvenir à ses besoins sans apports exté-ieurs. Son approvisionnement en eau dépend d'un pipe-ne en provenance de la plaine littorale. Elle ne possède as de terrain d'aviation.

C'est ce territoire que le Conseil de tutelle a reçu mission 'internationaliser.

Il est bon de revenir sur la genèse de cette décision.

En avril 1947, l'Angleterre remettait aux Nations Unies on mandat. Après avoir envoyé sur place une Commission 'enquête (U. N. S. C. O. P.), l'Assemblée générale décidait, le 9 novembre 1947, le partage du territoire en deux États, érusalem constituant une entité internationale « *Corpus separatum* ». Le projet fut accueilli par les Juifs avec des xplosions de joie. C'était la naissance de l'État indépen-ant d'Israël, il était rejeté par les Arabes. Le conflit inter-ient avant qu'un plan de « relève » de la puissance andataire par les N. U. ait pu être élaboré. Dans sa réso-ution du 11 décembre 1948, l'Assemblée générale rappelle elle du 29 novembre 1947, et décide « qu'en raison des ens qu'elle a avec trois religions mondiales, la région de érusalem doit jouir d'un traitement particulier et distinct e celui des autres régions de Palestine et doit être placée ous le contrôle effectif des N. U. La P. C. C. (Palestine — onciliation — Commission) reçoit les instructions « de résenter à l'Assemblée générale, pour sa quatrième session dinaire, des propositions détaillées concernant un régime nternational permanent pour la région de Jérusalem assu-ant à chacun des groupes distincts le maximum d'auto-

nomie locale compatible avec le régime international spécial de la région de Jérusalem ». Les États arabes qui s'étaient à nouveau prononcés contre l'internationalisation révisaient leur position, et à partir de mars 1949 — à l'exclusion de la Transjordanie — l'acceptaient.

En septembre 1949, la P. C. C. adressait au secrétaire des Nations Unies un projet d'internationalisation[2] militaire et politique (admission à l'O. N. U.). Israël, fort de sa victoire, refuse, ne voulant admettre de contrôle international que sur les Lieux saints eux-mêmes. Les Arabes le refusent également, ne voulant qu'une internationalisation complète.

Les milieux du Vatican estiment le plan de la Commission insuffisant et maintiennent leur demande d'internationalisation intégrale en « *Corpus separatum* ».

Aussi ce plan ne fut pas présenté à l'Assemblée générale qui décide le 9 décembre 1949, par trente-huit voix (Amérique latine — États musulmans — États slaves — France...) contre quatorze (États-Unis Grande-Bretagne — Canada — États scandinaves — Turquie...) et sept abstentions, de charger le Conseil de tutelle de mettre en vigueur le plan d'internationalisation de novembre 1947.

Réactions des différents pays intéressés.

Le vote appelle un commentaire. La Russie soviétique suit la politique de la Russie impériale. Les œuvres et les biens de l'Église orthodoxe russe étaient restés sans statut depuis 1917. Protégées par le mandat, les communautés russes vivaient sur leurs ressources locales. Celles qui sont en territoire juif ont été remises par Israël à l'U. R. S. S. Les nouveaux popes arrivés de Russie ont reçu officiellement la charge des béguinages d'Aïn-Karim, et Moscou a envoyé, fin 1948, l'archimandrite Léonide dans la Ville sainte. Pour des intérêts de politique extérieure et peut-être aussi intérieure, la Russie cherche à reprendre son rôle en Terre sainte à la faveur de l'internationalisation.

Mais cette décision rencontre une violente opposition d'Israël et de la Transjordanie. Leur communauté d'attitude les amène à un apaisement précaire de leur propre querelle. Or ils contrôlent le terrain et ses accès.

2. Solution de compromis qui, maintenant la souveraineté internale, fait place à deux administrations, juive et arabe.

La zone prévue pour être internationalisée est en effet occupée à part à peu près égale par la Légion arabe et l'armée israélienne. Les Arabes tiennent la vieille ville et Bethléem. Les Juifs tiennent la nouvelle ville et sont au pied des remparts, au mont Sion (le Cénacle). Ils dessinent une tenaille qui enserre la nouvelle ville au nord par le mont Siopus, au sud par la colline où est édifiée la demeure du Haut Commissaire « Government House ».

Les lignes sont proches, quelques dizaines de mètres; une forte discipline tient en main, de part et d'autre, extrémistes impatients et combattants passionnés pour prouver aux Nations Unies que leur intervention est oiseuse.

A la vérité, cet état d'équilibre est instable. Il est bien évident que les ambitions sionistes ne sauraient s'arrêter au pied de la muraille de la capitale de David, à quelques centaines de mètres du Mur des Pleurs, et les États arabes se savent bien qui militent pour l'internationalisation, seul obstacle solide à l'expansion juive jusqu'au Jourdain et au delà...

Mais le roi Abdallah, dans une politique à courte vue, se satisfait des avantages acquis; ils sont considérables : les terres riches du triangle : Naplouse — Tulkarin — Djerin, équilibrent les étendues désertiques de la Transjordanie. Les potasses de la mer Morte que l'on peut exploiter de concert avec les Juifs. La vieille ville enfin avec la mosquée d'Omar et les fructueux pèlerinages chrétiens au Saint-Sépulcre.

Les Arabes palestiniens, qui ont vendu lopin par lopin leurs terres aux colons juifs, et, forts des promesses de la Ligue au début du conflit, ont évacué « pour rentrer chez eux quinze jours plus tard », subsistent maintenant dans des camps de réfugiés misérables et se voient, sans autre forme de procès, devenir Jordaniens, cependant que dans leurs maisons dévastées, sur leurs plantations abandonnées, s'installent les nouveaux immigrants juifs (300.000 en 1949).

Comment le Conseil de tutelle va-t-il réussir à imposer la décision des Nations Unies à ces deux États qui la rejettent? Les mesures qu'il prendra à Genève, où il siège depuis plusieurs mois, le diront. Les débuts ne sont pas prometteurs. Israël a refusé de retirer de Jérusalem les organismes gouvernementaux qu'il y a installés. On sait, depuis le mois de septembre, que le Stern et l'Hirgoun ont annoncé qu'ils reprendraient l'action terroriste contre tout personnage officiel venant pour internationaliser Jérusalem. Y aura-t-il beaucoup de volontaires pour prendre la suite du comte Bernadotte au martyrologe des Nations Unies?

Le Conseil de tutelle est présidé par un Français, M. Garreau. Des bruits de couloir prétendent que le Conseil serait assez partisan d'un plan d'internationalisation réduite topographiquement à un noyau qui comprendrait un territoire occupé à parts à peu près égales par les Juifs et les Arabes.

Cette solution pourrait être acceptée par le gouvernement d'Israël, semble-t-il, car elle constituerait pour lui un gain appréciable sur la décision des Nations Unies. Il est probable qu'elle rencontrerait l'hostilité d'Abdallah.

Et cependant il suffit de peu d'arguments pour mettre la raison Israël nouveau-né et la petite Transjordanie. Une pression de leurs puissants protecteurs les ferait s'incliner immédiatement devant la volonté trois fois affirmée des Nations Unies.

Mais comment obtenir cette intervention si la France, la première, traditionnellement et par vocation toute particulière, protectrice de Terre sainte, reste, par son opinion publique silencieuse, indifférente au problème ? Il y a, de par le monde, bien des mauvaises consciences quand on parle de Jérusalem. Elles feront écho à la France si de chez nous on sait crier : « Ne laissez pas le parvis du temple aux marchands de pétrole. »

VERSANE.

RÉSUMÉ DU PROJET DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

Préambule, rappelant la décision des Nations Unies.

Dispositions générales : Définition de la région. La région est divisée en deux zones, l'une arabe, l'autre juive. Toutes les questions que le présent acte ne réserve pas à la compétence du commissaire et des organes prévus, sont désignées à la compétence des autorités responsables des zones et ne doivent exister dans chaque zone que les organismes nécessaires à la gestion des affaires municipales. Aucune mesure d'immigration ne doit modifier l'équilibre démographique.

Organes : Un commissaire et un adjoint nommés pour cinq ans. Ils ne doivent être ni juif ni arabe. Chargés de la protection des

lieux saints, contrôle de la neutralisation et de la démilitarisation; assure le respect des Droits de l'homme et des groupes distincts. Il recrute des gardes pour les Lieux saints et sa propre sécurité.

Un Conseil général de quatorze membres : cinq Juifs, cinq Arabes et deux représentants des groupes distincts de chaque zone est chargé de traiter les questions communes aux deux zones (communications, services publics, antiquités, urbanisme, coordination du maintien, ordre public, contributions), questions dont les autorités des deux zones pourraient, d'un commun accord, l'investir.

Un tribunal international de trois membres tranche les conflits entre les autorités des Nations Unies juives, arabes, les incompatibilités entre les règlements édictés et l'acte d'internationalisation et les différends relatifs aux Lieux saints à l'intérieur ou à l'extérieur de la région de Jérusalem.

Instance peut être faite auprès d'un tribunal mixte de trois membres dont un Juif et un Arabe, habilité à juger des litiges opposant en matière civile les parties des deux zones, il applique le *lex loci*.

Lieux saints, sites et édifices religieux à l'intérieur de la région sont ceux qui étaient considérés comme tels le 14 mai. Le commissaire a pouvoir de décider si un nouvel édifice ou site peut entrer dans la classification. Les Lieux saints, sites et édifices religieux sont sous pouvoir exclusif du commissaire. Aucune modification fiscale ne peut affecter les Lieux ou leurs propriétaires. Le commissaire assure la liberté de circulation aux ministres de la religion et aux pèlerins.

« Le régime juridique et coutumier en vigueur à la date du 14 mai 1948, en ce qui concerne les Lieux saints, sites et édifices religieux, reste en vigueur, en particulier les droits et pratiques appelés *statu quo* » (art. 19).

En ce qui concerne les Lieux saints, en dehors de la région de Jérusalem, le commissaire surveille l'exécution des engagements pris par les États intéressés.

Aucune force militaire ou paramilitaire, aucun matériel de guerre ne peut stationner dans la région. Les forces de police de chaque zone sont de cinq cents hectares, sauf autorisation temporaire d'augmentation.

Les dispositions économiques et financières, les droits de l'homme et libertés fondamentales sont assurés par autorités responsables sous la surveillance du commissaire, en particulier liberté du culte et enseignement.

Dispositions spéciales : Langues officielles : anglais, français, hébreux, arabe.

L'ECONOMIE FRANÇAISE A PEUR DU GRAND AIR

Nous sommes souvent, dit Colette, comme des enfants qui cassent le carreau de leur chambre pour voir ce qu'il y a derrière et qui, ensuite, se plaignent des courants d'air. Tels apparaissaient bien les Français, producteurs et consommateurs en ces premiers jours de la nouvelle année : la suppression du rationnement, dont le dernier symbole aura été le café, la liberté des salaires, la libéralisation des échanges ne sont pas encore en application, que déjà elles effraient ceux qui les avaient prônées quand elles ne représentaient qu'un argument d'opposition. Ah! que la concurrence était belle sous le dirigisme!

I

L'année 1949, joie des statisticiens.

Pour un retour à la liberté, le moment est pourtant bien choisi : l'année 1949 apparaît, par contraste avec une longue période d'expansion et d'inflation, une année d'équilibre et de stabilisation.

La production industrielle a définitivement perdu le caractère de pénurie qui était le sien jusqu'en 1948 : elle n'est plus limitée par des contingences matérielles.

Certes, en raison d'une sécheresse exceptionnelle, des coupures de courant ont dû être pratiquées à l'automne. Mais, le 13 décembre, cent millions de kilowatts-heures ont pu être produits. Plus nette encore est la saturation en charbon : la seule différence entre les disponibilités et la production a permis de reconstituer les stocks épuisés par les grèves.

Les transports ne paraissent plus une entrave pour le développement de l'économie : la pénurie augmentait le nombre de tonnes kilométriques nécessaires pour une production donnée et, par rapport à 1938, les premières avaient augmentée 1,4 fois plus que la seconde. Le retour à des échanges normaux a permis à ce rapport de redescendre à 1,2, soulageant ainsi les réseaux ferrés et routiers.

Aussi, d'elle-même, la production industrielle se maintient-elle à un niveau à peu près constant pendant l'année. L'indice officiel, en base 1938, est de 125 à 130 au premier semestre; après les congés payés, il retombe à 123 pour les derniers mois de l'année; mais cette baisse est en partie apparente, et n'indique qu'une faible diminution de la production : nous en verrons plus loin la signification. Illusoire aussi est l'augmentation des chômeurs inscrits, due à l'ouverture de nouveaux bureaux dans des régions qui n'en étaient pas encore pourvues. Dans les bureaux existants en juin, le nombre des chômeurs n'a pas augmenté. La durée du travail dans les entreprises occupant plus de dix employés est au contraire à peu près stable avec une tendance à augmenter. Dans l'ensemble, la production industrielle, exception faite de la période des congés payés, a gardé un volume légèrement déclinant.

Il en a été de même de la production agricole, malgré les craintes que l'on avait eues.

En dépit de différences locales considérables, la sécheresse n'a pas tourné au désastre. La douceur de l'automne aidant, les dernières estimations ne défavorisent pratiquement pas la campagne 1949 par rapport à 1948, ce qui assure une continuité remarquable du ravitaillement pendant l'année.

Le commerce extérieur lui-même s'est amélioré

et, en octobre, la balance extérieure de la France a même été excédentaire; simple symbole, d'ailleurs, mais ce n'en est

pas moins témoin d'un redressement continu. La France, comme d'ailleurs la Grande-Bretagne, a son économie métropolitaine en équilibre[1].

Comme les stocks ont plutôt diminué et que l'investissement a plutôt été en léger recul sur l'année précédente, il est facile de voir que le consommateur a été particulièrement favorisé. Une telle prise de conscience est certes difficile à réaliser, même en temps normal. Elle l'est plus encore après une période de trouble qui ne permet pas à chacun de préciser sa place dans l'ensemble de l'économie. En 1949, par ailleurs, le mécontentement a été systématiquement créé à gauche et à droite, par les moins valables et quand, par hasard, un honnête homme se trouve entraîné dans cette propagande, il est forcé de reconnaître que l'année passée a été la meilleure que nous ayons connue, quitte à restreindre son éloge en ajoutant que les circonstances, plus que les hommes, en ont été la cause.

Les hommes ont pourtant à leur actif le respect de trois disciplines pendant l'année : les salaires, le budget et le crédit.

Il n'y a pas eu d'augmentation officielle des salaires pendant l'année — ce qui est bien la première fois depuis longtemps. Quelles qu'en soient les causes, retour à l'abondance, recul de l'influence de la C.G.T., effort des autres centrales syndicales pour expliquer à leurs adhérents l'illusion du salaire nominal, les revendications n'ont pas été appuyées. Les salaires effectivement payés ont varié de

1. Mais deux raisons justifient le Plan Marshall. En premier lieu, l'inconvertibilité des monnaies rend nécessaire le mécanisme remplissant au XXe siècle le rôle de l'Angleterre au XIXe. C'est pourquoi la rareté du dollar en Europe est un problème américain. Par ailleurs, la zone franc, comme la zone sterling, a besoin d'une aide. En réalité, les métropoles occidentales ne font que servir d'intermédiaires entre les capitaux américains et les territoires neufs d'outre-mer. Le véritable problème est politique. Il doit être pensé en tant que tel, mais ne doit pas donner à l'économie française un complexe d'infériorité.

4 % environ pendant l'année, à quoi il faut ajouter la prime de novembre, dont l'effet n'est pas encore mesurable.

Cependant, les bénéfices, dits « capitalistes », ont été frappés par l'impôt : l'année 1949 a vu consacrer encore la prépondérance de l'impôt indirect qui a rapporté le double de l'année précédente, soit un peu plus de 1000 milliards. Ayant demandé aux salariés d'être raisonnables, l'État a donc pris à son compte la marge des bénéfices que les premiers convoitaient et a équilibré ainsi son budget et sa Trésorerie.

En même temps, l'État a pris garde que les entreprises ne reconstituent pas une marge par des appels excessifs au crédit. Contrairement à ce qu'on a avancé, il n'y eut aucune restriction de crédit au sens propre du mot. Mais l'expansion fut lente et continue : environ 100 à 125 milliards par trimestre, dont on peut, très grossièrement, retracer comme suit l'histoire : l'État et les secteurs nationalisés ont demandé 200 milliards et l'économie privée 300, soit 500 au total. L'épargne en a fourni 200 et la planche à billets 300 — puisque la circulation est passée, pendant l'année, de 988 à 1.278 milliards de francs.

Malgré cette lente expansion monétaire qui contraste avec l'équilibre réalisé par ailleurs, l'abondance retrouvée eut, au premier semestre, raison des tendances à la hausse :

Les prix baissèrent d'environ 10 % jusqu'en juin, époque où l'on crut à une crise. Puis, une estimation pessimiste de la récolte et l'annonce de la dévaluation de la livre firent regagner aux prix, vers la Toussaint, le terrain perdu. Mais le gouvernement suivit alors, avec succès, une politique d'importation de choc : dès qu'une pénurie créait dans un secteur une menace de hausse, l'annonce d'une importation arrêtait le mouvement : il en fut ainsi pour le fromage, le vin, les pommes de terre, les agrumes et surtout pour le textile, où les filés italiens luttèrent avec succès contre les volontés des seigneurs du coton. Un palier en novembre et décembre récompense ces efforts qui demandèrent souvent du courage; le maintien du prix de la betterave en est un excellent exemple[2].

2. Le plan Monnet avait prévu un développement de la betterave, excellent plant d'assolement pour les céréales. Mais les distillateurs

Les indices présentèrent en janvier et en décembre sensiblement le même niveau :

prix de gros[3] comme prix de détail, denrées agricoles comme autres produits se retrouvent inchangés à la fin de l'année[4]; les prix de gros à l'indice 20 et les prix de détail à l'indice 15,4, moyenne de l'indice 18,3 pour les produits alimentaires[5] et de l'indice 13,8 pour le reste, qui comprend, notamment, les services restés fort en arrière.

Ainsi, l'année 1949 fait-elle la joie des statisticiens. Pour la première fois, on peut parler sans trop d'erreur d'une production moyenne, d'un prix moyen, d'un salaire moyen. C'est une année de référence qui peut facilement remplacer 1938, de triste mémoire.

II

L'année 1949, année de transition.

Ces aspects indiscutables de stabilisation de l'économie et de remise en ordre des finances publiques ne doivent pas dissimuler les changements profonds de struc-

en ont faussé l'application en développant outre mesure la construction de distilleries et en freinant celle des sucreries qu'ils contrôlaient. Une grosse récolte de betterave conduit donc à la distillation d'alcool qu'il faut absorber au détriment du Trésor et au bénéfice des distillateurs. Cultivateurs et distillateurs étaient donc intéressés à un fort prix de vente de la betterave.

3. La seule exception se rapporte au prix de gros alimentaires qui retrouvent le niveau de novembre 1948.

4. Cette égalité statistique, empressons-nous de le dire, n'est pas ressentie par les usagers : la détente de l'été fait oublier la situation du début de l'année, et seule la hausse de l'automne est psychologiquement « perçue ».

5. L'indice des trente-quatre articles de la S. G. F., dénommé à tort « des prix de détail », ne comporte pratiquement que des prix alimentaires. Aussi est-il voisin de 18.

ture qu'ils recouvrent. L'année 1949 n'est pas un achèvement, elle est une transition. L'arrêt de l'expansion a pour cause de nombreuses distorsions dans la structure économique.

La stagnation de l'indice à 123, au-dessous des niveaux atteints au printemps, ne révèle pas une diminution sérieuse, contredite par les autres données; il est, par contre, le signe incontestable d'un changement de structure. Les industries précédemment avantagées ont cédé le pas à celles que la pénurie handicapait; l'activité s'est portée sur les produits directement utilisables. C'est incontestablement un arrêt de l'expansion que nous avons connue et que matérialisait l'espoir du Plan Monnet.

La production agricole montre, également, une résistance au développement. L'utilisation accrue d'engrais, qui s'est montrée dans les vingt dernières années une cause du progrès technique plus efficace que la modernisation, commence à rencontrer des résistances : là aussi, le plan est mis en échec, bien plus sûrement que par la réduction spectaculaire de tel ou tel crédit d'investissement.

Ces hésitations sont dues tant à l'insuffisance de remise en ordre du secteur « tertiaire » (distribution et services) qu'à des incohérences dans le système du crédit des prix et des salaires.

La distribution a connu une remise en ordre salutaire, mais insuffisante.

On sait que la liberté d'accès au commerce, malencontreusement accordée le 1er janvier 1946, avait permis en dix mois l'établissement de 350.000 points de vente nouveaux dont 100.000 environ pour le textile. Dans le commerce de gros, les entreprises nées d'une situation anormale se sont fréquemment résorbées d'une manière naturelle. Au contaire, le commerce de détail n'a pu être assaini, car les margoulins disposent souvent de moyens plus étendus pour jouer à la crise que les commerçants honnêtes. Les créanciers hésitent à entamer la procédure de faillite, car le Trésor a sur l'actif des sociétés d'énormes créances privilégiées,

résultant du retard de paiement des impôts et des charges sociales. Sous l'effet des mesures économiques, les services publics ont vu leur effectif diminuer[6], mais la répartition des tâches entre ceux qui restent n'a aucunement été réalisée. L'effectif du secteur « tertiaire » (distribution et services) apparaît donc en quantité suffisante, mais il est mal réparti.

A ce désordre, la distribution de crédit n'est pas étrangère.

Si l'expansion est lente, elle est inégale dans les divers secteurs. D'un côté, des activités favorisées par leur concentration ou leurs liens avec le monde financier peuvent obtenir facilement des facilités pour financer des stocks ou résister à la baisse; c'est le cas du textile et du vin. Mais, inversement, toute une catégorie d'entreprises ne peut trouver de l'argent ni à moyen terme pour s'équiper, ni à court terme pour assurer leur trésorerie. Ces difficultés sont très nettes dans les moyennes entreprises de transformation. Comme les premières peuvent plus facilement que les secondes pratiquer l'autofinancement, il en résulte des difficultés considérables des entreprises devant la conjoncture économique.

Les prix relatifs traduisent souvent cette différence, ainsi les textiles et le vin sont encore trop chers. Mais ils connaissent d'autres perturbations; certains secteurs restent défavorisés :

les loyers, victimes de l'impossibilité pour leurs bénéficiaires de faire grève, les services publics, dont la possibilité de reporter le déficit sur le contribuable a servi de frein aux hausses trop brutales des prix. Enfin, le relèvement des tarifs des transports apparaît nécessaire puisqu'il est environ de 10 pour la route et 13 pour le fer, en ce qui concerne les marchandises. Mais cette mesure d'orthodoxie financière remettrait en cause le volume des transports et leur coordination.

6. Lors de la discussion du budget, des arguments vraiment grossiers ou par trop malhonnêtes ont été utilisés. Le nombre des fonctionnaires titulaires a augmenté, parce que des catégories entières de « contractuels » ont été dotées d'un statut. Mais l'effectif total a sensiblement diminué.

Si, contrairement à ce que l'on a soutenu, la part des salaires dans le Revenu national reste à peu près le même[7] qu'avant-guerre : 50 %, la répartition s'en trouve considérablement altérée.

Les mesures sociales ont soulagé les besoins les plus justes (malades, vieux, enfants), mais aux dépens des revenus des autres catégories. Les salaires provinciaux se sont alignés sur Paris, sans, d'ailleurs, que cette augmentation corresponde à un mieux-être effectif, les prix ayant eu un mouvement semblable. L'échelle des salaires s'est modifiée au dépens des ouvriers spécialisés et des cadres; certains métiers ont été plus avantagés que les autres. Les salaires féminins, enfin, ont gagné du terrain. Tout ce brassage a abouti, comme il était naturel, à un mécontentement moyen certain.

III

L'année 1950, ou la peur du grand air.

C'est dans ces conditions que, subitement, les contrôles tombent : mais la liberté des salaires fait peur à ceux qui l'ont réclamée, la libéralisation des échanges extérieurs se révèle à double effet, les représentants du peuple eux-mêmes se refusent à équilibrer le budget.

L'État fixait les salaires depuis dix ans; il est en train de s'en décharger et d'en remettre le soin aux parties en cause. Les syndicats craignent qu'il n'en résulte des prix trop bas et ils demandent la fixation d'un minimum vital. L'expérience de 1947 a montré que, sous un aspect physiologique et humanitaire, la fixation d'un minimum vital n'est autre que la détermination d'un salaire. S'il est trop bas, en effet, il ne sert pas à

7. Elle eût dû en réalité augmenter beaucoup, pour deux raisons fort différentes : accroissement notable du temps de travail et baisse des revenus dits du capital (titres, loyers, fermages).

grand chose; s'il est élevé, il sert à définir ce que reçoit le manœuvre. La C.G.T. réclame ainsi un minimum de 19.000 francs, alors que pourtant la reconduction des calculs de 1947, faite à l'Économie nationale, donne un chiffre légèrement inférieur à 14.000 francs. Il n'y a pas si longtemps, le patronat poussait à la hausse, espérant récupérer sur les prix, mais il est devenu plus circonspect. L'intérêt général est qu'un nouveau palier de salaires et de prix ne soit pas déterminé par ces négociations : il y a là un danger d'inflation d'autant plus sensible que les prix en retard des services publics et des loyers doivent être finalement réévalués.

On sait d'autre part que la France s'est engagée à libérer 50 % de ses échanges extérieures à partir du 15 décembre 1949, cette proportion devait rapidement augmenter. La libéralisation des échanges constitue une inconnue. Là aussi, le gouvernement lâche le levier que constituaient les contingents, et il n'est pas sûr que le maniement des droits de douane, même souple, soit aussi efficace. La concurrence internationale peut faire baisser les prix, mais elle peut aussi nous communiquer les dépressions outre-Atlantique. Certes, la légère crise amorcée aux U.S.A., en été, s'est résorbée sous l'influence de facteurs qui semblent accidentels (déficit budgétaire par surprise, grève des aciéries), mais l'avenir reste indécis.

Pressée entre des menaces d'inflation et de crise, l'économie française pourrait donc, en 1950, rester en équilibre et même progresser [8]. Certes, l'ère des grandes expansions est finie, maintenant que nous avons retrouvé la période normale; mais nous pourrons profiter

8. Inflation et crise peuvent très bien coexister dans l'économie, qui est naturellement compartimentée : c'est même ce qui se passe actuellement; les deux tendances étaient bien plus nettes encore de 1936 à 1938. Mais un déséquilibre fondamental ne peut se produire que d'un seul côté.

au maximum de ce que nous avons et, outre la croissance normale annuelle de 1 à 2 % de progrès technique, bénéficier cette année des plus-values d'une remise en ordre définitive qui pourraient améliorer notre production de près de 5 %.

Ces résultats ne seront acquis qu'au prix d'une politique libérale ou dirigiste, mais cohérente. Or l'expression la plus sensible de cette politique est le budget à propos duquel il eût fallu prendre une position ferme, ce qui ne fut pas[9]. Contrairement à une opinion répandue et erronée, ce n'est pas le montant du budget qui est tellement important pour l'évolution de l'économie, mais sa structure et, particulièrement, les différences de celles-ci avec la gestion des finances publiques[10] de l'année en cours. Les réductions de certaines dépenses peuvent affecter les secteurs qui sont vulnérables, comme les travaux publics; l'augmentation d'autres peut créer une véritable inflation localisée. Entre autres exemples, l'investissement doit être assuré par des voies dirigistes ou libérales. On peut refuser les premières, mais alors il faut tracer les secondes. La discussion du budget, en décembre dernier, a été particulièrement pauvre en ce sens, et l'opposition au Conseil de la République n'apparaît guère plus constructive : ballottés entre la peur de la crise et celle de l'inflation, les représentants du peuple voudraient augmenter les dépenses et diminuer les recettes : ils ont ainsi abandonné leur rôle d'arbitres.

9. L'excuse de l'Assemblée est que, par définition, les cent quatre-vingt-quatre communistes et une soixantaine d'élus réformistes votent systématiquement « contre ». Le gouvernement doit donc, en réalité, obtenir une majorité des quatre cinquième. Les intérêts privés et, notamment, ceux qui s'attachent à l'alcool et aux transports routiers n'ont plus qu'à effectuer de légères pressions pour imposer leurs vues. (Cf. « Enfin du neuf », p. 213.)

10. Nous ne disons pas avec le budget précédent, car en cours d'année celui-ci a été modifié et la comparaison simpliste qui est toujours faite entre deux budgets est trompeuse.

Il est difficile de faire un pronostic précis. Une excessive crainte des dangers extrêmes semble toutefois écartée, car un équilibre économique ne se désagrège que peu à peu et, malgré toutes les distorsions signalées, la structure actuelle de l'économie paraît acceptable. Il ne faut pas céder à la manie des spécialistes et des journaux du soir, de dramatiser tous les incidents. Mais il y a une « barre » à traverser au seuil de cette année. Après, on devrait retrouver une économie qui, dans l'ensemble, ne différerait guère de celle que nous venons de vivre.

10 janvier 1950.

JACQUES DUMONTIER.

ES SIGNES DU TEMPS

rève et contrat de travail.

Par la loi du 25 mai 1864 supprimant le délit de coali-on, la grève cessa d'être répréhensible, elle devint un roit, mais sans que soient précisées ses répercussions ir le contrat de travail. Cette question donna lieu à de ombreuses controverses et à une jurisprudence souvent ontradictoire.

Au début du siècle, Planiol affirmait que la grève est

en une rupture entre les patrons et les ouvriers, mais est une rupture de fait, qui est autre chose que la des-uction juridique du contrat... Ouvriers et patrons conti-uent à se croire liés les uns et les autres, ils suspendent ur travail mais ils n'ont pas l'intention de se séparer...

D'autres auteurs défendaient la même position. Mais ette interprétation n'était pas celle de la Cour de Cas-ation qui, en une série d'arrêts, déclarait que la grève ntraînait la rupture du contrat de travail.

Les événements de 1936 parurent favoriser la thèse e la simple suspension du contrat de travail. Des con-eils de prud'hommes, la Cour supérieure d'arbitrage écidèrent dans ce sens, mais par contre la Cour de assation maintint dans ses arrêts sa position de prin-pe : la grève est une rupture du contrat de travail du it du gréviste.

Le préambule de la Constitution de 1946 consacre le roit de grève « qui doit s'exercer dans le cadre des lois ui le réglementent ». Depuis cette date, aucune loi régle-

mentant le droit de grève n'a été votée. Aussi, malgré ce texte, les interprétations ont encore été très diverses. Conseils de prud'hommes, Tribunal civil, etc..., ont déclaré soit la rupture, soit la suspension du contrat de travail.

Les récents lock-out chez Latil et Hispano à Paris, Bessonneau à Angers et Morane à Tarbes viennent de remettre à l'ordre du jour ce problème.

Considérant la grève comme une rupture de contrat de travail du fait des salariés, les patrons fermèrent leurs usines et s'orientèrent vers le réembauchage individuel, malgré les vives protestations des organisations syndicales. Pour justifier cette position, si l'on en croit le journal patronal *Professions* du 14 janvier 1950, le patronat s'appuie sur un jugement du Tribunal civil de la Seine, qui déclare que, dans tous les cas, la grève rompt le contrat de travail.

De cet avis autorisé, des patrons ont tout naturellement tiré la conclusion que le lock-out au cours d'une grève n'est que la constatation d'un état de fait.

Faut-il s'en étonner ? Non, la grève est une guerre, rappelait tout récemment et avec exactitude *Témoignage Chrétien*. Que la guerre entraîne des conséquences désagréables pour les deux parties et qu'on y reçoive des coups, c'est la règle du jeu. Demander d'en donner et crier au scandale quand on en reçoit serait faire preuve de beaucoup de... simplicité.

Mais c'est quand même voir le problème un peu trop simplement. Tout d'abord la grève n'est pas la guerre. Le droit de grève est un droit reconnu, et jusqu'à preuve du contraire la guerre n'est pas un droit reconnu. Nous n'avons pas souvenir qu'il y ait dans la Charte des Nations Unies la reconnaissance du droit de guerre, alors que notre Constitution reconnaît celui de grève.

Au cours de la grève des mineurs de 1948, Rémy Roure écrivait dans *Le Monde* :

La faute et l'erreur de la C.G.T. bolchevisée, et nous dirions volontiers son crime, sont précisément d'avoir voulu

transformer la grève en acte de guerre. La grève est l'exercice d'un droit... Mais ce droit de grève ne doit pas être un droit de guerre...

Ce n'est que lorsque la grève se transforme en émeute qu'elle devient un acte de guerre.

Éliminons donc de nos esprits cette assimilation de la grève à la guerre. Nous l'avons déjà dit, la grève étant une manifestation de la force contractuelle des salariés, elle est la forme extrême, la plus dynamique de la pression ouvrière dans la discussion, elle ne diffère pas dans sa nature de la discussion autour du tapis vert.

Or, pourquoi y aurait-il rupture du contrat de travail? Des ouvriers et un employeur sont liés par un contrat, les uns ont loué à l'autre leur travail sous des conditions déterminées. Pour des raisons qui peuvent être diverses (augmentation du coût de la vie, de la production, des bénéfices, etc...) les salariés pensent que certaines clauses de leur contrat sont à revoir. Ils engagent une discussion pour cette révision. Il n'y a pas rupture, il y a suspension du contrat. Et, en fait, dans la plupart des cas les travailleurs obtiennent un rappel depuis le début des discussions. Les clauses existantes ne s'appliquaient donc plus, elles étaient suspendues en attendant les nouvelles. Si la discussion prend sa forme extrême, la grève, c'est l'ensemble du contrat qui est suspendu.

A la grève les patrons ont répondu par le lock-out : « C'est la règle du jeu, nous dit le collaborateur de *Professions*, les patrons se défendent. » Il y a tout de même des nuances qui comptent. Nous pourrions tout d'abord dire que lors des derniers lock-out, l'usine Latil n'a jamais été en grève et que, dans certaines autres, seuls quelques secteurs de l'entreprise étant en grève, c'est l'ensemble qui a été lock-outé. Le lock-out n'est donc pas seulement l'auto-défense devant la grève.

Remarquons aussi que si le droit de grève a été reconnu en 1946 aux travailleurs, le droit de lock-out ne l'a pas été pour les employeurs, et ça n'a pas été un simple oubli. L'ouvrier qui se met en grève s'engage à ne plus donner son travail, à se priver de son salaire, à s'imposer des sacrifices, avec tout ce que cela représente souvent, de misère. Il engage sa personne, ses moyens d'existence dans cet effort. Se rend-on suffisamment compte de ce que représente pour un salarié le fait de se mettre en grève ? Pour l'employeur, le lock-out est tout autre chose : propriétaire, il use de sa propriété pour faire pression sur le salarié. Son droit sur des choses lui permet de faire pression sur des personnes. Le droit des personnes n'est-il pas au-dessus du droit des choses ? C'est pourquoi le lock-out nous apparaît difficilement comparable à la grève. Il est l'expression d'une force essentiellement matérielle, brutale, que l'on oppose au sacrifice des individus.

Lorsqu'on critique, avec raison, les violences que font subir à leur patron quelques grévistes excités, ne pourrait-on pas penser que, pour faire céder des travailleurs, on emploie aussi par le lock-out une forme de violence ? On peut considérer qu'il y a abus du droit de grève lorsque des salariés séquestrent leur employeur dans son bureau afin de faire pression sur lui pour obtenir satisfaction, mais n'y a-t-il pas aussi pression abusive lorsque l'employeur ferme les portes de son entreprise afin d'obtenir par cette pression que les salariés acceptent certaines conditions de travail ? Aussi la grève « cette liberté, garantie par la Constitution, qu'a tout gréviste qui défend son pain quotidien », ne peut être comparée au lock-out.

Il convient de plus de signaler que, dans tous les cas les employeurs n'usaient pas du lock-out pour fermer leur usine, mais pour réembaucher par la suite les individus selon leur bon plaisir. Cette façon de faire prend un sens très particulier, elle tend à briser l'action col-

lective pour se retrouver en face d'individus, tout en profitant de l'occasion pour éliminer les sujets considérés comme « dangereux ». Il est facile d'imaginer que cette campagne de lock-out est une « préparation du terrain » avant les conventions collectives. Il fallait, avant l'ouverture des discussions, que le patronat montre à la classe ouvrière sa force et sa volonté de ne pas se laisser faire.

A la réaction de la classe ouvrière, s'est jointe celle de l'Assemblée qui, à la suite d'une intervention de M. d'Aragon, député M.R.P. des Hautes-Pyrénées, à l'occasion du lock-out des établissements Morane, adoptait, le 4 janvier dans le cadre du projet de loi sur les Conventions Collectives, un article précisant que « la grève ne rompt pas le contrat de travail sauf faute lourde imputable aux salariés ». Au cours du débat le président Bidault a déclaré :

> Il est parfaitement vrai que le droit de grève est inscrit dans la Constitution. Plus encore, il est inscrit dans le droit naturel, supérieur et intérieur à toute constitution...

Nous avons été quelque peu surpris (agréablement) de ce vote alors que nous savions que, le 9 décembre, par vingt voix contre quatorze et six abstentions, la Commission du Travail repoussait un texte de M. Patinaud, député communiste, prévoyant que « la grève n'entraîne pas la rupture du contrat de travail ». Félicitons-nous de la position de l'Assemblée, espérant qu'elle sera un élément permettant d'apporter une solution au problème de la grève et du contrat de travail.

CH. SAVOUILLAN.

La Sarre entre la France et l'Allemagne.

Après une période de « réconciliation » feutrée allait-on connaître une drôle de guerre froide entre la France et

l'Allemagne de Bonn ? La presse quotidienne a cité les faits au fur et à mesure qu'ils se déroulaient. Notre ministre des Affaires étrangères s'apprêtait à « causer » amicalement avec les personnalités officielles de Bonn. Mais voici qu'en guise de réception journaux et hommes politiques d'outre-Rhin se lancent dans une violente diatribe contre la France accusée de menées impérialistes. Le ministre de la Justice — qui pourtant résista au nazisme — absout son pays de toutes fautes dont on le charge. Sous un quelconque prétexte, les pourparlers commerciaux sont rompus. Mais surtout le statut de la Sarre déclenche l'offensive.

C'est qu'en effet, après le début du mois de février, le gouvernement sarrois négocie avec les autorités françaises. Les Allemands de l'ouest n'avaient pu s'opposer, en 1947, au rattachement économique de la Sarre à la France, parce qu'à cette époque, ils n'étaient pas organisés en État. A la fin de 1949, ils avaient même accepté, non sans difficulté il est vrai, que la candidature sarroise soit présentée au Conseil de l'Europe. Du point de vue de l'unité allemande, les quatre conventions actuellement négociées n'offrent pas plus de dangers que les mesures prises auparavant. Il s'agit, en effet, d'améliorer la coopération économique de la France et de la Sarre, étant bien entendu que la France ne revendique pas la propriété des mines.

Dans cette affaire, il est bien difficile de partager les responsabilités. La statistique donne raison à la France. Depuis le rattachement la Sarre connaît une remarquable prospérité. On compte à peine deux mille chômeurs, alors que l'Allemagne de l'Ouest en dénombre plus d'un million. Et le niveau de vie des travailleurs n'est pas comparable à celui de leurs voisins allemands.

Si l'on se place au point de vue de l'économie française, on trouve des motifs très valables pour se réjouir. Lisons la statistique officielle.

De la Sarre, nous recevons en charbon 15 % de la production totale française. Nos importations annuelles s'élèvent à soixante milliards de francs, et nos exportations à quatre-vingt milliards (dont quarante milliards en produits alimentaires). En outre, nous payons en francs français le charbon sarrois, alors que nous devrions le payer en dollars si la Sarre était rattachée à l'Allemagne. Et les prévisions sont plus optimistes encore.

Ce n'est pas là-dessus que discute l'Allemagne. Mais écoutons ses raisons. « Si nous consentons au détachement de la Sarre, nous ne sommes plus autorisés à protester contre la frontière orientale de l'Oder-Neisse. Or la Sarre

t un territoire allemand. » Suit une querelle extrêmement mpliquées où l'on se bat à coup d'arguments historiques. isqu'en 1815, disent les uns, la Sarre appartenait à la rance. Oui, répondent les autres, mais depuis lors l'Alleagne a définitivement marqué cette province.

Veut-on prendre l'avis de la population ? On remarque, l'aux dernières élections, les partis favorables au rattachelent à la France ont groupé 80 % des voix. Mais en 1935, n plébiciste n'avait-il pas donné des résultats contraires ? l'est alors que le gouvernement autonomiste de M. Hoffman rend des mesures extrêmement peu démocratiques pour rotéger des agitateurs allemands la démocratie sarroise.

Tous ces arguments sont valables du point de vue des vers égoïsmes nationaux. Seulement en 1950 cette position uraît dépassée. Il faudra un jour consacrer une étude à la naissance du nationalisme allemand (sans oublier les maifestations du nationalisme français). Enracinés entre les eux géants, nos petits et moyens pays d'Europe ont-ils ncore les moyens de se payer du nationalisme ? On parle eaucoup de l'Europe certes, mais cette Europe est-elle able sans une entente franco-allemande ? Ce n'est plus ne question de sentiments, c'est tout bêtement une queson de vie ou de mort.

La querelle sarroise offre en soi beaucoup d'intérêt. Mais, utes proportions gardées, ceux qui la disputent dans les rconstances actuelles ne ressemblent-ils pas aux théolonens de Byzance qui s'inquiétaient du sexe des anges, alors ue les Turcs investissaient la ville.

BERNARD FÉRON.

a loi d'avortement au Japon.

L'avortement au Japon est légal depuis le 24 juin 949. Il est autorisé par la loi de protection de la maernité, révisée à cet effet.

Dans une note aux municipalités provinciales, le gouernement a souligné que cette autorisation n'est légale ue si la santé de la mère est en danger ou pour des isons économiques, afin d'épargner aux familles paures des charges accrues.

Examinons les réactions suscitées par cet événement.

Rappelons tout d'abord que le contrôle des naissances était jusque-là sévèrement interdit dans un pays qui basait sa politique sur un excès de population. L'apôtre du contrôle des naissances, Mrs Singer, s'était vue refuser l'entrée du pays. La baronne Ishimoto, adepte de cette doctrine, essaya pendant des années de la faire valoir au Japon. Aujourd'hui elle siège à la Diète de Tokyo, comme député.

Répondant à la protestation au Club allié des Femmes catholiques de Tokyo, le général McArthur a déclaré « qu'il n'était point engagé dans l'étude ou la considération du problème du contrôle de la population nippone ». Ce problème demeure pour lui en dehors du champ de l'occupation américaine et ne regarde que les Japonais.

Cette déclaration visait à neutraliser les déclarations faites à la presse par deux des conseillers américains du G.H.Q. qui s'étaient déclarés en faveur du contrôle des naissances.

On constate donc que c'est l'opinion catholique, fut-elle celle de femmes de nationalités étrangères, qui s'émut la première. Mais les catholiques japonais eux aussi protestent énergiquement contre la loi qui autorise la stérilisation obligatoire et l'avortement. Ils se réclament des droits de l'homme, garantis au Japon, par les articles 11 et 13 de la nouvelle Constitution.

L'Organisation Culturelle Catholique du Japon, qui compte des médecins, des avocats, des diplomates et des professeurs d'université, a publié une brochure intitulée : « Plaidoyer pour la vie humaine », qu'elle a adressée aux fonctionnaires chargés d'exécuter cette loi, comme aux grands journaux et aux œuvres publiques.

Cette loi choque l'instinct profond du peuple qui aime les enfants et pour lequel la famille est la base sociale fondamentale. Perpétuer la famille est le strict devoir de tout Japonais, homme ou femme.

Mais, d'un autre côté, proposer de nouvelles bases à

la société, se jeter dans les expériences sociales, n'effraie point une nation habituée aux réformes tout au long de son histoire.

Nous voyons des médecins déplorer surtout que les femmes japonaises s'adressent à des avorteurs, sages-femmes, étudiants en médecine, peu qualifiés, ou emploient des médicaments qui n'ont qu'une valeur commerciale. Ils préconisent des médicaments anticonceptionnels pour éviter « la terrible pratique de l'avortement ». Ces mêmes praticiens font allusion aux coutumes féodales, qui envisageaient l'avortement et même l'infanticide quand la récolte s'annonçait inférieure aux besoins de la population du fief. A cette époque le gouvernement maintenait ainsi le chiffre des habitants du Japon à vingt-huit millions. On en compte quatre-vingts millions actuellement.

Certains villages de pêcheurs, isolés et pauvres, pratiqueraient encore l'infanticide tiré au sort pour équilibrer leur population et leurs ressources.

Lorsque le parti libéral-démocrate s'opposa au projet de cette loi approuvée par les conseillers du parlement, un pauvre employé de province écrivit une lettre ouverte au grand journal *Jiji,* pour réclamer l'adoption de cette loi. Il déplorait que les indigents eussent été punis par la loi, auparavant, quand ils avaient recours à l'avortement.

Le Japon, rétréci et refoulé par sa défaite, est bien misérable, en effet, s'il doit envisager ce meurtre de la vie humaine comme un expédient, officiellement réservé « aux indigents », et même pas comme un « progrès social ».

KIKOU YAMATA.

Du jeu anglais au titisme asiatique.

On pressentait depuis longtemps l'intention des Britanniques de reconnaître le gouvernement de Mao-Tse-Tùng. Ce qui a pu surprendre davantage, c'est la promptitude de son action à cet égard. Si la Grande-Bretagne a devancé les conclusions et même l'ouverture de la Conférence du Commonwealth, elle avait tout de même quelques bonnes raisons.

C'est tout d'abord que l'Inde avait marqué le pas. L'Inde elle-même, qui s'était vue précéder par la Birmanie, ne pouvait rien gagner à attendre le problématique accord du Commonwealth. D'autant que ce qu'il fallait prévoir est arrivé : la Conférence de Colombo s'est achevée sans qu'une ligne de conduite commune ait été arrêtée. Ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande, ni le Canada, ni l'Afrique du Sud ne se sont laissés convaincre. Si bien que le Commonwealth apparaît assez curieusement divisé (à ce point de vue).

D'une part, les États asiatiques, Inde, Pakistan, Ceylan, auxquels se joint la Grande-Bretagne, forment un front uni pour reconnaître la Chine communiste.

De l'autre, les États du Pacifique et le Canada (l'Afrique du Sud pour d'autres raisons), restent dans l'expectative, attendant sans doute que Washington se soit à son tour décidé.

Il convient d'ailleurs de se demander pourquoi la Grande-Bretagne a préféré devancer, non seulement les autres États du Commonwealth, mais encore les États-Unis. Que le gouvernement de Londres ne soit pas mécontent d'affirmer dans ce domaine son indépendance politique, c'est probable, mais n'explique pas tout.

Les buts des deux politiques, anglaise et américaine, leurs désirs, ne sont pas opposés. Ils veulent mettre au point un dispositif capable d'enrayer l'avance communiste en Asie. Ils espèrent d'autre part voir le communisme asiatique se séparer du communisme soviétique, ou, si l'on préfère, voir le titisme, revu et corrigé à la mode japonaise ou chinoise ou birmane peu importe, inspirer le communisme chinois. Seulement on peut discuter des moyens. Et ce qui paraît le pire à Londres c'est l'indécision apparente de la politique américaine. Londres a reconnu le gouvernement de Pékin en soulignant avec bon sens que reconnaître un gouvernement n'était pas approuver les méthodes qu'il emploie...

Ce n'est que le 5 janvier que le président Truman a annoncé que les États-Unis ne soutiendraient pas la dé-

fense nationaliste de Formose. On pouvait supposer que la reconnaissance suivrait. M. Dean Acheson allait jusqu'à dénoncer les noirs desseins de l'U. R. S. S., poursuivant les rêves hégémoniques de Pierre le Grand à l'égard de la Chine, et affirmer que les États-Unis étaient prêts à aider la Chine à sauvegarder l'unité et l'intégrité de son territoire. Appel du pied peut-être un peu prématuré au titisme chinois.

La réquisition et l'évacuation des Consulats américains en Chine ne peut être interprétée comme une simple réponse à l'attitude du Département d'État, d'autant que la réquisition a été signifiée aux autorités américaines le 5 janvier, c'est-à-dire au moment même où le président Truman prenait position. Si l'on songe que Mao-Tse-Tung prolonge son séjour à Moscou, on pourrait y voir la tentative soviétique de provoquer un durcissement des positions chinoises. Il ne faut pas oublier, sur un plan intérieur à la Chine, que la situation américaine demeurait importante, que le prestige des États-Unis restait considérable aux yeux des Chinois; aussi l'évacuation « officielle » — sur réquisition — des Consulats doit-elle faire apparaître, de façon éclatante, aux yeux des Chinois, la force internationale du régime. Perte de face qui se reflète abondamment d'ailleurs sur la scène internationale à usage interne, conduit le Département d'État à de nouvelles hésitations, l'oblige à renoncer à l'envisager immédiatement la reconnaissance, et, *last but not least*, le prive d'un certain nombre de postes d'observation.

Décidément, il écrit que les seules consolations asiatiques ne doivent venir pour les États-Unis que de l'Empire du Soleil-Levant. On espère depuis des mois voir sourdre un titisme chinois, et c'est le P. C. japonais qui vient de faire l'objet d'un rappel à l'ordre du Kominform (occidental). Le leader japonais qui est essentiellement l'objet de ces attaques n'est pourtant pas un autodidacte du communisme : il a été formé à Moscou, a résidé longtemps à Yenan lorsque cette ville était la capitale communiste chinoise, y a endoctriné les prisonniers nippons. Il professe un communisme soucieux des transitions ressemblant fort à celui de Mao-Tse-Tung, son maître. Il va jusqu'à prétendre que la présence des troupes américaines n'est pas un obstacle à la « démocratisation » du pays... Le P. C. japonais, sans rejeter toute critique et après un examen de conscience sérieux, se déclare solidaire de Nosaka. Succès de MacArthur ? On ne peut le dire. Indice sérieux en tout cas

d'une évolution dont, de part et d'autre, on surveillera les chances (ou les dangers) de contagion.

Face à la Chine, les positions anglaises apparaissent, pour l'instant du moins, — car il n'y a pas encore eu de réponse à la note de reconnaissance, — autrement fortes. Comment dès lors la Grande-Bretagne s'associera-t-elle au dispositif de défense anticommuniste dans le Sud-Est asiatique auquel les Américains ne sont certes pas prêts de renoncer? Comment s'y associeront les États proprement asiatiques, Inde, Birmanie (encore en plein chaos intérieur), États-Unis d'Indonésie (qui ont fort à faire jusqu'à présent pour installer leur organisation politique)? Accepteraient-ils même de s'y associer? Autant de questions que l'on peut poser, mais qui ne peuvent avoir pour l'instant d'autre sort que les rêves de Pacte du Pacifique... Les États asiatiques qu'il faudraient organiser pour la lutte anticommuniste sont justement ceux qui, avec l'Angleterre, ont reconnu le gouvernement de la Chine communiste. Ils devront d'autant plus faire preuve de prudence que les colonies chinoises, puissantes et bien installées, seront dans tous les pays du Sud-Est asiatique des foyers possibles de fermentation.

Avant la Conférence de Colombo, la Grande-Bretagne semblait prête à reconnaître le gouvernement Bao-Daï; *de facto*, tout au moins. Elle a eu moins de mal a persuadé l'Australie et la Nouvelle-Zélande de l'utilité d'un tel geste. On estime que les États-Unis seraient assez disposés maintenant à aider la France et le Viet-Nam (Bao-Daï) dans la lutte contre Ho-Chi-Minh. Tel n'est pourtant pas l'avis de l'Inde, on le sait; ni celui des autres États asiatiques. La Grande-Bretagne changera-t-elle de position? Sans doute pas, mais attendra peut-être la ratification des accords du 6 mars dernier par l'Assemblée Nationale...

Quoi qu'il en soit, le front formé pour la reconnaissance du gouvernement chinois n'est pas encore un front totalement uni. Bien des combinaisons devront encore être cherchées sur l'échiquier extrême-oriental.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

ERRATUM. — C'est par suite d'une confusion de personnes que dans le « Signe du Temps » intitulé *Ralliement à Bao-Daï* dans le numéro de janvier, nous avons dit qu'un frère de l'évêque de Phat Diem avait été sollicité d'entrer au gouvernement de l'ex-empereur.

P.-A. M.

Le roman policier, genre littéraire.

Un livre sur deux qui circulent dans le monde est un roman policier. Ses lecteurs sont des ouvriers ou des bourgeois, des « intellectuels raffinés » ou des amateurs exclusifs. Nul âge, nulle classe sociale n'est indemne de cette maladie. D'où vient la singulière puissance de ce genre sur les esprits du XXe siècle ?

Et, tout d'abord, il n'est peut-être pas indifférent de remarquer que c'est un genre littéraire, le plus strict, le seul strict peut-être, des genres littéraires de notre temps. Dans l'histoire du roman policier, on retrouve les caractéristiques de l'histoire de tout genre littéraire : quelques chefs-d'œuvre géniaux comme les nouvelles de Poe, le roman de Gaboriau ou l'œuvre de Conan Doyle amenant l'apparition d'un genre déterminé avec l'élaboration de règles précises, codifiées peu à peu à la manière des vénérables « arts poétiques ». Les auteurs modernes ont presque tous longuement réfléchi sur les règles de leur art, témoin le serment que doivent prononcer les auteurs anglais pour adhérer au grand club qui les réunit, ou les codes détaillés donnés, au cours d'articles ou d'études par Van Dine, Dashiell Hammett ou Ellery Queen. En France, Thomas Narcejac a écrit une excellente « esthétique du roman policier », et Roger Caillois s'est penché sur cette question, avec un rien de condescendance, dans une partie de son livre Puissances du roman. *Des thèses de doctorat consacrées au roman policier sont en train d'être élaborées. Mais le genre continue à évoluer, et les auteurs font maintenant pression sur les règles, s'amusent par virtuosité à les tourner ou à passer outre. Nous sommes peut-être proches d'une décadence.*

Ces règles du « vrai » roman policier d'où procèdent-elles ? En les examinant, on éprouve une surprise : elles s'approchent sensiblement de celles de la tragédie clas-

sique. L'action repose sur une crise, la crise la plus dramatique qui soit : la mort violente d'un homme. Mais, dans le vrai roman policier, la violence doit être tamisée; il s'agit de la victime nécessaire au déroulement de cette liturgie magique qu'est notre roman, avec un peu de cette impersonnalité qui entoure nécessairement la victime vouée aux dieux.

Les unités de temps et de lieu sont strictement respectées. La crise se déroule en un ou plusieurs jours néfastes, au sens religieux du terme, à tous les protagonistes et, dans ce temps, la nuit joue de ses habituels et dangereux prestiges. Le lieu est bien souvent mouvant (chemin de fer, navire, avion), mais ce n'est que pour être mieux clos. Et je ne pense pas, comme il est souvent dit, que c'est seulement pour permettre au raisonnement logique de jouer sans inconnues. C'est certainement aussi pour favoriser cette concentration des puissances mauvaises en un lieu qui leur est provisoirement consacré. Le grand-prêtre, maître du jeu, y apparaît sous la forme du détective à la recherche de celui qui, par son acte, s'est mis tabou. La grande cérémonie finale, menée par le détective, exorcise définitivement par la puissance de l'intelligence, les prestiges dangereux et met le coupable « tabou » hors de la communauté.

Il nous est arrivé ainsi une curieuse aventure : nous avons bien retrouvé, dans le roman policier, les grandes règles classiques, mais presque nécessairement un vocabulaire magique est venu s'insérer dans notre analyse. Il nous faut remonter plus haut dans l'histoire : en tant que genre, le roman policier est peut-être davantage un équivalent moderne de la tragédie grecque, avec son arrière-fond religieux, que de la tragédie classique. Les moyens d'actions du roman sur son public sont différents et adaptés à notre société sans fêtes; chaque membre de ce public participe à cette tragédie moderne seul dans son fauteuil, mais le résultat psychologique de

ette participation est assez semblable. Il y a là, me araît-il, l'ébranlement de vieux instincts primitifs puis, e qui est plus moderne, catharsis par l'action d'une ertaine lucidité.

Il semble donc que la puissance du roman policier 'est pas faite, comme on le pense souvent, d'un jeu oyeusement logique et de la virtuosité des raisonne-ents du meneur de ce jeu, mais, à travers le décor, ussi moderne soit-il, du fond ancestral qu'il touche puis épudie.

Il se pose enfin un problème de qualité. Beaucoup iraient : pourquoi se préoccuper sérieusement de ce enre mineur? Il y aurait beaucoup à dire sur l'exis-ence des genres mineurs; le roman picaresque espagnol st-il un genre mineur, ou les chansons de geste, pour rendre deux ensembles assez proches de notre sujet? u'il y ait de méchants romans policiers, c'est évident; 'est aussi évident pour d'autres sortes d'ouvrages lit-raires. Mais il est difficile de penser qu'en soi le genre oman policier est nécessairement un genre mineur, ors qu'il semble toucher à certaines profondeurs hu-aines, alors que deux des plus puissants écrivains de e temps, Faulkner et Greene ont pratiqué un art lourd e résonances métaphysiques ou religieuses, à travers ne technique qui dérive indiscutablement de celle du oman policier, témoin Sanctuaire *ou* Le rocher de righton, *alors que Gide considère que Simenon ou ashiell Hammett comptent parmi nos premiers roman-ers.*

A. L.

ollywood creuse sa tombe ou « The Loved One ».

Le cinéma américain se heurte à des difficultés financières nsidérables. L'an dernier, il enregistra des pertes sévères, 1950 s'annonce sous un jour encore moins favorable.

Une enquête réalisée aux U.S.A. en 1948 révélait déjà une certaine désaffection du public pour les grandes vedettes, au moment même où *Sciussia* tenait pendant plusieurs semaines les écrans de Chicago et de New-York.

L'engouement du public pour ce jouet nouveau qu'était le cinéma se maintint sans difficulté jusqu'en 1940. La guerre et le minimum d'austérité qu'elle introduisit dans la vie, même aux U.S.A., devait favoriser, de 1945 à 1947, l'élan du public vers les salles de cinéma. C'est là que les Américains succombèrent à l'indigestion, d'autant plus que la qualité des films avait singulièrement rétrogradé au fur et à mesure que le rythme de production s'accélérait.

Pour compenser cette perte de public, le cinéma américain devait chercher des débouchés en Europe. D'où, par exemple, les accords Blum-Byrnes. Mais les profits restaient bloqués en Europe. Les producteurs américains décidèrent alors de venir tourner leurs films sur notre vieux continent, ce qui leur permettait, outre l'emploi des fonds bloqués chez nous, d'atteindre un prix de revient nettement inférieur à celui d'Hollywood.

Mais cette solution est insuffisante pour une autre raison. Nombre de grandes vedettes américaines refusent actuellement des contrats sensationnels dans le cinéma, et préfèrent signer des engagements avec la télévision, même pour des cachets moins importants. Ces acteurs se souviennent de certaines grandes vedettes du « muet » qui, n'ayant pas prévu le succès du « parlant », trouvèrent toutes les places prises lorsque le « parlant » se fut affirmé. Bing Crosby ou Franch Sinatra ne veulent pas subir le même sort et se donnent à plein à la télévision au cas où celle-ci supplanterait le cinéma.

Double signes des temps : on se lasse de tout, même et surtout de la médiocrité, le public montrant ainsi qu'il peut être roi, le consommateur parvenant à imposer ses goûts au producteur. D'autre part, d'après une évaluation récente, vingt-cinq millions d'Américains posséderont un récepteur de télévision en 1955. Déjà, le public affirme sa préférence pour le spectacle qu'il peut suivre « at home », dans son fauteuil, les pieds dans ses pantoufles, fumant sa pipe devant son écran de télévision, qu'il s'agisse d'un match de boxe et de base-ball, d'un film ou d'une pièce de théâtre, d'un concert ou d'un ballet de girls. Les salles de cinéma sont ainsi doublement menacées de perdre leur public.

Hollywood a creusé sa propre tombe en produisant de la médiocre en grande série. Evelyn Waugh, en s'amusant de

cimetières d'Hollywood, accable de sarcasmes *Le cher disparu*.

Mais on attend encore le chant du cygne de la capitale du cinéma.

C. J.

Bourbakistes et autres mathématiciens.

L'événement le plus saillant, sinon le plus important, du récent Congrès international de Philosophie des Sciences (Paris, 17-22 octobre) fut l'ardente controverse provoquée par l'entrée en scène des mathématiciens « bourbakistes ». Les lecteurs de *La Vie Intellectuelle* se souviennent peut-être du petit article que M. Lichnerowicz consacrait au pseudonyme, désormais illustre, de Nicolas Bourbaki et à la très remarquable œuvre collective entreprise sous ce nom de guerre par une jeune équipe de mathématiciens français[1]. Depuis le moment où ces pages ont paru, l'effort bourbakiste s'est vigoureusement développé. La publication des *Éléments de mathématiques*[2] se poursuit à un rythme rapide. L'influence a conquis l'École normale. Les premiers résultats semblent très prometteurs, et l'on ne saurait trop insister sur les bénéfices mathématiques de l'entreprise.

Nicolas Bourbaki, cependant, veut avoir non seulement sa méthode et sa pédagogie, mais aussi sa doctrine, vigoureusement opposée à tout ce qui lui semble introduction de philosophies parasites et de marchandises étrangères au sein du temple mathématique. C'est ici que le conflit se noue.

A grands traits, voici ce qu'il en est. Depuis un demi-siècle environ la mathématique voit constamment renaître chez ses doctrinaires une opposition entre l'attitude de

1. Cf. *La Vie Intellectuelle*, février 1948.
2. Chez Hermann, dans la collection des Actualités scientifiques.

la pensée qui affirme primordial le souci de garder le contact avec les illustrations concrètes du fait mathématique et celle pour qui l'essentiel est l'étude des structures mathématiques, indépendamment de leurs éventuelles réalisations. Cette opposition est habituellement caractérisée en parlant de la divergence de vues qui existe entre *empiristes* et *formalistes*. Mais cette première opposition n'est pas la seule : il en existe une autre entre le mathématicien militant, pour qui la grande affaire est la fécondité de la pensée, et le mathématicien logicisant, pour qui l'établissement de celle-ci dans ses droits tend à passer au premier plan. Jusqu'à présent néanmoins une sorte d'alliance spontanée se faisait entre la thèse formaliste et l'attitude logicisante. L'originalité des mathématiciens bourbakistes est précisément de dénoncer cette alliance, de se dire « formalistes » (ce qui suffit à les opposer à ceux dont la tendance est plutôt empiriste ou intuitionniste), mais en même temps de ne rien tant abhorrer que l'attitude logicisante et ses problèmes « métamathématiques ».

Cette position inattendue les oblige à faire face sur deux fronts. D'un côté la solide école des analystes français, de Borel à Danjoy, se voit rejetée pêle-mêle avec l'intuitionnisme brouwérien, dans le panier des attardés. De l'autre, les logiciens ne sont pas mieux traités. On les prie tout simplement de dégager la piste encombrée de leurs accessoires inutiles. Bien entendu rien n'est meilleur prétexte à ces bousculades que les divergences entre premiers et seconds.

Reste à savoir si la virtuosité polémique dont firent preuve, lors des dernières rencontres, les lieutenants de N. Bourbaki ne s'est pas exercée finalement au détriment de l'intelligence véritable. Déduction faite du bric des arguments, les justifications que les bourbakistes ont apportées de leur position sont assez faibles. Mise en ordre efficace des connaissances mathématiques par la méthode formaliste : à coup sûr, et le bourbakisme fait

ici œuvre très utile en notre pays. Inutilité présente des spéculations logiciennes pour la recherche proprement mathématique : admettons-le, sous bénéfice d'inventaire. Mais tout ceci ne constitue encore qu'un pragmatisme à assez court terme. Ni M. Danjoy n'était dans son tort lorsqu'il rappelait, pour conclure, qu'il y a quarante ans l'esprit bourbakiste n'aurait trouvé que bien peu de chose à formaliser; ni M. Bernays, lorsqu'il dénonçait la fuite devant la réflexion et l'idôlatrie du résultat que cache le refus de l'effort logicien.

Ces critiques n'ont guère paru toucher les bourbakistes. Après tout ils disposent d'un beau domaine de recherches. Ils y poursuivent un excellent travail. N'ont-ils pas le droit de s'en contenter, au moins jusqu'au jour où quelque fait nouveau viendrait leur attester l'insuffisance de l'axiomatique qu'ils acceptent? Peut-être cependant serait-il dommage que la pensée mathématique française se ralliât unanimement à ce point de vue et que le récent congrès marquât, pour une période durable, l'engagement de la recherche dans une direction trop unilatérale.

En particulier, à s'enfermer dans une conception *a priori* de ce qui est mathématique et de ce qui ne l'est pas, ne risque-t-on pas de méconnaître la source majeure de fécondité pour l'esprit mathématique, qui est d'obéir non point à l'axiomatique déjà mise sur pied, mais à la demande humaine de formes nouvelles de la pensée mathématique? Ce sont les économistes et les biologistes qui bientôt forceront les mathématiciens à avoir du génie. Nicolas Bourbaki mérite un sort meilleur que de voir la lucidité, la rigueur de sa pensée passer tout entières à faire le ménage de mathématiques qui sont déjà presque celles d'hier.

D. Dubarle.

Enfin du neuf.

Depuis deux ou trois mois un élément nouveau intervient dans la vie politique du pays. Nouveau, ou très ancien ? C'est la corruption. Depuis la Libération, on n'en parlait peu ou plus. Il y avait bien eu l'affaire du vin (on en parle au passé, mais en principe elle dure toujours), il y avait bien eu certain débat parlementaire sur le classement de l'affaire Sainrapt et Brice (on peut en parler au passé, le dossier est maintenant classé). Mais ceci paraissait accident localisé.

Coup sur coup, en ces trois mois, on a vu davantage. On a vu le gouvernement à deux doigts (ou à trois voix, dit-on) de sa perte parce que le Palais-Bourbon avait été envahi par de nouveaux géants de la route (pas les coureurs du Tour de France, mais les défenseurs ardents de l'exonération fiscale des transporteurs routiers). Et le scandale fut si grand qu'un parlementaire, le bâtonnier H. Teitgen, crut nécessaire, à la séance suivante, de souligner que de telles mœurs étaient inadmissibles.

Dans le même débat budgétaire on vit une voix radicale et une voix socialiste sommer le gouvernement de s'engager à prendre certaines mesures peu claires, mais qui deviennent claires si l'on rapproche l'interjection brutale en plein débat de M. Jacques Duclos : « C'est l'heure du pastis », de l'exégèse qu'a fait de ces mesures quinze jours plus tard l'Académie de médecine. Ce que voulaient les sirènes (et quelles sirènes ! le président du groupe parlementaire radical et le président de la Commission des finances), c'est la réautorisation du pastis et simultanément la détaxation du vin, alors que l'alcoolisme français a retrouvé son standing de 1939.

Enfin il y a l'affaire dite « des généraux ». Ephénisme ? Il semble bien que, si généraux il y a, dans cette affaire il n'y ait pas qu'eux; il semble bien même que l'important de l'affaire, ce ne soit précisément pas les généraux, mais certain chéquier, certains talons de chèques sur lesquels il y a des noms, que nous ne connaissons pas, mais qu' « on » connaît.

Rendons à la quatrième cet hommage (posthume ?) : elle n'avait pas encore connu cette atmosphère, et ceux qui l'ont créée, il y a quatre ans, méritaient mieux.

H. M.

Mon ami Vassia, par Jean Rounault[1].

On ne peut longtemps dissimuler la vérité sous un boisseau; et rien de ce que les hommes voudraient garder secret n'échappe un jour à la révélation. Les actions les plus cachées postulent un témoin.

Or qu'y a-t-il aujourd'hui au monde de plus secret que la Russie? Cet immense pays, qui s'est toujours défendu par l'étendue de ses solitudes et par la dureté de son climat, possède une population mystérieuse, toujours retournée sur elle-même. La Russie a toujours constitué une forteresse de silence; aussi pouvons-nous considérer comme très exact le mot que nous confiait un journaliste anglais, qui venait de passer dans ce pays une quinzaine d'années entre les deux guerres : « Tout ce que l'on dit de la Russie est vrai. »

Au cours des siècles passés, les voyageurs épris d'aventure essayaient de pénétrer au centre de l'Afrique ou au centre de l'Asie. Maintenant que le portrait physique du monde entier se trouve à peu près complètement dessiné, c'est la Russie, où les barrières politiques ont remplacé les barrières de sable et de glace, qui devient le centre d'attraction des explorateurs de vocation. Aujourd'hui il est plus surprenant de dire : « Je reviens de Russie » que : « J'ai découvert les sources de l'Amazone. » Exception faite naturellement des missions diplomatiques qui se voient soumises au régime de la cloche à plongeur ou de certains voyages organisés dont les participants sont invités à rapporter des clichés choisis à l'avance. On ne demande à ceux-ci que de regarder le teint du visage.

1. Éditions Sulliver, 1949.

Nous indiquerons, quand cela se présentera, des livres qui sont, chaque mois, un signe du temps. De même Azimuths dégagera les articles de revues récemment parus, qui posent une question. — N.D.L.R.

Le voyage que fit Jean Rounault présente tous les caractères d'une exploration authentique.

Car il fut essentiellement un voyageur involontaire. Un hasard le fit partir; et c'est un miracle qui le ramena. Il ne parle que de ce qu'il a vu; et si l'objectif qu'il se propose est limité, du moins cet objectif se situe aux entrailles mêmes du pays. Tel le précieux contenu de ces appareils qu'un océanographe peut retirer des mers les plus profondes et les plus obscures.

*
* *

En janvier 1945, les autorités soviétiques réquisitionnèrent pour le travail forcé en Russie un grand nombre de citoyens roumains, spécialement choisis dans les populations d'origine saxonne. La liste des requis fut dressée hâtivement et souvent au hasard par les commissaires de police de quartier. Pendant quelques jours, alors que la neige étouffait les bruits, et pendant quelques nuits, alors que les étoiles brillaient de tout leur glacial éclat, les camions de la police russe s'arrêtèrent devant les maisons. Les soldats montaient et redescendaient avec un lot d'hommes ou de femmes; ceux-ci (quelquefois, mais rarement, surpris dans leur sommeil) étaient placés brusquement devant une nouvelle réalité. Ils allaient partir pour des lieux d'où l'on ne revient plus.

C'est ainsi que, me trouvant sur place, je fus amené à tenter, avec l'aide d'un de mes collègues qui possédait parfaitement la langue russe, d'arracher à son sort le héros de ce livre. J'essayai de démontrer à un capitaine de la N.K.V.D. que ce dernier travaillait régulièrement à notre Institut français de Bucarest. Le capitaine me répondit qu'il comprenait ma protestation, mais que je devais me rassurer; car, selon lui, celui qu'ils emmenaient devait avoir en Russie un tra-

vail beaucoup plus agréable et mieux rémunéré qu'il n'avait eu dans notre Institut. Nous vîmes donc notre camarade chargé sur la plate-forme d'un camion qui disparut bientôt au premier tournant. Le silence le plus épais tomba sur lui; et aucune nouvelle, même la plus indirecte, ne nous parvint à son sujet.

Au bout d'une année, un fait inespéré : le prisonnier était renvoyé à Bucarest comme malade, et il nous apprend qu'il vient de passer tout ce temps à Makeevka, dans le bassin du Donetz. Attaché à un puits de mine, il avait été successivement mineur, lampiste et médecin.

Le témoignage que nous apporte Jean Rounault présente une qualité unique; au moment de partir pour ce voyage, qui risquait d'être le dernier, il a fait le silence en lui, comme s'il allait mourir. Le chapitre XII contient une page significative; les prisonniers sont dans des fourgons fermés qui, à travers des ponts hâtivement reconstruits sur les fleuves russes, les acheminent lentement au terme de leur destin. Moments d'angoisse, lorsque les ponts fragiles craquent sous le poids des trains qui s'avancent; est-ce la chute prochaine dans la profondeur du fleuve? Les voix de ses camarades qui chantent l'empêchent parfois de percevoir ce qui se passe autour de lui : « Je comprends seulement tout à coup les gens qui, dans les abris, faisaient taire leurs voisins au moment où les bombes tombaient. Ils avaient peur de perdre le moindre bruit de l'approche de la mort. »

Peut-être est-ce parce qu'il a fait ce silence en lui comme au seuil de la suprême épreuve que Jean Rounault a pu justement continuer de vivre. Ce qu'il voit, il le voit avec le regard de Dostoïevski dans sa *Maison des morts*, c'est-à-dire avec la terrible objectivité de celui qui se situe déjà au delà de la vie, au delà même des êtres et des choses. Il n'est plus capable à l'égard de ceux-ci de beaucoup d'intérêt, à moins que ce ne soit d'un immense amour; surtout au moment où ces

êtres et ces choses vont périr, qu'il s'agisse du peintre, « qui avait toujours l'air de s'excuser comme si cette vie n'était plus la sienne et qu'il n'était plus responsable de la place qu'il y occupait », avant que son cadavre ne soit un jour transporté dans la cave de l'infirmerie; ou qu'il s'agisse d'un cache-col écossais en cachemire, qui avait été pour le narrateur « le témoin de ses meilleurs jours », et dont la disparition le plongea quelque temps dans un vrai désespoir.

*
* *

Les régimes totalitaires aiment à se servir de l'abstraction; et leurs discours, leurs communiqués, leurs articles de presse sont gonflés de phrases d'un sens bien général. Un fait précis, concret, doit toujours être écarté avec prudence et d'autant plus qu'il s'agit d'un fait plus petit et plus individuel. Graham Greene pouvait dire, au cours d'une conférence sur *La civilisation chrétienne est-elle en péril?* : « Une phrase telle que « rendre à César » a été traduite par les journalistes politiques sous cette forme : « nos responsabilités envers l'État ». L'expression abstraite a aidé les dictateurs à prendre le pouvoir en troublant l'eau vive de la pensée. » *Mon ami Vassia* ne contient aucune vue générale, aucun jugement, aucune statistique, aucun vol plané à travers la structure politique ou économique du pays; il ne contient justement que des petits faits qui tous se passent dans une seule ville de la Russie, dans un seul camp, dans un seul coin de ce camp. Et ces petits faits nous livrent l'essentiel de la question.

Nous y voyons tout d'abord vivre le peuple russe avec ses grandes qualités de toujours : la bonté, que symbolise cette vieille femme offrant l'assiettte pleine de soupe à l'étranger qui est entré dans sa hutte et qu'elle invite à s'asseoir à sa table. Cette scène a l'at-

trait lumineux d'un Rembrandt. La terre semble maintenant divisée en deux mondes; mais il y a encore des signes qui permettent aux hommes de ces deux mondes de se reconnaître, telle cette sympathie des humbles pour ceux qui souffrent.

Et, à côté de la bonté, ce bon sens en qui s'allient un plaisant scepticisme et une immense capacité de confiance; au déporté qui vient leur dire que l'Union Soviétique est considérée par certains comme le paradis sur terre, ses camarades de travail demandent : « Qu'est-ce que cette histoire de paradis? » Et l'interlocuteur continue : « Vous avez fait la révolution; le parti communiste, avant-garde du prolétariat, est au pouvoir. Les ouvriers gouvernent. Ils ont créé les meilleures conditions de vie possibles. Chaque jour apporte une amélioration. Tous les ouvriers, ou presque tous, croient à cette vérité dur comme fer. — Mais tu parles comme le journal *Pravda* (Vérité). — Et alors? — Et tu ne connais pas la parole *La Vérité ne dit pas la vérité?* — Et où est la vérité? — Dans ce que tu vois et dans ce que tu entends tous les jours. »

A cela s'ajoute l'éternelle résignation de ce peuple qui va de l'acceptation de toutes les choses qui ne marchent pas, et pour l'amélioration desquelles seules la bombe serait efficace, jusqu'au mépris de la mort le plus complet. « Vassia ne répond pas. Son regard est absent. Et j'insiste : Alors, selon toi que faire? — Eh bien, je vais te le dire. Une bombe et que tout soit fini, qu'on n'en parle plus. Voilà ce qu'il faudrait faire. — Ce serait trop facile. — Non, ce ne serait pas facile. Il faudrait du courage. — Mais ce n'est pas le courage qui vous manque à vous autres, Russes. — Oui, à la guerre, nous en avons, parce qu'il s'agit de la mort. Nous aimons serrer la main à la mort. »

Enfin c'est le sens humain des Russes, capable d'atteindre à la poésie la plus profonde. Un jour, l'auteur devenu lampiste est envoyé pour distribuer ses lampes

aux ouvriers de la mine XI; les ouvriers de la mine XI sont des forçats. Et l'un d'eux, en recevant sa mauvaise lampe, dit : « Telle cette lumière, telle notre vie. » Un autre jour, alors qu'il revient du travail, le narrateur s'arrête pour boire un verre d'eau tirée d'une fosse; mais son amertume l'oblige à la cracher. Et une vieille femme qui l'a vu : « Elle est amère, l'eau, n'est-ce pas? Et pourquoi ne voudrais-tu pas qu'elle fût amère, si notre vie à tous est amère aussi? »

Les deux mondes séparés d'aujourd'hui paraissent sans références l'un à l'autre; et nous nous trouvons plus à notre aise dans l'*Enfer* de Dante que dans le monde qui n'est pas le nôtre. — Car les damnés qui habitent cet enfer s'y trouvent plongés pour des motifs qui ne sont que trop humains. Nous nous reconnaissons en eux. Les modernes dictateurs, s'ils ne tiennent aucun compte de nos mérites, en tiennent peut-être encore moins de nos fautes. Sommes-nous condamnés par eux? C'est parce que nous existons, et non parce que nous sommes pécheurs. Ou, si l'on veut, ils nous rendent conscients d'une sorte de péché originel, sans rachat possible.

Combien il est alors émouvant et réconfortant de voir qu'à travers les régimes qui tentent de neutraliser l'homme, celui-ci reste fidèle à lui-même et à sa noble origine. Malgré tous leurs efforts et leurs apparents succès, les dictateurs n'arrivent pas à modifier profondément la nature de l'homme. Il y a encore en Russie (et peut-être même y sont-ils très nombreux) des êtres qui se soucient assez peu du bien général et qui pensent avant tout à faire le bien à l'homme qu'ils rencontrent, c'est-à-dire à leur prochain.

*
* *

Peu de temps avant *Mon ami Vassia* a paru *La Vingt-*

cinquième Heure de Virgil Gheorghiu, livre qui a déjà fait un certain bruit. L'aventure de Iohann Moritz qui, pendant les dix années que nous venons de vivre, a passé successivement dans treize camps de concentration, enfermé tour à tour par les pays ennemis ou alliés, et qui, durant tout ce laps de temps, ne fut libre que pendant dix-huit heures, prend une singulière valeur de démonstration; je dis de démonstration, plus que de conviction. La fatalité mécanique à laquelle se trouve soumis le pauvre paysan roumain est trop mécanique; les mécaniques les plus perfectionnées ont des caprices ou même se détraquent. Les mécaniques de *La Vingt-cinquième Heure,* qui se promettent d'assurer le destin des hommes, se montrent trop parfaitement infaillibles. Dans la réalité de ces dix années, il y eut des événements pires encore que ceux relatés dans *La Vingt-cinquième Heure*, qui se promettent d'assurer le destin des hommes, se montrent trop parfaitement infaillibles. Dans la réalité de ces dix années, il y eut des événements pires encore que ceux relatés dans la *La Vingt-cinquième Heure;* il y en eut aussi quelques-uns de lumineux. Les actions de l'homme, malgré les apparences, n'empruntent pas toutes ce sens unique, si monotone. La réalité est d'autant plus tragique qu'elle marque justement une déchirure inattendue dans le cours des circonstances, ce qui est trop pressenti, même s'il s'agit du malheur, finit par perdre son sens tragique.

Devant les catastrophes que nous présente régulièrement l'histoire des hommes, certains esprits réagissent en déclarant que tout est mal, et que vraisemblablement tout ira toujours mal; ces esprits trouvent dans l'assombrissement qui recouvre notre temps des raisons supplémentaires pour renforcer leurs affirmations. En ce sens Iohann Moritz ressemble terriblement à Candide. Même naïveté chez tous les deux qui, à chaque instant, en fait des dupes; ils pensent que, si tout ne va pas très bien, du moins cela ira peut-être mieux. Chez tous

les deux, même sensibilité assez réduite qui les prive de toute intuition et les prédispose à cet état permanent de victime désignée. — Le récit de leurs aventures ne se conçoit pas sans une inflexibilité absolue des événements et sans un certain penchant de leur part à s'y soumettre. Ni Candide, ni Iohann Moritz n'appartiennent à la race de ceux qui tentent de s'évader.

Candide et *La Vingt-cinquième Heure* sont le résultat d'une crise de nerfs. Voltaire s'est plu à le dire. Et si l'on en doutait dans le cas de Virgil Gheorghiu, la lecture des quelques pages parues sous le titre *Le Canada n'a pas voulu m'acheter*[2] suffirait à le prouver. Crise de nerfs encore plus explicable d'ailleurs chez celui qui a failli mourir de faim que chez le philosophe de Ferney, sensible à certains délices du siècle.

Candide et *La Vingt-cinquième Heure* correspondent à une crispation de l'homme, et leur efficacité d'action en est d'autant plus certaine. *Mon ami Vassia* a été écrit dans un mouvement de détente, et, disons-le, d'amour; et je pense qu'en fin de compte un tel mouvement est encore plus utile aux hommes.

JEAN MOUTON.

Azimuths.

« L'embêtant, à lire les autres journaux, c'est qu'avant de les ouvrir, vous savez ce qu'ils vont dire; avec le *Times*, c'est qu'après l'avoir fermé, vous n'êtes pas tout à fait sûr de ce qu'il a dit. Ainsi s'exprime Mgr Ronald Knox, dans un article du *Tablet* (19 nov. 1949) — qu'on retrouve dans l'hebdomadaire américain *Commonweal* (30 décembre) — faisant allusion à « l'éleusinienne obscurité » d'un article du *Times*, le

2. *La Nef*, novembre 1949.

31 octobre, où un correspondant spécial, anonyme et mystérieux, traitait de vaste sujet : « le catholicisme aujourd'hui — les relations entre Rome et le monde chrétien ». Il y était question de la menace communiste, des forces et faiblesses du catholicisme, et de l'opportunité pour lui, en cette année sainte, de chercher avec la coopération des hérétiques et schismatiques, les moyens et manières d'amener à l'existence une nouvelle chrétienté. Je suis heureux que Mgr Knox, expert à traduire les pensées des autres, et même celles du Saint-Esprit, avec originalité, me permette d'attribuer, à autre chose que mon inexpérience d'étranger, le sentiment que j'éprouvai à la lecture du *Times*. J'avais l'impression que l'article « chassait », et, en particulier, qu'on ne voyait pas si la poussée marxiste fournissait seulement l'occasion d'un nouvel effort œcuménique, ou si elle exigeait une alliance sociale-chrétienne de tous les croyants en une sorte de chrétienté nouvelle. Mais rien ne vaut, pour passionner la discussion, un exposé légèrement confus. Du 3 au 29 novembre, les « Lettres à l'éditeur », cette rubrique familière aux publications anglo-saxonnes, où l'on peut voir le dernier refuge et la plus haute expression de la démocratie non-populaire, gonflèrent les colonnes du *Times*. Anglicans, non conformistes, et chez les catholiques, laïcs, convertis, bénédictins, évêques, jésuites, théologiens, y allèrent de leur contribution, tantôt commentant les propositions du correspondant spécial, tantôt les réflexions des correspondants non-spéciaux, les uns en appelant aux faits, les autres aux textes, certains avec onction, d'autres avec acribie, d'autres envoyant, comme dit Newman, leur rameau d'olivier avec une catapulte, ou seulement au bout d'une crosse. Ajoutez-y une série parallèle dans les colonnes du *Tablet* jusqu'au milieu de janvier, divers papiers dans des journaux, dont *La Croix*, enfin un éditorial de la revue autrichienne *Wort und Wahrheit* (janv. 1950, pp. 1-4) et vous aurez une idée, d'une part

des remous causés par le *Times*, non apaisés par sa conclusion du 29 novembre, d'autre part des diverses interprétations données à ses propositions.

La plupart des Anglais y ont vu surtout le problème de l'union des Églises, ou comme disent les catholiques, de la Réunion à l'Église. On en est vite venu à la casuistique. Un catholique peut-il dire le *Notre Père* avec un anglican ? Un catholique peut-il accepter la bénédiction d'un évêque anglican ? Jusqu'où peut aller, et va pratiquement la coopération dans les problèmes sociaux et politiques ? A ces questions, l'évêque auxiliaire du cardinal Griffin, l'assomptionniste Beck, qui jouit d'une très grande autorité, a répondu avec netteté, et désillusion. Les temps du cardinal Hinsley et de l'archevêque Temple, de l'essor de « sivord of the spirit » semblent révolus. La discussion officielle ou même officieuse n'est guère encouragée. Il serait intéressant de comparer aux réactions anglaises les réactions assez différentes de catholiques de pays où les problèmes se posent avec la même ampleur, comme l'Allemagne, et de chercher les mobiles et les motifs de ces divers comportements. Mais je n'en ai pas la place.

Les observateurs de pays à majorité catholique, ceux de *Wort und Wahrheit* par exemple, ont davantage mis en relief ce qui n'a été chez les Anglais qu'allusion. Ce problème d'une nouvelle chrétienté, comme réplique au communisme 1950, sera-t-il une année sainte au sens où l'ont été 1095, 1146 ou 1571 ? L'éditorialiste autrichien ne semble guère le désirer.

Faire évoluer la foi en une idéologie occidentale serait la dépouiller de son essence, et, par là, de sa réalité et de sa force... L'Église doit se conserver la pleine et souveraine liberté dont elle a besoin afin de pouvoir servir uniquement son unique Seigneur... Elle doit dire la parole de vérité, que l'occasion soit ou non favorable.

L'Église ne deviendra pas un parti dans la politique mondiale. Dans la lutte politique, il n'y a aucun front

à posséder tous les droits, aucun à posséder tous les torts. Toujours se mêlent le juste et l'injuste. Le chrétien peut, devant sa propre responsabilité, en faire la balance, et s'engager jusqu'à la mort en ce qui lui paraît le meilleur. L'Église, par contre, ne peut jamais se lier de la même façon à une réalité de ce monde. Certes, elle bénit tout bon combat, ou mieux toute volonté bonne dans le bon combat, mais elle demeure libre; passer entièrement à un parti serait pour elle abandonner le Christ; car cela signifierait pour elle sanctionner l'injustice inévitable de ce parti. Les intérêts mondains que représente tout parti, fût-ce en une guerre de religion, recevraient d'un oui global dit par l'Église à ce groupe, une approbation religieuse qui serait contraire à son essence...

Cela ne signifie pas que l'Église veuille jamais abandonner la lutte contre la foi communiste, et la pseudo-religion marxiste. Mais elle ne se laisse pas coordonner, encore moins subordonner, aux forces mondiales en lutte contre l'Est ou le Kominform. Elle a un autre but : la Vérité, non la Puissance, et elle se sert d'autres moyens, purement spirituels. Sa lutte contre le communisme a commencé avant celle des forces mondaines... et elle durera plus longtemps... car Rome sait que des idéologies ne se laissent pas réduire simplement par la violente réduction de leurs conséquences...

L'Église n'aurait-elle donc pas un intérêt fondamental à l'unité politique et culturelle du monde à venir ? Cette unité en devenir est un témoignage d'une sécularisation universelle, un fruit de la technique déchaînée, de l'expansion du système économico-social du XIXe, du nivellement extérieur des conditions de vie; elle est de conception prométhéenne non apostolique. Et elle n'est pas seulement matérialiste, extérieure, « cybernétique » : elle veut aussi unifier les conceptions. Sur la façon de l'assurer, ni l'Est ni l'Ouest ne sont d'accord. Mais ni l'un ni l'autre ne répondent en ce point à la

vérité catholique. L'Est présente ici une théorie scientifique promue en quasi-religion, ou mieux, une prophétie sécularisée déguisée en science... avec index, anathèmes, procès d'inquisition, synodes, conversions forcées, guerres saintes, mission mondiale et califat. L'ouest n'offre... que les restes neutres d'une chrétienté sécularisée... L'Église place ses espérances ni dans l'orientale, ni dans l'ocidentale unité du monde, mais seulement dans les desseins de Dieu...

A.-Z. SERRAND.

Le mois de janvier

Allemagne. — La visite de M. Schuman en Allemagne (12-17 janvier) est l'occasion pour M. Adenauer d'élever des revendications au sujet de la Sarre. Cependant le traité de commerce franco-allemand est signé à la fin du mois.

En *Chine*, les communistes auraient débarqué dans l'île de Haïnan. Après l'Inde et le Pakistan, la Grande-Bretagne reconnaît le gouvernement de Mao-Tsé-Tung; celui-ci, prolongeant son séjour à Moscou, demande des crédits à l'U.R.S.S. et recherche son appui en Extrême-Orient. Un traité d'amitié entre les deux pays serait imminent. Les communistes chinois occupent à Pékin le Consulat américain et les locaux français. — La dénonciation par le Kominform des déviations du leader japonais communiste Nozaka donne à certains l'espoir de la naissance d'un « titisme jaune », mais M. Nozaka fait amende honorable.

Viet-Nam. — Le gouvernement de Mao-Tsé-Tung reconnaît, le 20, le gouvernement de Ho-Chi-Minh. M. Jessup transmet à Bao-Daï les vœux de M. Acheson, prélude à la reconnaissance par l'Amérique du gouvernement viet-nahmien. Le 31, l'U.R.S.S. reconnaît à son tour Ho-Chi-Minh, tandis que le gouvernement anglais reconnaîtra Bao-Daï.

En *Indonésie* le parti terroriste Dar Ul entreprend une série d'attentats contre le gouvernement de la nouvelle

République. — Dans l'*Inde*, M. Rajendra Prasad est élu président de la République qui est proclamée le 26.

Le *Commonwealth* tient sa réunion à Colombo (Ceylan) et envisage les moyens de lutter en Extrême-Orient contre le communisme par des réformes économiques appropriées.

O.N.U. — M. Malik, délégué de l'U.R.S.S., quitte, en protestant contre la présence du délégué nationaliste chinois, le Conseil de Sécurité qui se met en veilleuse.

U.S.A. — Au début de l'année le président Truman lit un message plein d'optimisme sur l'avenir des États-Unis et affirme son intention de continuer l'aide à l'Europe et de l'étendre à la Chine et à l'Extrême-Orient. Les États-Unis se déclarent disposés à envoyer une ambassade à Madrid.

Les 27, les huit pays bénéficiaires du pacte d'assistance militaire signent des accords bi-latéraux à Washington.

A *Berlin*, un petit blocus des chemins de fer recommence. — l'U.R.S.S. se refuse à signer le traité avec l'Autriche. — L'*Angleterre* fixe au 23 février les élections générales. — En *Belgique* éclate un scandale financier. — En *Italie*, à la suite des sanglants incidents de Modène et de la grève générale déclenchée en guise de protestation, M. de Gasperi remet sa démission le 12 et forme un nouveau cabinet, dont la politique s'annonce difficile. — En *Grèce*, après la démission du cabinet, M. Théotokis est chargé de former un cabinet qui préparera les élections. — La réunion de l'*O.E.C.E.* est inaugurée le 26 au château de La Muette.

En *Égypte*, le wafd emporte 225 sièges sur 319. A son retour de Colombo M. Bevin s'arrête au Caire.

Le 1er janvier l'U.R.S.S. remet au *gouvernement finlandais* une note réclamant les criminels de guerre; M. Paasikivi est réélu président de la République. — En *Pologne*, plusieurs prêtres sont condamnés; la guerre froide avec la France continue; l'Institut français est fermé. — En *Tchécoslovaquie*, le code sur le mariage, rendant le divorce impossible. — La *Yougoslavie* entre au Conseil de Sécurité.

France. — Le 17, l'affaire Revers-Maast est discutée au Parlement; le conflit entre la Sécurité sociale et les groupements médicaux s'aggrave; les discussions sur la reconduction de la prime et les conventions collectives continuent; la C.G.T. organise l'agitation à Marseille et dans la région, ainsi que plusieurs « grèves-surprises », à Paris dans les transports en commun, et à travers le pays dans les chemins de fer.

PAUL GADENNE
ENTRE LE MONDE ET NOUS

A notre gauche, un roman qui veut être le mond beaucoup plus qu'il ne se contente de glisser en lui qui réapparaît sous la forme d'un document brut; notre droite, un roman qui veut être un monde par culier, qui n'a donc pas seulement pour but de fuir terre et qui ressuscite d'entre les constellations so l'apparence d'une surhumanité. Autrement dit, le Ma du roman et le Mallarmé du roman, Jean Malaquais Maurice Blanchot, plantés comme des bornes aux limit d'une région que la Critique s'applique à dépeind désertique et glacée.

Je ne dirais rien de Paul Gadenne si ce schéma, ple de vraisemblance et de commodité, recouvrait tout roman contemporain; je n'en dirais rien non plus si ne pensais de lui qu'il est un très grand romancie clairement placé au-dessus de la plupart des noms q l'actualité mesure et démesure. Dès que Paul Gaden m'eut fait sentir la pauvreté des classifications les pl perfectionnées, dès qu'il m'eut délivré de la Critiq professionnelle en me forçant à la rare innocence d'a mer, je fus certain de posséder avec lui une qualité littérature sans aucune possibilité de lui trouver d semblables.

Telle est la naïveté de celui qui se met à lire dans solitude, à l'écart des idéologies numérotantes, comp ratives et boursouflées : elle le rend à la littérature, cette chose qu'un millier de Français ont pour métier pourfendre.

Paul Gadenne est né je ne sais où; il a un âge q

j'ignore; son arrière-grand-mère m'est inconnue, comme la profession de son père et les antécédents de ses oncles. Mais il est l'auteur de quatre romans[1].

Le vent noir est un feuilleton appliqué qui vous offre une géographie de Paris, quartier par quartier, aussi médiocrement balzacienne que fatiganie. La rue profonde est l'histoire de la création d'un poème, relevant à s'y méprendre de la très banale crise de sujets. L'avenue est le roman d'un sculpteur réfugié en province et qui découvre une carcasse sur le bord d'une route, la carcasse étant celle d'un bâtiment inachevé. Nous voici, sur le seuil du roman, reçus par l'Ennui, sans grande pompe ni rhétorique, et sèchement introduits. C'est ainsi que commence toujours Paul Gadenne. Il n'est pas engageant, il est à peine poli. Je suppose qu'il a perdu de cette façon trente mille lecteurs, mais je suis sûr qu'il n'y peut rien changer.

C'est qu'il finit par vous empoigner aux entrailles, ayant pris la peine d'accumuler avec une invisible méthode tous les éléments de sa propre multiple incarnation. Une fois rassemblée la jaune, tout cela s'ébranle et tambourine vos tempes. Il y a, en lui, toujours, le mariage de deux rythmes, l'un très lent, l'autre haletant et immergeant le premier. Le premier provient de ce qu'il ne se passe rien et que les personnages ne font que passer, le second que ces personnages ne font que marcher et ce sont leurs pas, le bruit de leurs semelles sur le pavé qui scandent la tragédie. On voit bien, ensuite, qu'ils la constituent, on voit bien que ce sont les promenades de Luc ou de Marcelle[2] ou d'Antoine[3] qui font le grand balancement de leur lave secrète. On ne peut douter, plus tard, que ces marches se terminent

1. Siloé. Gallimard. 1941. Le vent noir. Julliard. 1947. La rue profonde. Gallimard. 1949. L'avenue. Julliard. 1949.
2. Le vent noir.
3. L'avenue.

toujours, pour reprendre force, dans la Rencontre, et qu'une mythologie de la Rencontre forme l'ossature du monde de Gadenne. Mais cette Rencontre se situe au-delà d'un absurde clair et impénétrable, à travers lequel on marche, dans le balancement des pas et celui qui fait osciller l'esprit entre une œuvre ou un amour pleins de leurs limitations et quelque chose qui fait éclater les limites.

La Rencontre n'aura pas lieu. Entre l'Ève d'Antoine et la Construction de l'avenue, le balancier ne pourra que s'étouffer dans l'ouate de l'absurdité ou le feu. Entre Luc et Marcelle, il ne s'arrêtera que freiné par le sang : car Luc et Marcelle s'aiment trop pour pouvoir se le prouver, mais se le prouvent assez pour cesser de s'aimer.

Que Paul Gadenne conserve, au milieu des rythmes forcenés, celui de la Lenteur et qu'il attache encore tout son prix à la noblesse d'écrire, il y a de quoi en faire un aristocrate coupé de notre temps. A l'âge de la mort de la littérature, à l'époque où l'action humaine abolit l'acte de l'art, serait-il cet ermite dérisoire?

Or, Paul Gadenne est avec nous parce qu'il est en nous, parce qu'il préserve une part de nous-mêmes. Il est celui qui sauve non pas la littérature, mais l'art, et non à partir d'un art dévalué, mais d'un homme revalué; il est celui qui provoque la transposition de l'acte de l'homme en acte de l'écrivain créant un homme de chair et de grandeur[4]*. Paul Gadenne n'est pas l'Étranger. Peut-être est-il notre Aveu, s'il est vrai que nous tenons encore, mais honteusement, à vouloir écouter des histoires auxquelles il ne suffit pas d'abdiquer devant l'Histoire ni de s'opposer à elle.*

GABRIEL VENAISSIN.

4. Cf. le très bel article de Paul Gadenne sur Malraux, « La littérature devant le bourreau », *Bulletin de la Guilde du livre.*

THEATRE

« Nous ne sommes pas de ce monde : nous sommes les justes. » « Ceux qui aiment vraiment la justice n'ont pas droit à l'amour. » « Je n'aime pas la vie, mais la justice qui est au-dessus de la vie. » « La liberté est un bagne aussi longtemps qu'un seul homme est asservi sur la terre. » « Un vrai révolutionnaire ne peut pas s'aimer. » Et puis voici que d'autres « justes » parlent sur un autre ton : « Il n'y a pas de bonheur dans la haine »; « il y a un honneur dans la Révolution »...

Et pour sauver cet honneur dans la Révolution, un « juste » renonce à tuer le grand-duc Serge parce que la bombe tuera aussi deux enfants. Et lorsque ce « juste » a tué le grand-duc Serge, il sait que son propre supplice est la condition mystérieuse de cet honneur.

L'humanisme frémissant et tendu de M. Albert Camus donne à ce drame une signification qui a été parfaitement exprimée par M. Thierry Maulnier dans son article du *Figaro littéraire* : « J'admets que la pièce d'Albert Camus ne satisfasse pas dans toutes ses parties aux exigences de la bonne technique dramatique. Mais il me semble que, où où elle situe le débat, des questions de technique dramatique posées à son sujet ne peuvent que le restreindre. » Les personnages sont moins des individualités concrètes que des types ou, plus exactement, les individualités concrètes laissent trop apercevoir le type qui leur sert d'armature : il y a le révolutionnaire dont la pureté est dureté, il y a le révolutionnaire dont la pureté transcende la dureté, il y a le révolutionnaire en qui la pureté veut s'unir à l'amour. Il est trop certain que le problème envahit le drame et le transpose en dialectique : ainsi, au dernier acte, lorsque les « justes » méditent en commun sur la mort de leur camarade qui vient d'être pendu. Ces réserves, d'ailleurs, multiplient les raisons d'admirer l'interprétation, en com-

mençant par Mlle Maria Casarès et M. Yves Brainville dans le rôle du « dur » dont le jeu répond exactement à l'art de Camus, à cette simplicité de *L'Étranger* qui suggère la troisième dimension du drame dans une inexprimable impression de densité.

La position de l'auteur semble double. D'une part, il reste fidèle à ces révolutionnaires de 1905, en qui il se plaît à voir la passion sacrée de la justice, une « mystique » sans « politique » et par-delà toutes les polices. D'autre part, à ce niveau, un drame surgit, un drame qui ne peut surgir qu'à ce niveau : y a-t-il un péché révolutionnaire de « l'humain, trop humain » ? Impossible de ne pas se poser la question au moment où la fin implique le meurtre comme moyen.

Si nous comprenons bien M. Albert Camus, il faudrait traduire : depuis quelques années, le monde connaît des révolutions qui sont essentiellement des techniques; de là cette « crise de l'homme » avec « une montée de la terreur due à une série de jugements de valeur en fonction de la réussite et de l'efficacité », comme il le disait dans un entretien dont *La Vie Intellectuelle* d'avril 1949 rapportait l'essentiel; dans cette perspective, le drame des « justes » disparaît et l'on doit même se demander : « Mais où sont les justes d'antan ? » La pièce présentée au Théâtre Hébertot nous conduit parmi ces « justes » authentiques et, du même coup, retrouve la question à laquelle l'avant-propos de l'auteur donne sa formule décisive : « Se mettre en accord avec le meurtre. »

Caïn cherche un alibi et il le trouve dans le bonheur des enfants d'Abel comme des siens. Tel semble être le problème de l'humanisme qui sacrifie l'homme concret d'aujourd'hui à l'homme possible de demain; l'avenir comme lieu des essences remplace l'entendement divin; l'existant est subordonné au mythe de l'essence déguisée en existant futur. Que deviennent alors « le devoir de tuer » et « le droit de tuer » devant cette simple question d'un « juste » : « et s'il mourait pour rien ? »

En quittant le Théâtre Hébertot, les personnages d'Albert Camus nous accompagnent, avec le regard douloureusement étrange de M. Michel Bouquet et les larmes de Mlle Casarès; ils nous demandent de méditer sur le thème de « la mort pour rien » et ils nous disent qu'un nouveau Pascal devrait bien nous apprendre « l'homme sensible au cœur ».

HENRI GOUHIER.

CINEMA

Les deux tendances qui s'affrontent parmi ceux qui s'intéressent sérieusement au cinéma semblent devoir se réconcilier avec un film comme le *Procès Paradine*. Ceux qui se pâment devant un beau travelling et qu'on accuse parfois de *formalisme* ne peuvent manquer d'apprécier l'extrême virtuosité dont Hitchcock est coutumier et qu'il exerce ici pour renouveler un sujet souvent traité : le récit d'un procès en Cour d'assises. Ceux qui ne retiennent d'un film que son *sujet* et n'apprécient le cinéma que dans la mesure où il rivalise avec le roman d'analyse ou le théâtre psychologique trouveront dans ce film tous les éléments d'un roman de Bourget ou d'une pièce de Bernstein. Cette rencontre d'un sujet « sérieux » et d'une technique brillante fait du film de Hitchcock autre chose qu'un simple exercice de virtuosité ou qu'un vulgaire drame bourgeois. Le *Procès Paradine* est une des réussites du cinéma psychologique.

Non que la psychologie de ces personnages ne soit pas parfois contestable. Mais ils ont le mérite de ne pas être seulement des caractères stéréotypés dont on nous donnerait au début la définition pour ensuite en tirer toutes les conséquences logiques et prévisibles — comme c'est le cas dans tant de films (et tant de romans feuilletons). Mrs Paradine (Alida Valli) est arrêtée; on la soupçonne d'avoir empoisonné son mari, un officier supérieur, aveugle de guerre. Elle sera défendue par Keane (Grégory Peck), un jeune et brillant avocat d'assises. Voilà deux personnages sympathiques : une belle veuve du meilleur monde, un jeune avocat intelligent. Au cours du film, nous verrons Mrs Paradine séduire son avocat avec un art consommé sans qu'un mot soit prononcé entre eux. Nous verrons Keane négliger sa femme qu'il aime et charger sans preuves, au procès, le valet de chambre Lamour (Pierre Jourdan), pour sauver à tout prix sa cliente, avec laquelle il partirait volontiers. Pour une fois, au cinéma, les méchants n'ont pas la tête de l'emploi et l'habit ne fait pas le moine. Cette évolution psychologique est marquée avec une justesse et une discrétion frappantes. Ahn Todd incarne avec beaucoup de vérité la femme de Keane, qui assiste impuissante à la montée de cette passion au dé-

but presque inconsciente. L'étonnant Charles Laughton personnifie une figure puissante de juge sadique et répugnant.

Tous ces êtres ne sont pas seulement vivants mais vrais. Hollywood, pour porter à l'écran ce sujet typiquement anglais, a voulu rivaliser avec le vérisme italien; les extérieurs ont été tournés à Londres même. Les scènes dans la prison où Keane va voir sa cliente ont été reconstituées avec une exactitude minutieuse et l'on a fait venir en Amérique, pour plus de sûreté, un vétéran des gardiens de la vieille prison anglaise d'Old Bailey. Les perruques des juges et des avocats anglais ont été commandées chez le spécialiste londonien qui fabriqua les véritables perruques du personnel judiciaire. La leçon donnée au cinéma par plusieurs films européens dans le domaine de l'interprétation n'a pas été perdue non plus : les acteurs ont la nationalité de leur personnage; le rôle de Mrs Paradine, qui est italienne, est joué par une Italienne, celui du juge par un Anglais, celui du valet de chambre canadien français par un Français. Quant à Grégory Peck, il a pris, paraît-il, des leçons de prononciation anglaise et joue « très anglais ». Il faut entendre ce film en version originale pour apprécier toute la vérité qu'apportent à l'intrigue ces différences d'accents.

La maîtrise de la caméra et le talent de mise en scène dont Hitchcock a donné parfois des démonstrations toutes gratuites servent ici admirablement le sujet. Le montage des images pendant les scènes du procès est un modèle du genre. Hitchcock a, paraît-il, fait tourner certaines de ses scènes simultanément par plusieurs caméras pour choisir ensuite le point de vue le plus intéressant. Le résultat est d'une précision et d'une sûreté admirables. Chaque image apporte un détail saisissant, un aspect nouveau indispensable à la pleine compréhension de l'intrigue. Un des meilleurs moments est sans doute l'introduction comme témoin du valet de chambre. Nous ne l'avons jamais vu en présence de Mrs Paradine. Quand il entre, elle ne détourne même pas la tête (*pour ne pas se trahir*), mais un travelling nous permet de suivre le déplacement du personnage, en gardant dans l'image de Mrs Paradine immobile, sans un geste de sa part, sans un mot, par la seule force d'expression de la mise en images, nous *sentons* qu'elle désire intensément le regarder et qu'elle s'interdit de le faire pour ne pas se trahir.

Les limites du film sont les limites même du sujet, un jeu conventionnel sans doute et qui évoque plutôt les noms de Bourget et de Bernstein (déjà nommés) que ceux des plus

grands analystes du cœur humain. Pourtant l'appropriation parfaite de la forme au fond, la vérité et la justesse de la mise en scène et du jeu des acteurs font du *Procès Paradine* un film qu'il faut voir pour apercevoir, en extrapolant un peu, ce dont le cinéma est capable.

J.-P. CHARTIER.

LIVRES REÇUS

RELIGION

1. — *Ecriture sainte.*

Joseph COPPENS : *Les harmonies des deux Testaments.* Casterman, 16 × 24, 148 pp., 50 fr. belges.

E. HOSKYNS et F. N. DAVEY : *L'énigme du Nouveau Testament.* Delachaux et Niestlé, 18,5 × 13, 228 pp., 5 fr. 75 suisses.

J. TOUZARD : *Grammaire hébraïque abrégée.* Gabalda, 14 × 23, 150 pp.

2. — *Théologie.*

René DRAGUET : *Les Pères du désert* (textes choisis et présentés). Plon, 14 × 20, 334 pp.

H.-M. MANTEAU-BONAMY, O. P. : *Maternité divine et Incarnation.* Vrin, 16,5 × 25, 256 pp.

Jacques-François THOMAS : *La Querelle de l'Unigenitus.* Encyclopédie française, 14,5 × 23, 264 pp., 660 fr.

3. — *Histoire de l'Eglise.*

Fernand HAYWARD : *Le Pape et la cité pontificale.* Durassié, 19 × 12, 128 pp., 180 fr.

Charles LEDRE : *L'Eglise de France sous la Révolution.* Robert Laffont, 14 × 19,5, 324 pp.

Dom Charles POULET : *Histoire de l'Église de France.* Beauchesne, 15 × 20, 442 pp.

4. — *Spiritualité.*

Chanoine J. LECLERCQ : *Dialogue de l'homme et de Dieu.* Casterman, 13 × 20, 244 pp.

Raoul Plus, S. J. : *L'entrée dans la Maison du Père.* Apostolat de la Prière, 12 × 18,5, 126 pp.
Jean le Presbytre : *A la croisée des chemins.* Casterman, 13 × 20, 224 pp.
Jean Vieujean : *L'Essence du christianisme et de l'esprit chrétien.* Casterman, 18,5 × 12, 80 pp., 120 fr.
— *La religion, reine des activités humaines.* Casterman, 18,5 × 12, 88 pp., 120 fr.
— *Les défigurations de la religion chrétienne.* Casterman, 18,5 × 12, 80 pp., 120 fr.

5. — *Hagiographie.*

Marie André : *L'angélique Maria Goretti.* Apostolat de la Prière, 12,5 × 16,5, 88 pp.
Gaëtan Bernoville : *Émilie de Villeneuve.* Grasset, 12 × 18,5, 288 pp., 360 fr.
Geneviève Duhamelet : *Sainte Bernadette de Lourdes.* Librairie de l'Arc, 12 × 15,5, 40 pp.
— *Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus.* Librairie de l'Arc, 12 × 15,5, 40 pp.
St.-M. Gillet, O. P. : *Thomas d'Aquin.* Dunod, 18,5 × 12, 284 pp.

6. — *Missions.*

Georges Hardy : *Le Révérend Père Aupiais.* Larose, 12 × 19, 320 pp., 425 fr.
Roger Buliard, O.M.I. : *Inuk* — « Au dos de la terre ». Ed. Saint-Germain, 14 × 20, 364 pp.

Philosophie

Marcel de Corte : *Essai sur la fin d'une civilisation.* Librairie de Médicis, 14 × 19, 252 pp., 450 fr.
Jean Guitton : *L'existence temporelle.* Aubier, 14 × 23, 192 pp.
Johannes Hirschberger : *Geschichte der Philosophie*, vol. 1, Altertum und Mittelalter. Verlag Herder Freiburg, 15 × 22, 478 pp.
Daniel Lagache : *L'unité de la psychologie.* P.U.F, 19 × 12, 64 pp., 150 fr.
Henri Lefebvre : *Diderot.* Hier et Aujourd'hui, 12 × 19, 312 pp.
Emmanuel Mounier : *Le personnalisme.* P.U.F., 11,5 × 17,5, 136 pp.
Max Muller : *Existenzphilosophie im Geistigen Leben der Gegenwart.* F. H. Kerle Verlag Heidelberg, 12 × 19, 116 pp.
Jacques Paliard : *Pensée implicite et perception visuelle.* P.U.F., 18,5 × 12, 178 pp., 200 fr.
Jean Piaget : *Traité de logique.* Armand Colin, 14,5 × 23, 424 pp.
Pius Servien : *Hasard et Probabilités.* P.U.F., 19 × 12, 140 pp., 200 fr.
Roger Verneaux : *Leçons sur l'Existentialisme et ses formes principales.* Téqui, 14 × 23, 232 pp., 600 fr.

Karl Barth

Cet homme considérable, on ne le connaît guère encore, en France, que dans les « sphères », comme on dit, peu volumineuses, des théologiens et des philosophes. C'est pourtant quelqu'un dont la présence parmi nous n'est pas d'un prix chétif, quelqu'un dont la parole n'a pas fini de retentir. Il est suisse, mais c'est en Allemagne surtout que son renom est grand. Il n'y compte pas que des amis; révoqué, expulsé en 1935, il y a été maudit par l'hitlérisme, et ses disciples y ont connu la persécution. Aujourd'hui même, en Suisse, ce n'est pas seulement sa théologie qui suscite d'âcres oppositions, mais son indépendance, sa lucidité, ce refus qui est en lui d'entrer dans tel jeu où l'on voudrait l'induire.

Je l'entendais, en septembre dernier, à Genève, dans cette énorme salle de la Réformation, où se déroulait l'une des conférences des « Rencontres internationales ». Trop souvent, dans ces « Rencontres » — je ne voudrais contrister personne —, trop souvent des fleurs en papier, et cette « sciure de bois » dont parle quelque part, avec une saine horreur, Claudel. Avec Karl Barth, au lieu de ce verbiage et de cette poussière et de ce néant, au lieu de ces aliments pour rire et de ces fausses

viandes incomestibles, une nourriture enfin concrète et l'irruption de l'authentique. Barth était à la tribune, tout seul sur ce podium très vaste. Athlétique, carré, le poil gris, offensif, il avait l'air d'un vieil auroch campé au seuil de sa caverne. Son sujet ? « L'actualité du message chrétien. » D'une bouche lente et plus accoutumée à l'allemand qu'au français, mâchant puissamment les syllabes, lourd et fin, massif et sagace, debout dans sa certitude et dans sa force, il énonçait des propositions qui nous atteignaient en plein cœur : que le « message chrétien » n'est ni un humanisme, ni un système, ni une hygiène; qu'il ne s'agit pas d'idéologie, mais d'une bonne nouvelle, simplement, de *la* Bonne Nouvelle, fulgurante; que la vérité sur notre condition est claire : « L'homme a voulu aller là où il ne peut ni avancer ni respirer; il l'a voulu et il le veut encore »; qu'il ne mesure ni l'ampleur, ni le poids, ni la folie de son péché dont il éprouve pourtant chaque jour davantage l'effrayante sanction naturelle; que l'homme, tel qu'il s'est fait (ou défait), « constitue une menace sans nom contre l'homme véritable, et qu'il est devenu comme étranger à sa propre substance »; mais si la créature est infidèle, Dieu est fidèle, et il ne cesse pas d'être là, proposé, appelant, conjurant l'homme d'être heureux et de renoncer à ce Mal dont l'autre nom est Malheur.

*
* *

Ce témoin, ce confesseur, ce prophète, ce crieur de Dieu, Karl Barth — ce monsieur à lunettes, en veston, rieur, gentil, plein d'humour dans le commerce familier — c'est, pourrait-on dire, un converti. « Bête noire » du protestantisme libéral, il a été d'abord, lui

aussi, de l'école des Herrmann et des von Harnack. Dieu était pour lui jadis (il y a quelque quarante ans), à peu près comme pour Renan, la « somme des valeurs humaines », une sublimation de nos meilleures pensées, et le Christ un personnage un peu vague, abstrait à demi, incertain, mais certes un bien grand « symbole »... Le choc, l'illumination qui firent de Barth ce qu'il est se produisirent pendant la guerre de 1914-1918, et à cause de cette guerre. Barth était alors pasteur de campagne en Argovie. Un bouleversement s'opérait en lui; une tempête le déchirait, née d'un scandale : ces maîtres qu'il avait aimés et dont il répétait les leçons, ces théologiens libéraux d'Allemagne dont il avait suivi les cours avec une ardente confiance à Berlin, à Tubingen, à Marburg, il les voyait se ruant tous dans la cause pangermaniste, chantres du Kaiser et du Kronprinz, vouant leur science, leur parole et leur âme à ce qui, aux yeux de Karl Barth, était de toute évidence une abomination; ces maîtres étaient donc de faux maîtres, ces chrétiens d'inconscients imposteurs. Tout lui semblait à reprendre. Une doctrine qui conduisait là ne pouvait être qu'un mensonge. Et Barth se mit à relire avec une sorte de passion tremblante ces textes qui forment le Livre, et qui sont pour un protestant la seule chose qui compte, le gisement divin, le secours exclusif, adorable et sans prix. Il s'attacha surtout à l'Épître aux Romains, interrogeant l'Apôtre ligne à ligne, cherchant à saisir sa pensée dans un mouvement pathétique de soumission et d'adhésion plénières, collant l'oreille, pour ainsi dire, à ce page où vibre la grande voix lointaine, appliquant à cet effort d'intellection tout ce qu'il pouvait avoir en lui de plus capable à la fois d'accueil et de don.

Naissait Karl Barth, le prédicateur. L'ouvrage qu'il avait écrit sur l'Épître aux Romains, le jeune docteur, pasteur de campagne, un obscur de Suisse allemande, se risque tandement à l'écrire. C'était en 1918. Le livre n'avait été tiré qu'à mille exemplaires. L'étonnement qu'il provoqua en Allemagne fut tel, Barth en fit alors une seconde édition revue, beaucoup plus longue et entièrement retendue. La même année, sans avoir passé aucun examen de doctorat, il était brusquement appelé à une chaire de théologie, et cet enseignement commençait qu'il devait poursuivre durant quatorze ans en Allemagne, de Göttingen à Munster puis à Bonn.

Tandis que le nazisme montait de toutes parts et prenait le masque d'une sorte de religion nationale, voulait se multiplier ses adeptes dans les rangs mêmes de l'Église allemande, Barth lança tout à coup la fameuse Confession de Barmen, dont les deux premiers articles étaient braqués directement sur Hitler et ses prétentions messianiques : « La parole de Jésus-Christ, telle qu'elle nous est transmise par l'Écriture sainte, est l'unique Parole de Dieu que la chrétienté ait à entendre, pour lui confier sa vie et sa mort et pour lui obéir. » Nous voulons la haute doctrine selon laquelle l'Église aurait à reconnaître comme source de la prédication hors et à côté de cette unique Parole de Dieu, d'autres événements, puissances, personnes ou vérités qui seraient tenues pour des révélations de Dieu. » Le mot était catégorique, et Barth devenait l'âme de ce refus qui sauvait, dans le protestantisme allemand, la dignité du christianisme. L'Église confessante s'organisait autour de lui. « Confessante », autrement dit l'Église debout, enseignante et militante, qui proclamait face

théologien), laisse entendre à voix haute que l'Ordre Nouveau, après tout, a du bon, ne serait-ce que comme rempart contre le péril rouge, Karl Barth, publiquement, en 1941, prend position, et demande à la jeunesse chrétienne de Suisse de ne jamais, quoi qu'il arrive, consentir à un reniement.

*
* *

Et maintenant? Maintenant, les mêmes hommes qui lui reprochaient si fort, il y a huit ans, de compromettre la neutralité helvétique, le harcèlent d'objurgations pour qu'il mêle sa voix à leurs clameurs. On attend de lui un mot d'ordre de croisade. Qu'il parle, qu'il dénonce, au nom du Christ, l'Antéchrist enfin véritable, celui qui, tout de bon cette fois, menace « l'Occident chrétien ». Barth a répondu. Un petit livre de quarante-sept pages : *L'Église entre l'Est et l'Ouest*. Trois mots résument sa pensée. On les lit (p. 27), au centre de cet opuscule décisif : « Bas les pattes! »

Vous, dit-il, que voilà aujourd'hui subitement si fougueux contre le totalitarisme et les dictatures, celle qui règne en Espagne vous déplaît si peu que vous lui assignez déjà un rôle dans vos combinaisons stratégiques. Est-ce bien contre le totalitarisme et ses méthodes (effectivement hideuses et qu'aucun chrétien ne saurait accepter) que le monde occidental entend se dresser, avec ses véhémences contre l'Est? Ce que nous voyons avec répugnance et scandale dans la Russie soviétique nous l'avons connu « depuis longtemps dans l'Empire des tsars : le despotisme asiatique avec son machiavélisme, son absence de scrupules, ses cruautés et ses horreurs »; je ne sache pas, dit Karl Barth, que nos voci-

dérateurs d'aujourd'hui aient fait montre d'une égale indignation lorsqu'il s'agissait, là-bas, non de Staline, mais des Romanov. Et, ajoute-t-il, nous autres protestants qui vénérons la mémoire de la vieille Genève, celle de Calvin, ne feignons donc point d'oublier que le régime imposé par Calvin à Genève « n'était probablement pas très différent de celui des démocraties dites populaires » (p. 33). Ici comme partout, il importe de faire des distinctions, mettant d'un côté les atrocités et de l'autre les intentions positives qui animent le système ». Il n'en va pas autrement de la Révolution française dont nous avons « laissé s'estomper dans notre souvenir les atrocités trop classiques et dont les conquêtes constituent pourtant la base même de notre civilisation ».

Allons, s'écrie le théologien bâlois, un peu d'honnêteté et de franchise! « Aussi longtemps qu'il existe, à l'Ouest, une *liberté* utilisée pour provoquer des crises économiques, une *liberté* qui permet de jeter du blé à la mer, alors que des gens meurent de faim, nous n'avons pas le droit, comme chrétiens, de dire un non inconditionnel à l'Est » (p. 35). « L'Occident chrétien? » Pas d'abus de langage, commodes à Tartufe! « Où donc se trouve l'Occident chrétien qui puisse regarder droit dans les yeux, et avec un minimum de bonne conscience, le partenaire oriental si délibérément hostile au christianisme? » L'athéisme de l'Est, d'où sort-il? Où a-t-il été puisé, « sinon chez nous, dans notre propre philosophie »? Son agnosticisme glacé « diffère-t-il tellement de cette philosophie de l'homme de la rue qui imprègne toute notre mentalité d'occidentaux et s'étale dans n'importe quel journal? » « Où donc prenons-nous le droit de parler d'un Occident chrétien et de prêcher une nou-

velle croisade? Quelle folie, et quelle hypocrisie! » (pp. 37-38).

S'il y a un « Antéchrist oriental », il y a tout aussi bien un « Antéchrist occidental » (p. 39). Et dans quelle mesure l'Est a-t-il tort lorsqu'il lève les épaules devant cet Occident, la bouche pleine de ses « valeurs spirituelles », dont peut-être il ne tient tellement à parler sans cesse que pour en faire l'écran derrière lequel il dissimule ce qu'il cherche à cacher : « à savoir le fait que c'est l'argent, en réalité, qui gouverne »? Entre la Russie « démoniaque et impie », féroce aux indisciplinés, toute tendue vers le rendement, et où la créature humaine n'est plus qu'un « être économique », et l'Amérique, atroce aux hommes de couleur, impérialiste et expansionniste, et à qui la guerre, jusqu'ici du moins hors de son territoire, a permis surtout de s'enrichir et d'accroître démesurément sa puissance, entre ces deux empires, Karl Barth atteste que le chrétien n'a pas à prononcer un choix. Ce conflit « *ne nous concerne absolument pas, comme chrétien* » (p. 14). On veut nous contraindre à un cri de guerre contre l'Est? « Nous refusons d'obtempérer, et nous tenons à marquer, dès le principe, que l'Église ne se confond pas avec l'Ouest » (p. 25). La Conférence œcuménique d'Amsterdam a d'ailleurs écarté les sollicitations, pressantes et insidieuses qui l'entourèrent pour qu'elle prît parti contre la Russie communiste; et il n'est pas jusqu'à l'organe même du Vatican, *L'Osservatore Romano*, qui, tout récemment (mai 1949), n'ait déclaré en propres termes : « Le capitalisme est un péché contre nature. C'est un mal social semblable au cancer... Il est athée dans sa structure. L'or est son dieu. Le communisme, en tant que système économique et en dehors de tout

hilosophie, n'est pas contre la nature du christianisme. l ne devient antichrétien que lorsqu'il professe et ap-tique l'athéisme. »

« L'Est, écrit Barth, parle d'une justice encore dif-cilement conciliable avec la liberté, et l'Ouest parle d'une liberté encore difficilement conciliable avec la justice » (p. 43). Et c'est pourquoi, s'il faut que le hrétien s'engage temporellement — ces mots-là, c'est Genève, en septembre, qu'il les a prononcés — il dé-ndra « le personnalisme contre l'Est et le socialisme ontre l'Ouest ».

HENRI GUILLEMIN.

DU DIEU CACHE AU DIEU REVELE

Sous ce titre, nous voudrions réunir quelques ré flexions autour de trois livres récents de philosophi religieuse. Tous trois touchent par différents aspects l même problème : transcendance et immanence de Dieu comment Dieu, le Dieu de Jésus-Christ, est-il le Tou Autre, qui cependant se communique à nous par amour mais sans rien perdre de son incomparable grandeur L'humanisme moderne n'a que trop cédé à la tentatio de faire entrer Dieu lui-même, à titre de rouage, dan la vaste machine de la civilisation que l'homme a faite à son propre usage et à sa propre gloire. Mais, a terme, il s'est aperçu que de ce Dieu fallacieusemen « humanisé », il ne lui restait rien et que sa splendid machine ne broyait plus que du vide. Se passer de Dieu alors? L'homme voit assez, aujourd'hui, ce que ce donne. Revenir à un Dieu qui soit vraiment Dieu? Li chose n'est plus si facile pour une humanité habitu à faire d'elle-même la mesure de toute chose.

Karl Barth, le théologien protestant suisse, longtem professeur à Bonn et qui s'est fixé à Bâle depuis qu l'hitlérisme le chassa d'Allemagne, est peut-être cel de nos contemporains dont l'effort pour retrouver Dieu qui soit vraiment Dieu est le plus émouvant. A retentissement de sa pensée, de l'expression véhémen tout d'abord, mûrement réfléchie par la suite, qu'il lu donnée est dû presque tout ce qu'il y a de vie renouv lée dans le christianisme protestant d'aujourd'hui. Bar est venu de ce libéralisme doctrinal qui croyait êt arrivé à immerger pleinement le divin dans une co

ience humaine béatement satisfaite d'elle-même : disple d'Adolf von Harnack, de Wilhelm Hermann, collaborateur de la *Christliche Welt*. Mais cet homme a lus contribué peut-être que personne à faire retrouver sens de Dieu à une religion où l'homme, inconsciemment, en était venu à ne plus vouloir adorer que lui-même. Et pourtant, le sentiment nous étreint, à le lire, ue ce Dieu qu'un instinct religieux, chrétien, d'une déniable profondeur lui a fait retrouver, une intellience toute formée par la pensée irréligieuse contre quelle elle se révolte ne peut plus l'accueillir... La héologie de Barth est le plus saisissant des appels jetés ans la nuit vers la lumière. Mais on dirait toujours u'elle meurt au seuil du jour.

Depuis longtemps nous attendions le travail catholique qui irait à la rencontre de cette recherche, qui serait susceptible d'en embrasser toute l'ampleur, d'en sonder profondeur, qui expliquerait ses manques et comblait ses désirs. C'est dire avec quelle sympathie nous vons entrepris la lecture du livre du P. J. Hamer, O. P. : *Karl Barth*, paru récemment chez Desclée de Brouwer.

Le P. Hamer a eu le grand mérite de prendre comme ème organisateur de son étude celui, sans nul doute, ue Barth lui-même reconnaîtrait comme essentiel : le ème de la Parole de Dieu. Car tout ce que Barth a herché à faire, du milieu d'une théologie où l'on peut ire que l'homme lui-même s'écoutait parler avec ravissement, c'est à réentendre la Parole de Dieu où c'est lui ui parle, qui parle seul, qui parle en Maître souverain.

« La vérité n'est pas ce que nous pensons et disons, nais ce que Dieu a fait, fera et est en train de faire », ette formule lapidaire de son commentaire sur l'*Épître ux Romains* nous a toujours paru comme la clef de ce ue Barth voulait dire. Le scandale, le bienfaisant scanale d'une telle formule pour l'idéalisme, l'immanenisme radical auquel semblait aboutir tout l'effort du rotestantisme moderne, on ne le dira jamais assez.

Le plan du P. Hamer s'organise autour de ce thème avec une admirable clarté, dans la plus étroite fidélité, en même temps, aux articulations de la pensée barthienne. Une première partie traite de la Parole de Dieu en elle-même. Elle dégage d'abord ce que la notion que Barth s'en fait doit aux réformateurs du XVIe siècle, avec les précisions nouvelles et capitales qu'il y apporte. Elle examine alors la nature profonde de la Parole divine ainsi entendue et montre qu'elle est toute dominée par ce personnalisme divin de la Parole qui la fait toute-puissante et créatrice, toujours libre, toujours actuelle. Vient ensuite la situation qui résulte pour la Parole de son incarnation, au sens le plus large, de son entrée dans le monde du fini, qui est aussi le monde du péché. Puis, en regard, la situation de l'homme, devant la Parole ainsi à lui adressée. Cette situation est dominée par la foi; mais la foi elle-même sera nécessairement caractérisée par la même tension qui affecte la Parole divine entrée dans notre monde, tension entre l'adhésion ultime à la Parole en tant que divine et l'application immédiate à son expression en des formules et des pensées humaines.

Ce dernier chapitre fait la transition à la seconde partie où la Parole ne sera plus étudiée en elle-même, dans sa pure transcendance, mais dans l'Écriture sainte qui l'incarne pour ainsi dire. Deux chapitres étudieront successivement comment l'Écriture, toute humaine dans sa forme, peut rendre témoignage à la Parole, toute divine en elle-même, et comment l'exégèse doit se frayer les voies vers ce témoignage. Ceci nous mènera à la définition d'une exégèse proprement théologique, par opposition aux exégèses purement philologiques et historiques où les études bibliques protestantes s'étaient enlisées. Chemin faisant sera discuté le problème essentiel pour toute théologie du rôle et de la place qu'y doivent tenir les éléments de pensée philosophiques.

Une troisième partie en viendra enfin à l'élaboration de la dogmatique barthienne, trouvant sa matière dans

la prédication de l'Église. Après avoir cherché les sources de l'ecclésiologie barthienne et défini l'Église comme le lieu où la Parole est annoncée et reçue par la foi, elle précisera comment il faut comprendre, selon Barth, la prédication de l'Église, son contenu et son autorité.

Une dernière partie, de critique synthétique et de conclusions, dégage les principes barthiens, tente de les expliquer par les sources de la pensée de Barth (en insistant spécialement sur Kierkegaard) et place en regard les positions catholiques.

Un tel schéma suffirait à donner l'impression d'un effort magnifique de compréhension, de synthèse et de critique constructive. De fait, l'honnêteté, l'objectivité du travail du P. Hamer ne sont pas inférieures à sa clarté. Cependant, c'est une immense déception que ce livre nous laisse. Il ne devrait pas s'intituler *Karl Barth,* mais *Les erreurs,* ou plutôt *L'erreur de Karl Barth.* Le sous-titre suffisait, d'ailleurs, à le faire pressentir : *L'occasionalisme théologique de Karl Barth.* Vouloir ramener un homme, une pensée religieuse à une erreur, et de surcroît loger cette erreur dans une définition toute faite *a priori* d'après des cadres de pensée qui leur sont non pas tellement hostiles qu'étrangers, quelle critique plus sévère pourrait-on formuler à l'endroit du P. Hamer que de formuler ainsi son dessein en ses propres termes ? Avec cet unique objet en vue, il n'est pas étonnant que tout son livre donne la même impression que ces jugements de médecins incapables de plus voir chez l'homme autre chose que le malade, ou plus exactement que la maladie, ses symptômes et ses causes.

Notons d'ailleurs que le P. Hamer met généralement le doigt avec une sûre précision sur le point faible. Il montre sous tous ses jours la radicale insuffisance de cette théologie de la Parole, incapable d'admettre que la Parole de Dieu puisse être en aucune manière communication réelle. C'est là, incontestablement, le vice originel et inguérissable de la pensée de Barth, vice que

sa systématisation semble avoir non pas compensé, mais au contraire endurci et comme colmaté.

Nous serions assez porté à critiquer d'ailleurs l'explication historique que le P. Hamer veut en donner. Barth, éveillé par Kierkegaard à la pensée proprement théologique, n'aurait retenu de lui que son dualisme antihégélien, tout en laissant tomber son mysticisme. La logique séduisante de cette explication ne nous satisfait guère, car elle majore au point de départ, sans garantie suffisante, les quelques vagues et passagères déclarations de Barth sur le philosophe danois. Ceci, toutefois, n'est pas pour méconnaître la justesse du coup d'œil avec laquelle le P. Hamer a relevé la mauvaise conscience croissante de Barth à l'égard des origines philosophiques et existentialistes d'une pensée qui se veut directement chrétienne et biblique. Mais il nous semble plus simplement que l'impuissance congénitale de la pensée de Barth à rejoindre ce qu'elle postule tient à tout le cadre kantien qui enveloppe la genèse de cette pensée, comme de toute la pensée protestante du XIXe siècle. Jamais Barth ne s'est débarrassé de la coupure définitive entre le monde nouménal et le monde phénoménal, traduite en langage religieux par un transcendentalisme unilatéral dans la notion qu'il se fait de Dieu. Puisqu'il renonce au pélagianisme d'une religion « dans les limites de la raison », il revient à parler de Dieu, ou plutôt à souhaiter de l'entendre, et de l'entendre seul. Mais si Dieu s'oppose au monde de l'homme comme le noumène kantien au phénomène, vouloir entendre Dieu signifiera nécessairement, pour l'homme, renoncer à jamais rien entendre du tout.... Entre le monde de Dieu et le monde de l'homme, Barth dira, avec toute la force des prophètes bibliques, qu'il n'y a pas de voie ascendante, pas de voie qui monte de l'homme à Dieu. Mais, sans qu'il ose le dire ou le reconnaître jamais, dans le système auquel il tend de tout le poids mort des présupposés philosophiques dont

il n'a jamais su se débarrasser, il ne peut pas y avoir davantage une voie descendante, une voie de Dieu vers l'homme. Prétendant libérer Dieu d'un humanisme qui avait prétendu le capter dans l'immanence, Barth l'enferme avec non moins d'audace téméraire dans la prison d'une transcendance également étrangère au vrai Dieu, au Dieu de Jésus-Christ et non des philosophes et des savants. Là est le tragique de cet homme qui a voulu rendre la parole à Dieu, mais qui n'a pas su accepter qu'il dît alors ce qu'il voulait, et non point la parole vide qu'un tenace préjugé philosophique obligeait à lui mettre dans la bouche. On aurait voulu que le P. Hamer dît cela, qu'il proclamât le démenti que la Parole de Dieu réelle, historique, incarnée, dans l'Écriture et toute la tradition catholique, oppose à cette Parole purement abstraite dans le désert de laquelle meurt la théologie barthienne. Il ne semble, hélas! pas même en avoir eu l'idée, et l'on a quelque honte à lui voir opposer à Barth, comme *la* réponse catholique, les rapides exercices de philosophie scolastique (d'ailleurs d'une correction irréprochable dans leur ordre) qu'il exécute en conclusion. On ne saurait rien imaginer qui pût confirmer davantage Barth lui-même dans son invincible préjugé que la pensée catholique n'est qu'une substitution de la philosophie à l'Évangile. Lui démontrer que c'est une philosophie *vraie,* c'est vraiment lui faire la partie trop belle. Ce qu'il fallait lui répondre, c'est que c'est bien plus et bien mieux que cela : *la Parole de Dieu elle-même qu'il cherche,* et à laquelle la philosophie, comme l'homme tout entier, doit se soumettre, cela, tout cela, mais rien d'autre.

Si le P. Hamer avait adopté ce point de vue dans la réfutation, comme la sympathie lui aurait été plus facile dans l'exposé, et combien plus féconde! Ce qu'a d'authentiquement chrétien et biblique l'idée-mère de Barth : que la Parole de Dieu est active, est créatrice, est personnelle, qu'elle demeure toujours en acte dans l'Église,

etc., seul, semble-t-il, un théologien catholique pourrait, devrait le dire. Et du coup, comme nous aurions plus et mieux qu'une froide réfutation : un dialogue humain qui pourrait appeler, entraîner l'adhésion!

On ne se sera pas débarrassé de Barth quand on aura circonscrit ses faiblesses. Il n'y a pas besoin de sortir du protestantisme pour y arriver. Un Emil Brunner, pour ne citer que lui, a dit là-dessus des choses peut-être plus pertinentes que les remarques correctes du P. Hamer. Ce qu'il faudrait, c'est montrer tout ce qu'il rapporte de positif à la pensée protestante, mais comment ce positif, de lui-même, postule bien autre chose que l'arrêt dans lequel l'enferme un cadre mort et demande sa réintégration à la plénitude catholique.

Il est bien vrai qu'en conclusion le P. Hamer insiste sur la sympathie qu'il éprouve avec l'intention, sinon avec la réalisation, de la pensée barthienne. Mais cette intention, il s'est jusque-là si peu occupé de la dégager que cette conclusion, en dépit de son incontestable sincérité, fait une impression de postiche. Qu'on me pardonne une comparaison incongrue, elle seule peut rendre ce que nous avons ressenti à lire ce livre. On dirait d'un fossoyeur qui, après s'être acquitté de sa tâche avec une rigueur irréprochable mais glaciale, saisirait vivement les mains de la famille et lui dirait, dans une effusion gênante d'être si peu attendue : « Je sympathise beaucoup avec vous, vous savez!... » C'est une sympathie autrement effective qu'une pensée comme celle de Barth attend encore du théologien catholique, précisément parce que catholique.

Après avoir reposé le livre du P. Hamer, j'ai repris un autre livre publié presque en même temps que le sien par un éminent théologien anglican, le chanoine Arthur Michael Ramsey, professeur à l'Université de Durham. A. M. Ramsey, en effet, à la conférence œcuménique d'Amsterdam, l'an passé, est apparu comme le seul

théologien occidental non catholique qui pouvait sans doute s'adresser à Barth sur un pied d'égalité. Son livre, notons-le, ne contient même pas le nom de Barth et ne fait aucune allusion directe à sa pensée. Mais il me semble qu'il constitue, je ne dirai pas la meilleure réfutation, mais la meilleure réponse qu'on puisse y opposer. Il est intitulé : *The glory of God and the transfiguration of Christ*[1]. Or, s'il est un thème qui, en contre-point avec celui de la Parole de Dieu, accompagne tout le déroulement de la théologie barthienne, c'est assurément l'idée calvinienne du *Soli Deo gloria*. Que l'homme se souvienne toujours que Dieu est dans le ciel alors que lui-même est sur la terre (avec le sous-entendu implicite que ni l'homme ne peut monter au ciel ni Dieu descendre *vraiment* sur la terre), c'est ce que Barth, après Calvin, mais combien plus étroitement encore, veut mettre sous ce terme de « gloire de Dieu ». Que Dieu soit glorifié, cela voudra dire pour lui que l'homme doit être anéanti. On en vient, à le lire, à se demander si la création, dans toute la mesure où elle comporte une réalité, ne serait pas conçue implicitement comme une espèce de péché de Dieu! — comme si l'homme ne pouvait rien recevoir d'effectif de la grâce qui ne fût pour autant soustrait à Dieu. Ce que montre au contraire le beau livre, serein et profond, de Ramsey, c'est que la « gloire de Dieu », si elle désigne dans la Parole divine la réalité où s'affirme la transcendance de Dieu, n'en est pas moins également le terme même par qui s'affirme la réalité de sa communication libre et gratuite à l'humanité. La gloire de Dieu vient illuminer le regard de l'homme et non pas l'enténébrer. La gloire de Dieu, d'après saint Paul et d'après saint Jean, condescend à l'humiliation effective de la Croix de Jésus. Mais, par la Croix de Jésus, elle rayonne d'un nouvel éclat en rendant l'homme lui-même capable, dans la

1. Longmans, 1919.

participation à la puissance de la résurrection que lui donne l'Esprit, non seulement de contempler la gloire divine, mais de devenir lui-même un agent de glorification. Si l'homme, de lui-même, ne peut monter jusqu'à Dieu, Dieu est bien descendu jusqu'à lui. Et, en descendant jusqu'à lui, il a permis à l'homme de monter à son tour jusqu'à Dieu. Cela, sans doute, ce sont les perspectives eschatologiques, celles de la fin des temps. Mais, dès à présent, sous le régime de la croix où nous avons à compléter dans notre chair les souffrances du Christ pour son corps l'Église, la Transfiguration du Sauveur laisse présager, dès que la croix commence à se réaliser, ce que sera la gloire qu'elle promet. Irréfutable dans sa docilité parfaite à toutes les données de la Parole divine, un tel livre montre mieux qu'aucune discussion abstraite le seul dépassement effectif possible du barthisme. C'est une fidélité plus profonde à la Parole qui peut seule triompher d'une notion insuffisante de celle-ci.

Dire cela ne signifie nullement que nous devions rejeter comme inutile l'étude des problèmes philosophiques engagés aussi bien par la position de Barth que par celles auxquelles il s'oppose. Et ici c'est un autre livre anglican, tout juste paru, qui nous semble encore arriver à point pour fournir un exemple convaincant des méthodes vraiment constructives. Nous voulons parler de l'ouvrage d'Eric Mascall, lecturer in Theology à Christ Church College, d'Oxford : *Existence and Analogy*[2].

M. Mascall, non seulement commence par dédier son livre à « la Reine du ciel, Mère de Dieu », ce qui n'est pas très commun dans le monde anglican, mais encore, ce qui est rare même chez les anglicans catholicisants, se montre un des penseurs thomistes les plus intelligemment fidèles de notre époque. Son thomisme, en effet, semble répondre assez exactement aux vœux que for-

2. Longmans, 1949

mulait le regretté P. Sertilanges dans la conclusion de son livre sur *Le Christianisme et les Philosophies*.

Sa solide élaboration systématique est vivifiée par tous les travaux les plus récents d'exégèse de l'Ange de l'École, ouverte non seulement aux problèmes, mais aux inspirations fécondes de la pensée moderne (M. Mascall est de première formation scientifique), et de surcroît très richement informée de la tradition patristique et de tout le contexte proprement théologique de la philosophie thomiste. Tirant le plus grand parti des dernières interprétations que M. Gilson a données des textes thomistes fondamentaux et qui les rapprochent singulièrement de la pensée existentialiste moderne, E. Mascall s'attaque directement au nœud du thomisme où Barth croit pouvoir saisir le caractère définitivement profane et païen de la dogmatique catholique : l'*analogia entis*. Dans ce seul terme, Barth dénonce le dessein radicalement antiscripturaire et antichrétien de vouloir spéculer sur Dieu à partir de l'homme et du monde, de manière à absorber la Parole de Dieu elle-même dans une vision, toute naturelle en son fond, de l'univers. M. Mascall, peut-on dire, ne laisse rien subsister d'une telle méprise. L'analogie thomiste telle qu'il l'interprète, en dépendance d'une notion de l'existence qui fait de celle-ci la plus fondamentale des activités, ce qui a pour conséquence de montrer dans les existences créées l'attestation d'une activité divine toujours actuelle, n'offre plus rien qui corresponde à cette description caricaturale. Par contre, elle ouvre la créature, du fait même du rapport toujours actuel où le Créateur l'établit et la maintient avec lui-même, quand lui le veut, à cette communication mystérieuse et cependant efficace qu'est sa Parole.

S'il répond ainsi, non seulement victorieusement, mais compréhensivement à l'objection préjudicielle opposée par Barth à la pensée catholique traditionnelle, en se transportant sur son propre terrain existentialiste et en

lui reprenant des mains les armes qu'il y maniait, le livre de M. Mascall porte bien plus loin encore.

A l'autre extrémité du champ de la pensée, il est une autre vision des choses que celle de Barth et qui conteste actuellement elle aussi l'authenticité chrétienne de la synthèse catholique occidentale. C'est la pensée orthodoxe orientale, laquelle suspecte toujours le thomisme de figer dans un essentialisme sourdement rationaliste le mystère, en son foyer inaccessible, de la vie divine. D'où la protestation, reprise au palamisme, d'une pensée religieuse qui rejette la notion d'un surnaturel créé, cependant qu'elle n'admet pour l'homme qu'une participation aux « énergies » divines, refusant ainsi la vision de l'essence, fût-ce à la vie béatifique. Les mêmes principes d'explication qu'applique E. Mascall lui permettent de montrer et, croyons-nous, de dissiper, le malentendu qui gît sous cette controverse. Nous ne pouvons le suivre ici dans le passionnant dialogue qu'il institue sur la question entre un penseur oriental et un penseur catholique d'occident. Il nous semble qu'il en ressort à l'évidence que nous avons ici deux approches convergentes du même mystère, lesquelles, loin de s'exclure, s'éclairent l'une l'autre, à condition de ne pas brouiller ensemble des terminologies différentes.

En conclusion, il nous semble opportun de souligner l'heureuse et l'indépendante rencontre de ces deux derniers travaux (dont les auteurs n'appartiennent pas à notre communion) avec la plus profonde tradition catholique, dans une intelligence si aiguisée, non seulement des manques, mais aussi des points les plus solides de la pensée non catholique. Puissent-ils susciter chez les catholiques eux-mêmes une saine émulation et y réveiller un sens efficace de ce que le « catholicisme » n'est pas un « isme » parmi tous les autres, mais la plénitude trouvée ou retrouvée dans une unité transcendante.

L. Bouyer.

LIVRES

PIERRE BOURGUET : *Protestantisme et Catholicisme*. Paris, éd. « Je sers », 1949; 162 pp.; 200 fr.

M. le pasteur Bourguet entend fournir des matériaux à une comparaison objective et méthodique. L'introduction où il exprime ses intentions a paru déjà dans *Réforme* (on y décèle quelques traces d'acidité). Il formule ainsi nettement la question : « De part et d'autre, en quoi sommes-nous frères, sur quoi sommes-nous séparés ? » (p. 10.) Il a pris le parti de présenter des textes courts que le lecteur puisse sans effort comparer point par point.

Ces textes, il n'a pas voulu les demander aux théologiens, ni non plus aux documents officiels, qui se prêtent trop aux usages indiscrets. Il a donc consulté les catéchismes composés au XVIe siècle du côté protestant (Luther, articles de Schmalkalde, Calvin) et du côté catholique (Concile de Trente). Il les a classés dans l'ordre suivant : la foi (le Symbole des apôtres), la loi divine (les commandements), la prière (les demandes du *Pater*), les sacrements (d'abord baptême et cène), qui prête bien à un découpage suivi et évite de ne faire penser qu'aux points controversés. Le texte catholique est suivi du texte protestant : on pourrait soupçonner que le second corrige le premier, mais c'est un souci de courtoisie (p. 19). Il nous est difficile de juger le choix de textes protestants : qu'on prenne seulement garde aux différences entre luthéranisme et calvinisme. Quant au *Catéchisme du Concile*, on n'oubliera pas qu'il est destiné non aux fidèles, mais aux curés, dont il doit guider l'enseignement et la prédication. Il a dû être résumé, souvent par un choix d'expressions caractéristiques propres à indiquer l'ordre des idées. Cette condensation veut respecter la pensée, mais plus d'une fois celle-ci perd de son équilibre, ainsi réduite à quelques lignes sans grande suite, semées de points de suspension. Aucun commentaire : seulement quelques précisions dans les notes presque toujours pour spécifier une divergence.

Ce recueil servira-t-il la cause de l'unité chrétienne ? De lui aussi, certes, on pourra faire un usage indiscret, si l'on tire de textes découpés et entrechoqués des conclusions simplistes. Mais il peut servir de base à une étude comparative d'ensemble qui ne peut être que suggestive et fructueuse. Tant sur le choix des textes et leur présentation que sur leur intelligence, ces extraits ne font qu'inviter à la réflexion critique et fraternelle. A cette condition il nous aidera, comme il le souhaite, lorsque nous prierons ensemble avec l'ardent désir de l'Unité, à ne pas « prier dans l'équivoque » (p. 12).

fr. L.-M. DEWAILLY, O. P.

La Sainte Église universelle. Confrontation œcuménique par G. Florovsky, F.-J. Leenhardt, R. Prenter, A. Richardson, C. Spicq, O. P. Cahiers théologiques de l'Actualité protestante, hors série, 4. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 1948; grand in-8 de 224 pp.

Cinq importantes études sur l'Église, par cinq théologiens orthodoxe, calviniste, luthérien, anglican et catholique. Leur rédaction et leur juxtaposition ne semblent pas avoir été précédées par une discussion préalable entre les auteurs, à qui l'éditeur ne semble pas non plus avoir d'avance délimité le terrain de façon très précise. L'avantage de cette méthode (ou de cette absence de méthode commune) est sans doute que les exposés, n'ayant pas dû se couler dans un cadre unique, peuvent être plus représentatifs, non seulement des doctrines, mais encore des points de vue et des perspectives diverses : l'ordre même adopté par chacun d'eux est révélateur. Tous sont, d'autre part, remarquablement iréniques. L'inconvénient est qu'on en reste à une « confrontation » d'ensembles dont chacun constitue un bloc assez difficilement comparable aux autres; le travail de comparaison des doctrines, le dégagement des points d'accord et de désaccord restent entièrement à faire par le lecteur. Il reste que ces cinq études sont de belle qualité. Les plus suggestives étant, à notre avis, celles du P. Florovsky et du professeur Prenter. Et nous avons noté avec plaisir, dans cette « confrontation œcuménique », la belle contribution très scripturaire du R. P. Spicq.

Th.-G. Chifflot.

LIVRES REÇUS

Oscar Cullman : *Noël dans l'Église ancienne.* Delachaux et Niestlé, 16,5 × 24, 40 pp., 2 fr. suisses.

Karl Barth : *La Prière.* Delachaux et Niestlé, 16,5 × 24, 64 pp., 2 fr. 50 suisses.

A. Lecerf : *Études calvinistes.* Delachaux et Niestlé, 16,5 × 23,5, 152 pp., 6 fr. suisses.

Vladimir Soloviev : *Les fondements spirituels de la vie.* Casterman, 13 × 20, 196 pp.

Imp. Aubin, Ligugé (Vienne). *Le Gérant :* G. Chifflot.
D. L., 1er trimestre 1950. — Imprimeur, n° 531.
N.M.P.P.